

LA VÉRITÉ

Organe de l'Organisation trotskyste

(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

JUIN 1969

N° 544 - PRIX : 3 F.

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire. »

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

LÉON TROTSKY.

RESOLUTION POLITIQUE DE L'ORGANISATION TROTSKYTE

LA RESTAURATION EN TCHECOSLOVAQUIE

EN PROVENANCE D'U.R.S.S.

LA VÉRITÉ

Organe de l'Organisation trotskyste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Rédaction et Administration :
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

sommaire

Constitution de l'Organisation trotskyste	1
La chute du Gaullisme	3
Discours prononcé par P. Lambert au meeting du 22 mai	19
Michel VARGA : La crise du "Conseil d'Assistance Economique Mutuelle"	23
Pierre BROUE : Zavis Kalandra	35
La restauration à Prague	38
En provenance d'Union Soviétique	43

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	12 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Etranger	14 Francs
Le numéro	3 Francs
Abonnement de soutien	15 et 20 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

RESOLUTION SUR LA CONSTITUTION DE L'ORGANISATION TROTSKYSTE

(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Considérant

que des millions et des millions d'hommes, de femmes et de jeunes ne peuvent accepter chômage, licenciements, bas salaires, exclusion des étudiants, lycéens et élèves des universités, lycées et collèges,

que le système de l'appropriation privée des moyens de production et des richesses créées par le travail de l'homme est la cause de la crise générale de la civilisation humaine,

que la bourgeoisie et son Etat, pour défendre le régime du profit, vouent les masses laborieuses des villes et des campagnes à la déchéance, à la dégradation matérielle que fait peser sur elles la survie du régime capitaliste.

Considérant

que pour tirer la civilisation humaine de l'impasse, la révolution prolétarienne est la seule méthode pour abolir la propriété privée des moyens de production, source unique de toutes les manifestations de décadence de la société (guerres, crises, répression, chômage, destruction de l'acquis culturel de l'humanité),

que la révolution politique qui, en U.R.S.S. et en Europe orientale, renversera la bureaucratie du Kremlin, qui usurpe l'héritage de la révolution d'Octobre et opprime les masses pour maintenir ses privilèges, et restaurera la démocratie ouvrière des Conseils, est partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale,

que la conquête du pouvoir est l'objectif par lequel le prolétariat, entraînant dans son combat contre le Capital et l'Etat les couches les plus pauvres des villes et des campagnes, assumera sa mission historique de libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation,

que la forme d'Etat qui répond aux nécessités de la révolution prolétarienne, se substituant à toutes les formes de dictature du Capital, c'est la démocratie des Conseils de délégués élus et révocables à tout moment par leurs mandants dans les usines et les entreprises, les localités, les départements et à l'échelle nationale, c'est l'Etat-Commune sans bureaucratie permanente, sans armée ni police permanentes, c'est la République des Soviets de 1917, la Révolution hongroise des Conseils de 1956, c'est la dictature du prolétariat,

que pour atteindre son objectif, la république des Conseils ouvriers, transition vers la disparition des classes à l'échelle internationale, l'avant-garde doit se constituer en Parti révolutionnaire sur la base du programme international de la Révolution prolétarienne, dont la victoire dans un pays ne saurait être garantie que par la victoire du prolétariat à l'échelle internationale.

En conséquence, l'organisation qui se fixe la tâche de construire le Parti révolutionnaire lutte pour bâtir l'Internationale révolutionnaire, la IV^e Internationale, dont elle se proclame la section française.



Considérant

que le programme et la méthode de construction de partis révolutionnaires nationaux et de la IV^e Internationale sont inclus dans le Programme de Transition adopté par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale en 1938,

que ce programme reste le seul capable de fournir les solutions des problèmes soulevés par la crise historique de la direction du prolétariat,

que dans la dure bataille pour le trotskysme, des cadres ont été exterminés, victimes de la répression stalinienne et impérialiste, d'autres se sont usés, que des directions et la direction de l'Internationale ont fait faillite, subissant la pression de la bourgeoisie et de la bureaucratie stalinienne,

que la IV^e Internationale n'a pas dégénéré ; que la continuité historique de la IV^e Internationale, fondée en 1938 par Léon TROTSKY, restructurée dans les années 1943-1946, que les forces révisionnistes ont voulu détruire en 1950-1953, a été maintenue depuis 1953 par le combat mené par les organisations trotskystes rassemblées dans le Comité International,

que la tâche de construction du Parti révolutionnaire dans chaque pays se confond avec celle de la reconstruction de la IV^e Internationale,

que les résultats acquis en France dans le travail de construction du Parti révolutionnaire exigent que soit proclamée L'ORGANISATION TROTSKYSTE (pour la reconstruction de la IV^e Internationale).

Les principes et la méthode de l'Organisation Trotskyste (pour la reconstruction

de la IV^e Internationale) sont entièrement inclus dans les principes dégagés par MARX, LENINE et TROTSKY du combat historique du prolétariat qui, au travers de sa lutte de classe internationale, s'est constitué comme classe en arrachant au système capitaliste, contre l'exploitation, son droit à l'organisation, ses garanties et libertés ouvrières.

Considérant que les conquêtes matérielles, droits, garanties et libertés ouvrières et d'organisation sont menacés par la bourgeoisie et son Etat qui, pour assurer sa domination de classe, viole systématiquement ses propres lois,

que la dissolution des onze organisations ouvrières se réclamant du socialisme a été la manifestation la plus claire de la volonté de la bourgeoisie de détruire toutes les libertés ouvrières,

L'Organisation Trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) appelle au rassemblement au grand jour des travailleurs manuels et intellectuels et des jeunes pour le combat émancipateur du prolétariat.

L'Organisation Trotskyste ne s'abaisse pas et ne s'abaissera jamais à dissimuler ses opinions et ses buts.

En conséquence, les camarades Gérard BLOCH, Stéphane JUST et Pierre LAMBERT forment la direction provisoire de l'Organisation Trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Lundi 12 mai 1969.

Adresse provisoire :

39, rue du Faubourg-du-Temple
Paris (10^e)

INFORMATIONS OUVRIÈRES

ABONNEMENTS

3 mois (12 n ^{os}) ..	11 F
6 mois (24 n ^{os}) ..	20 F
1 an (48 n ^{os}) ...	38 F
Étranger (1 an) ..	50 F

Rédaction - Administration

Correspondance :

39, rue du Fg-du-Temple
PARIS (10^e) - Tél. : 208-33-65
C.C.P. "Informations Ouvrières"
21.831-73 Paris

LA CHUTE DU GAULLISME ET NOS TÂCHES POLITIQUES

Résolution politique de l'Organisation trotskyste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

I

La démission de De Gaulle : un tournant de la lutte des classes

Après la victoire du NON au référendum, De Gaulle a démissionné de la présidence de la république. En apparence, peu de choses semblent avoir changé. Le gouvernement Couve de Murville est resté en place. Poher assure l'intérim de la présidence, en attendant que le suffrage universel désigne un successeur à de Gaulle. La V^e République semble parfaitement fonctionner, cependant que la classe ouvrière et la jeunesse ne se sont pas engagées dans de grands mouvements, grèves, manifestations.

L'apparence aura rarement été aussi trompeuse. La chute de De Gaulle ne peut être comparée à celle d'un quelconque gouvernement sous la III^e ou la IV^e république. La V^e république est une forme déterminée de domination politique de la bourgeoisie : un type de bonapartisme où le pouvoir politique est concentré entre les mains de l'appareil de l'Etat bourgeois ; ce pouvoir, De Gaulle, émancipé de tout contrôle parlementaire réel, l'incarnait dans sa personne. L'organe de domination de classe de la bourgeoisie, l'Etat bourgeois s'est élevé au-dessus de cette classe comme de la société dans son ensemble, qu'il régit au nom des intérêts globaux de la classe patronale, intérêts qui se concentrent dans ceux du capital financier.

Le bonapartisme gaulliste était un bonapartisme propre à la décadence de l'impérialisme français, particulièrement éprouvé par la crise générale de l'impérialisme mondial, stade suprême du capitalisme, où ce dernier a atteint un degré de parasitisme qui le gangrène tout entier. Le régime gaulliste a émergé en raison de l'impuissance de la bourgeoisie française et de ses diverses couches et secteurs à déterminer une politique unifiée. La phase ascendante du capitalisme a bien connu des périodes où l'Etat bourgeois arbitrait les conflits entre divers secteurs de la classe dominante, qui s'opposaient brutalement. A cette époque, toutefois, les bouleversements qu'entraînait, au sein de la classe dominante, l'élimination ou la réduction à un rôle subordonné de secteurs importants de la moyenne et de la grande bourgeoisie étaient consécutifs à une croissance générale du capital et des forces productives. Il en va tout à fait différemment du bonapartisme gaulliste. Celui-ci est né de la nécessité, pour la bourgeoisie, d'instaurer un pouvoir capable d'imposer, par son arbitrage, une solution à la guerre d'Algérie, et, plus généralement, de nouveaux rapports entre la France et son ancien empire colonial qui, bien que sauvegardant quelques positions essentielles de l'impérialisme français, en sa-

tentative du capitalisme français de se restructurer à froid, de surmonter ou tout au moins de limiter sa décadence, de maîtriser les processus économiques, sociaux et politiques en cours, de contrôler rationnellement son propre devenir. Et tout cela s'est brisé sur la capacité de résistance et de combat de la classe ouvrière, qui, utilisant le cadre de ses organisations de classe, malgré la trahison des appareils dirigeants, pour résister et combattre, est, répétons-le, parvenue à imposer, à diverses reprises, et même si ce ne fut que dans des limites restreintes, quant aux objectifs

poursuivis et à la durée de son maintien, le Front unique ouvrier.

L'initiative politique était, depuis juin 1958, entre les mains de la bourgeoisie. Désormais, avec la faillite du bonapartisme gaulliste, toute la politique de la bourgeoisie, de son personnel politique, de ses différentes couches, tourne autour de la question suivante : comment peut-elle se préparer au mieux à faire face à l'inévitable assaut de la classe ouvrière ? L'initiative politique a changé de côté, en dépit des apparences immédiates.



La lutte des classes mondiale et les implications de la chute de De Gaulle

Ce sont les conséquences, mesurée à l'échelle internationale, de la chute de De Gaulle dans la lutte des classes qui lui donnent toute sa signification. De Gaulle et le bonapartisme qu'il incarnait étaient, en Europe, un « facteur d'ordre » pour l'impérialisme, et particulièrement pour l'impérialisme américain. Depuis plus de dix ans, la stratégie mondiale de ce dernier repose sur deux piliers : l'aptitude de De Gaulle à porter des coups décisifs au prolétariat français, à telle fin que la bourgeoisie puisse prendre l'offensive contre le prolétariat de l'Europe occidentale tout entier, en vue de le briser ; la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin qui, depuis la répression de la révolution hongroise, se fait de plus en plus directement, contre les prolétariats de l'Europe de l'Est et le prolétariat de l'U.R.S.S., l'instrument de l'impérialisme, cependant qu'elle appuie inconditionnellement celui-ci face à la révolution chinoise, aux ouvriers et paysans des pays économiquement arriérés et au prolétariat des pays capitalistes économiquement développés, elle s'efforce de la sorte d'obtenir de l'impérialisme une réduction de la pression qu'il exerce sur elle, le maintien du statu quo en Europe et des facilités commerciales et financières.

Dès qu'il s'est avéré que De Gaulle ne parvenait pas à discipliner et à écraser la classe ouvrière française, que l'Europe de l'Ouest s'acheminait manifestement vers de nouvelles et grandioses luttes de classes, que, par les fissures qu'ouvrait, dans l'appareil international des capitalistes économiquement développés ; elle s'efforce de nal du stalinisme, la crise de la bureaucratie du Kremlin, une nouvelle montée vers la révolution politique des prolétariats de l'Europe de l'Est se préparait, qui atteindrait et stimulerait le prolétariat de l'U.R.S.S. lui-même, tandis qu'aux U.S.A. s'exacer-

baient les contradictions sociales et que la résistance des ouvriers et paysans vietnamiens, préfigurant ce que serait éventuellement celle du peuple chinois à la pénétration impérialiste, l'impérialisme mondial a dû se réorienter. Avec la grève générale en France et la montée vers la révolution politique en Tchécoslovaquie, la modification de la stratégie de l'impérialisme américain s'est précisée.

Il ne peut s'engager dans la gigantesque entreprise d'une guerre contre la Chine sans avoir stabilisé à tous points de vue l'impérialisme mondial, c'est-à-dire : discipliner les différents impérialismes et les différentes bourgeoisies à ses entreprises et à ses exigences ; établir, dans les principaux pays capitalistes économiquement développés, Etats-Unis compris, une dictature ouverte broyant la classe ouvrière ; comprimer les forces centrifuges qui se manifestent au sein de chaque bourgeoisie, y compris la bourgeoisie américaine, face à l'aventure, imprévisible quant à son développement et son issue, d'une troisième guerre mondiale, qu'annoncerait une guerre contre la Chine. L'impérialisme exploite la crise de la bureaucratie du Kremlin, mais, en même temps, cette crise est pleine de dangers pour lui : elle oblige la bureaucratie du Kremlin à s'appuyer sur les forces sociales pro-bourgeoises en U.R.S.S., en Europe orientale et en Chine, et à les renforcer ; mais elle tend à disloquer l'appareil international du stalinisme et la bureaucratie de l'U.R.S.S. elle-même, comme la bureaucratie chinoise ; la force des rapports sociaux établis par la révolution d'Octobre et la nature de classe de ces rapports font que le prolétariat de ces pays, par les failles de l'appareil, surgit et pose immédiatement les revendications et les problèmes de la révolution politique, qui modifierait radicalement les rapports de forces entre les classes à l'échelle inter-

nationale et équivaudrait à la condamnation à mort de l'impérialisme.

Tout se résume aux rapports entre le prolétariat, la bourgeoisie et la bureaucratie du Kremlin : impossible de discipliner la coalition impérialiste, impossible, pour les différentes couches de la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie américaine, d'utiliser la crise de la bureaucratie à leur profit, si le prolétariat des pays économiquement développés n'est pas écrasé dans son secteur décisif. Ce secteur décisif, c'est actuellement l'Europe.

Les exigences de l'impérialisme mondial sont aujourd'hui profondément différentes de ce qu'elles étaient au lendemain de la deuxième guerre impérialiste mondiale. L'impérialisme mondial a dû subir les conséquences de la seconde guerre mondiale : contrôle de la bureaucratie du Kremlin sur l'Europe de l'Est, révolution chinoise, conquêtes des prolétariats de l'Europe de l'Ouest (Italie, France, Angleterre, notamment), lutte émancipatrice des peuples coloniaux et dislocation des anciens empires coloniaux. Usant de son influence politique sur la classe ouvrière, la bureaucratie du Kremlin a limité et contenu la vague révolutionnaire, particulièrement en Europe de l'Ouest, et permis que, avec le soutien économique et financier de l'Etat bourgeois américain, l'économie des pays capitalistes avancés se reconstruise et que se reconstitue le marché mondial. Mais, loin de correspondre à une nouvelle période d'essor du capitalisme, cela ne s'est fait que par l'intervention des Etats bourgeois dans l'économie, appuyée sur celle de l'Etat américain, et créant des marchés artificiels au moyen d'énormes dépenses parasitaires.

Le volant des dépenses militaires est devenu de plus en plus considérable ; il joue désormais un rôle indispensable dans le fonctionnement du mode de production capitaliste. La reconstruction et la restructuration du marché mondial n'ont nullement aboli les anciennes contradictions : le fractionnement de l'Europe en multiples Etats nationaux, le retard et la sénilité des bourgeoisies européennes ; elles les englobent au contraire. De nouvelles contradictions sont venues s'y ajouter : la division de l'Europe en deux, la perte de débouchés comme ceux de l'Europe de l'Est, de la Chine, etc. Bousculer les vieilles structures du capitalisme en Europe se heurtait à un obstacle : la puissance du prolétariat européen qui, même contenue, contrastait avec la sénilité des bourgeoisies européennes. Pour unifier réellement l'Europe de l'Ouest sous la houlette de l'impérialisme américain, il fallait transformer les bourgeoisies d'Europe en bourgeoisies compradore, mais c'était y bousculer toute la structure sociale, liquider et réduire à la misère et à la déchéance des millions de prolétaires, déchaîner de gigantesques luttes de classe.

L'impérialisme américain est incapable de continuer à faire cette politique. La crise des moyens de

paiements souligne les déséquilibres économiques qui existent sur le marché mondial. Sa gravité vient de ce qu'elle se conjugue avec la crise du système monétaire mondial, qui repose sur le dollar. Dans la crise monétaire se révèle le parasitisme du mode de production capitaliste ; les Etats bourgeois alimentent les dépenses parasitaires, les dépenses militaires, par l'émission de chèques sans provision, de traites sans garantie : par l'inflation. La hausse des taux d'intérêt résulte de la tentative d'arrêter la conversion en or des capitaux flottants, par l'appât de très hauts rendements des valeurs d'Etat, conjuguée avec la limitation des crédits à l'économie. Elle ne fait, à moyen terme, qu'aggraver la crise du système monétaire international. L'économie capitaliste oscille entre une crise économique et une crise aiguë du système monétaire international, qui ferait, à son tour, resurgir la crise économique : elle est menacée d'un effondrement du système monétaire international, aboutissant à la dissolution du marché mondial.

La solution capitaliste existe, elle consiste à liquider une partie des dettes d'Etat par des dévaluations massives et coordonnées, c'est-à-dire au détriment de la classe ouvrière, de la petite-bourgeoisie, et d'une partie de la grande bourgeoisie ; à ouvrir des débouchés à l'Est de l'Europe pour les marchandises et les capitaux, à passer de l'économie d'armement à l'économie de guerre avec toutes ses contraintes, et l'omnipotence des Etats bourgeois sur toute la vie économique, sociale et politique que l'économie de guerre exige.

L'issue dépend de la lutte des classes. L'incapacité de la bourgeoisie à mettre en œuvre ces solutions aboutirait à une crise économique, sociale et politique sans précédent. Mais c'est dire que le statu quo dans le rapport des forces entre les classes est devenu une catastrophe pour l'impérialisme, d'autant plus que, conjointement, la crise de la bureaucratie du Kremlin ne lui permet plus de contenir, comme au lendemain de la seconde guerre impérialiste mondiale, les luttes d'envergure de la classe ouvrière occidentale, et que chemine la révolution politique à l'Est de l'Europe et en U.R.S.S., cependant que les appareils social-démocrates du Labour Party en Angleterre et du P.S.I. en Italie, dont le premier constitue le gouvernement bourgeois, le second y participe, se heurtent à l'opposition de la classe ouvrière et de leurs propres militants. Le non opposé par de Gaulle aux modestes demandes des appareils syndicaux, au moment du « rendez-vous » de mars 1969, découlait de la nécessité impérieuse d'éviter toute augmentation de salaire qui accentuerait l'instabilité monétaire en France, et, par voie de conséquence, dans le monde.

Il faut à l'impérialisme mondial, pour maintenir son régime, écraser le prolétariat européen. C'est une exigence non moins impérieuse pour la bureaucratie du Kremlin. Car c'est en Europe que se concentrent

la faiblesse et les contradictions de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ; car, en Europe, la puissance de la classe ouvrière est immense ; car, en Europe, la classe ouvrière dispose de ses organisations de classe, qui, même si les appareils syndicaux et les partis socialistes et staliniens participent au maintien de l'ordre bourgeois, la constituent comme classe ; car c'est en Europe que fusionnent et se conjuguent la révolution sociale et la révolution politique.

L'impérialisme américain, l'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin réajustent leur politique en fonction du développement de la lutte des classes en Europe et de la nécessité de concentrer leurs coups contre le prolétariat européen. La pression exercée sur la Chine, la mise en valeur des incidents de frontière avec la Chine par la bureaucratie du Kremlin, sont explicitées sans vergogne par un journaliste stipendié du Kremlin qui a publié dans *Le Monde* l'article qu'on va lire :

« LA FRONTIÈRE QUE NOUS DEFENDONS par Georges Dadiants

« Pour certains en Occident, les accrochages sur le fleuve Oussouri ne sont qu'une manifestation d'un conflit idéologique entre « deux variétés de communisme » qui ne les touche que de très loin...

« ... Au début de la guerre soviéto-germanique, il s'est trouvé des hommes politiques aux Etats-Unis pour se réjouir de l'agression allemande contre l'U.R.S.S., estimant que leur propre rôle serait celui de spectateur, tandis que les deux pays se livraient à une lutte à mort. Rappelons que leur myopie n'a pas évité au monde la catastrophe de Pearl Harbour...

« ... L'aventurisme belliciste chinois, appuyé en théorie sur une interprétation dénaturée du marxisme, devient un facteur très alarmant dans la vie internationale, surtout si l'on sait que la Chine se transforme en cinquième puissance nucléaire. Tout en poursuivant ses provocations armées contre l'U.R.S.S. et en entravant autant que possible tout règlement de paix en Asie (y compris au Vietnam), la Chine pourra, durant les prochaines années, manifester une activité particulièrement intense en Inde, en Birmanie, en Thaïlande, au Laos. Un journal italien indique que l'actuelle direction chinoise revendique des territoires appartenant, non seulement à l'U.R.S.S., mais aussi au Népal, à la Birmanie, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, à la Thaïlande et à d'autres pays. Qui nous garantit que « l'activité » du groupe maoïste ne dépassera les frontières du continent asiatique ? Rappelons que le militarisme nippon disposait de réserves humaines beaucoup plus limitées que le chauvinisme chinois de grande puissance. Nous

n'avons jamais identifié le groupe de Mao au peuple chinois. Le danger que représente aujourd'hui la Chine vient de l'idéologie et de la politique bellicistes du maoïsme, tout comme le danger que représentaient jadis l'Allemagne hitlérienne et le Japon militariste venait de l'idéologie et de la politique du fascisme.

« En ce sens, la frontière que l'Union Soviétique défend actuellement sur 6 500 km n'est pas seulement la frontière soviéto-chinoise. »

(Le Monde, 2 avril 1969.)

Ce « journaliste » clarifie le cours actuel de la politique du Kremlin. Le « maoïsme » égale l'« hitlérisme » et le « militarisme japonais ». La défense conjointe, impérialisme (impérialisme américain en particulier) et bureaucratie du Kremlin, de la « civilisation » est l'impératif de l'heure. Mais faire front contre la « barbarie maoïste » exige au préalable : assurer l'ordre contre tout ce qui menace l'« ordre établi » et empêche de préparer la croisade de la « civilisation » contre la « barbarie », écraser le prolétariat, en premier lieu en Europe, sa lutte révolutionnaire, tant à l'Est qu'à l'Ouest.

Le voyage de Nixon en Europe, son appel ouvert à la collaboration du Kremlin dans la recherche d'une « solution » au Vietnam, au Moyen-Orient, et, généralement, la « sauvegarde de la paix dans le monde », comme l'accentuation de la répression et de la « normalisation » en Tchécoslovaquie s'incluent dans cette politique.

C'est à ce moment que s'effondre le bonapartisme gaulliste. La répercussion immédiate en est une reprise de la crise du système monétaire international. Malgré la volonté des banques mondiales de contenir cette nouvelle crise, et particulièrement de soutenir le franc en fonction de la nécessité politique de maintenir, autant que faire se peut, la stabilité financière et économique de la bourgeoisie française, afin de ne pas précipiter sa crise sociale et politique, les capitaux libellés en francs sont reconvertis en marks ou en or. Le capital financier apprécie mieux que les « marxistes » de *Lutte Ouvrière* et de *Rouge* la signification de la chute du bonapartisme gaulliste. Cette chute contribue à l'accélération de la lutte des travailleurs contre les dictatures de Grèce, d'Espagne, du Portugal. Elle se répercutera en Italie, encourageant et politisant les luttes des travailleurs italiens. Elle alimentera la résistance à Wilson de la classe ouvrière anglaise, dont la grève d'un million de travailleurs, le Premier Mai, à l'initiative politique de la S.L.L., démontre qu'il s'engage dans la lutte politique contre le gouvernement Wilson, fourrier du retour des Tories au pouvoir. Elle se répercutera également sur le prolétariat d'Allemagne de l'Ouest, malgré l'échec que constitue, pour lui, le vote de la loi sur l'état d'urgence. Les inévitables luttes du prolétariat français n'auront pas moins d'effet sur le développement de

la lutte des classes en Europe, à l'Ouest comme à l'Est, que la grève générale de mai-juin 1968.

La chute du bonapartisme gaulliste donne naissance à un redoutable péril pour l'impérialisme, la bureau-

cratie du Kremlin, les bureaucraties réformiste et stalinienne. Toutes ces forces vont se coaliser afin de frustrer le prolétariat français de sa victoire, et tenter de lui infliger de dures défaites.

III

Vers la guerre civile

La chute de De Gaulle, si elle est une importante victoire politique de la classe ouvrière française, ne scelle pas le sort de la bourgeoisie française. Elle élimine à jamais, en France comme dans tous les pays d'Europe, la possibilité d'abattre, *par la voie froide*, la résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse. Elle précipite l'anarchie au sein de la bourgeoisie française et la décadence de l'impérialisme français. Elle signifie, pour le capital financier français et étranger, qu'ils ne pourront venir à bout de la classe ouvrière française que par le moyen d'une véritable guerre civile, d'une purge sanglante. Fondamentalement, elle prélude à une lutte de classes sauvage : la bourgeoisie française, si faible et décrépite qu'elle soit, ne renoncera pas. De plus, elle est partie intégrante de l'impérialisme mondial qui l'aidera, et elle bénéficiera de l'appui inconditionnel de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Si les « voies pacifiques » de la domination bourgeoise sur la classe ouvrière sont désormais exclues, les « voies pacifiques » vers le socialisme le sont tout autant. Il est indispensable de combattre sans faiblesse ce genre de « théorie » et de pratique. Elles ne peuvent être utilisées que par la bourgeoisie, elles préparent, au mieux de ses intérêts, la guerre civile contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Si De Gaulle est tombé, la nécessité, pour la bourgeoisie, de restructurer le capitalisme français de-

meure. L'élimination de couches entières de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes n'est pas moins nécessaire. La transformation de millions de prolétaires en chômeurs, en ouvriers polyvalents et déqualifiés, la déchéance de la jeunesse, le démantèlement de l'Education nationale, de la formation professionnelle, de l'Université, ne sont pas moins urgents. Mais ils ne peuvent plus être réalisés « rationnellement », ainsi que De Gaulle tentait de le faire. Le « rationnel » du système capitaliste pourrissant ne peut s'imposer que de façon irrationnelle : au travers du chaos, des affrontements, des alternances de la lutte des classes. La réforme Faure, modèle de la participation et de la « rationalité », vole en éclats sous les coups conjugués des étudiants et de l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie et de l'Université. La participation, le corporatisme, tels que de Gaulle voulait les imposer « rationnellement », sont désormais impossibles. L'application du rapport Nora sur les entreprises nationalisées avec un minimum de heurts, et sur la base d'une politique contractuelle avec les appareils syndicaux, ne l'est pas moins. Tout se passera au travers de l'affrontement entre les classes, du chaos et de la confusion au sein de chaque classe. Le « rationnel » de la décadence de la société bourgeoise ne pourrait désormais qu'être imposé « irrationnellement » à la bourgeoisie elle-même, par des forces surgies de son propre appareil d'Etat.

IV

Les perspectives et les moments de la lutte des classes

Sans perspectives générales, il est impossible de définir une politique de classe. Mais l'on peut commettre les pires erreurs au nom d'une perspective parfaitement correcte. Le dilemme historique est : socialisme ou barbarie. En France, ce processus, avec la chute de De Gaulle, prend de nouveaux aspects concrets. Mais il se réalise par le mouvement quotidien de la lutte des classes. Il est impossible d'avoir une activité politique correcte sans distinguer chaque

moment de la lutte des classes, tout comme il est impossible d'apprécier chacun de ces moments s'ils ne sont pas intégrés et compris comme éléments constituants du processus d'ensemble.

La bourgeoisie française vient de subir une très dure défaite politique. Les C.R.S., les forces policières, appuis principaux du système politique bonapartiste-gaulliste, les instruments et structures qu'il a édifiées demeurent. Mais s'ils étaient de parfaits instruments

du bonapartisme-gaulliste, ils seraient insuffisants dans une guerre civile. L'État bourgeois, après mai-juin 1968 et la chute de De Gaulle, est ébranlé. La bourgeoisie éprouve le besoin pressant de reconstituer son front politique. Il lui faut se préparer à ce que la classe ouvrière exige que sa victoire politique soit honorée ; c'est inéluctable.

L'antagonisme Pompidou-Poher doit être apprécié à sa juste mesure. Pour l'instant, il ne s'agit pas de violents affrontements au sein de la bourgeoisie ayant à leur racine des conflits d'intérêts fondamentaux. Ce qui est en cause, c'est de déterminer la meilleure tactique en vue d'unifier le front politique de la bourgeoisie, de resserrer les écrous de l'appareil d'État bourgeois, et de se préparer à faire face aux exigences de la classe ouvrière. Pompidou exprime une certaine continuité apparente, mais c'est également son désavantage. Poher, moins marqué, est plus apte aux « ouvertures » à « gauche » ou à droite, à l'« union nationale », au retour à un semblant de démocratie bourgeoise, à obtenir le soutien ouvert des partis ouvriers, notamment de la S.F.I.O., à diviser le front de classe du prolétariat.

Le Parti socialiste et le P.C.F. préparent, en pleine harmonie avec la bourgeoisie, l'affrontement, le choc entre les classes. Leur politique, à propos de l'élection à la présidence de la république, consiste essentiellement à briser le front de classe du prolétariat, à faire refluer politiquement celui-ci, à laisser en présence, au deuxième tour, les seuls représentants de la bourgeoisie, à permettre à la bourgeoisie de rétablir son front, à retarder l'action de classe de la jeunesse et de la classe ouvrière.

Mais il est un facteur politique essentiel : la bourgeoisie, le parti socialiste et le P.C.F., pour présen-

ver l'ordre bourgeois, doivent à tout prix éviter qu'une avant-garde se cristallise, s'organise, se centralise sur le programme de la révolution prolétarienne, qu'elle alimente la maturation politique d'ensemble de la classe ouvrière et de la jeunesse, qu'elle prenne le contrôle d'un certain nombre de secteurs, qu'elle joue un rôle dirigeant dans la préparation et dans le développement des luttes de la classe ouvrière, qu'elle fusionne avec le mouvement de la classe et le dirige politiquement. L'une des données principales de la situation actuelle réside, en effet, dans les nouveaux rapports qui se développent au sein de la classe ouvrière, dans la modification des rapports entre les appareils et les masses au sein des partis ouvriers, dans le dégagement de forces militantes susceptibles d'être cristallisées sur le programme de la révolution prolétarienne.

C'est dans ce cadre qu'il convient d'apprécier la candidature Krivine aux élections présidentielles. Elle participe de la division du front de classe. Elle est montée en épingle par les appareils et la bourgeoisie, et n'a été rendue possible que par les « notabilités » qui ont signé pour cette candidature, comme un élément de confusion vis-à-vis des travailleurs, des militants des organisations traditionnelles en crise, comme un moyen de discréditer le trotskysme.

Elle sera utilisée dans ce sens par l'appareil du P.C.F., dont c'est la tâche déterminante, pour empêcher que soient posés les fondements du parti révolutionnaire.

Notre tâche immédiate consiste à préparer l'inéluctable affrontement, en utilisant, pour notre intervention, tous les moyens politiques dont nous disposons, et, dans le même mouvement, à rassembler, former, organiser, centraliser cette avant-garde.

V

Front unique ouvrier, programme, pouvoir, parti

L'axe de notre politique est et reste le Front unique ouvrier. La stratégie du Front unique ouvrier résulte de la nécessité de dresser la classe ouvrière comme classe face à la bourgeoisie, son État, son gouvernement. Ainsi seulement, la classe ouvrière peut combattre et vaincre la bourgeoisie, entraînant à sa suite la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes. Mais le Front unique ouvrier ne saurait être une formule figée, dont les formes sont données une fois pour toutes, dont la réalisation est, sans plus, confiée aux appareils syndicaux et aux partis ouvriers traditionnels. Il faut l'exprimer de façon concrète ; ainsi le Comité central national de la grève générale en mai-juin 1968, les Confé-

rences ouvrières et démocratiques, le double NON au référendum, la candidature unique des organisations ouvrières à la présidence de la république n'ont été que des formes spécifiques de cette stratégie.

La classe ouvrière exigera, à plus ou moins long terme, que soient satisfaites les revendications de mai-juin 1968 :

- *Pas de salaires inférieurs à 1 000 F par mois ;*
- *Garantie du pouvoir d'achat ;*
- *40 heures immédiates sans diminution de salaire ;*

● Abrogation des ordonnances, dont celles sur la Sécurité sociale ;

● Garantie de l'emploi et de la qualification ;

● Abrogation de la législation réglementant et limitant le droit de grève pour les travailleurs des services publics (loi de juillet 1963).

La lutte pour ces revendications pose inéluctablement le problème du pouvoir politique.

Conjointement aux revendications de mai-juin 1968, la victoire du NON au référendum et la démission de De Gaulle mettent à l'ordre du jour la destruction de l'édifice construit par le bonapartisme gaulliste et, partant, des revendications susceptibles de porter la hache dans l'Etat bourgeois : réforme administrative, institution des C.O.D.E.R., réforme de l'enseignement et de la formation professionnelle, réforme des comités d'entreprises, réforme de la Sécurité sociale, etc.

La V^e République, c'est l'Etat bourgeois renforçant constamment son caractère policier, c'est la concentration du pouvoir aux mains de l'exécutif.

A bas les polices, les corps répressifs (C.R.S., défense en surface du territoire, gendarmerie, etc.) ! A bas la V^e République, ses institutions, sa constitution !

La crise politique de la bourgeoisie française précipite la crise économique et financière de l'impérialisme mondial, et inversement. L'expropriation des grandes sociétés capitalistes, la planification élaborée et réalisée sous le contrôle des travailleurs sont les seules réponses possibles.

Si les exigences du maintien du système social bourgeois imposent au capital et à son Etat la nécessité de broyer économiquement et politiquement la classe ouvrière, l'obligation de se défendre contre les conséquences de la décomposition de la société bourgeoise et ses propres besoins imposent à la classe ouvrière, quels que soient les points de départ immédiats de ses actions et de ses luttes, de s'attaquer au pouvoir bourgeois : chacune des classes fondamentales est ainsi poussée vers la guerre civile.

La question du pouvoir, la question de l'Etat est le dénominateur commun de toutes les luttes ouvrières. Il faut détruire l'Etat bourgeois et construire l'Etat ouvrier. La classe ouvrière ne peut exercer le pouvoir que si elle détruit l'Etat bourgeois et que si, à partir de son organisation comme classe, de sa centralisation comme classe, elle constitue son propre Etat. Cependant se borner à poser ainsi la question du pouvoir, c'est éluder la recherche des moyens de sa solution. Résoudre la question du pouvoir, la question de l'Etat, organiser, centraliser la classe ouvrière comme classe, est impossible sans le combat pour la réalisation du Front unique ouvrier, qui doit se concrétiser, en relation avec le développement de la lutte des classes, sous des formes

diverses, qui vont du Front unique des organisations ouvrières sur un ou des objectifs précis à la formation de la fédération des Conseils ouvriers. La réponse à la question du gouvernement concentre la lutte pour le Front unique ouvrier. Elle est indispensable à la solution de la question du pouvoir, de la question de l'Etat.

La bataille politique pour une candidature unique des organisations ouvrières à la présidence de la république, même sans qu'elle se soit livrée sur un programme explicite, avait pour sens de dresser la classe ouvrière comme classe face à la bourgeoisie, à son Etat, à son gouvernement. Facteur de mobilisation immédiate de la classe ouvrière, la candidature unique des organisations ouvrières contenait implicitement la revendication d'un gouvernement des organisations ouvrières, appuyé sur la classe ouvrière organisée comme classe par le Front unique des organisations ; et nous l'explicitons.

Il serait profondément erroné de juger de l'importance de cette bataille politique en fonction du fait que la candidature unique n'a pu être imposée. Il n'était pas exclu qu'elle le fût. Cela dépendait de la mobilisation politique, autour de ce mot d'ordre, de couches importantes de la classe ouvrière, de militants des syndicats et des partis ouvriers. Seule, l'action politique en vue de la candidature unique des organisations ouvrières permettait de vérifier la possibilité de l'imposer ou non. Il n'était pas écrit non plus que les militants révolutionnaires, qui ont combattu au congrès confédéral F.O. afin que celui-ci prenne position en faveur du double NON au référendum, y parviennent. Seule, la lutte politique qu'ils ont entreprise leur a permis d'y arriver effectivement. En procédant de cette façon, ils ont joué un rôle décisif dans la victoire du NON au référendum : la prise de position du congrès confédéral F.O. a obligé toutes les centrales et partis ouvriers à se prononcer clairement. Ainsi s'est réalisé le Front unique des organisations ouvrières sur ce point précis. Même s'il n'y avait eu aucune chance d'entraîner le congrès confédéral F.O. à prendre cette position, il aurait fallu combattre pour qu'il la prenne. Il ne s'agit pas seulement de la défense de principes, et encore moins d'une attitude morale. L'action politique pour le Front unique ouvrier, pour le pouvoir, est totalement étrangère au prétendu « réalisme politique ». C'est seulement en combattant pour des objectifs justes et nécessaires, du point de vue des intérêts immédiats et historiques du prolétariat, que l'avant-garde peut nourrir politiquement la classe ouvrière, s'implanter, rassembler et organiser la force militante qui, à l'étape suivante, peut imposer le Front unique.

Nous sommes actuellement dans le courant qui porte la classe ouvrière vers l'affrontement avec l'Etat bourgeois et vers le Front unique de classe, mais cela n'implique pas que les travailleurs, les militants, l'avant-garde se rallieront automatiquement à notre panache rouge. Il nous faut saisir ce

qui, à chaque moment, permet d'élever la conscience politique de la classe ouvrière et rassembler l'avant-garde, en ne considérant pas seulement le moment présent, mais en l'intégrant dans la continuité de la lutte des classes et de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire. La réalisation du Front unique ouvrier, la lutte pour le pouvoir, la construction du parti révolutionnaire sont des catégories d'une même totalité. Peut-être le Front unique ne se réalisera-t-il jamais sous la forme d'un gouvernement des organisations ouvrières portant la hache dans l'Etat bourgeois, satisfaisant les revendications ouvrières, s'appuyant sur la classe ouvrière organisée comme classe ? Peut-être le Front unique de la classe ouvrière se réalisera-t-il pour la prise du pouvoir sous notre direction ? La

question n'est pas résolue à l'avance. Il demeure que le Front unique ouvrier dépend étroitement de la construction du parti révolutionnaire, comme la construction du parti révolutionnaire dépend étroitement de la lutte politique pour le Front unique ouvrier, traduite, à chaque moment, en termes concrets.

C'est par cette méthode que l'A.J.S., l'Alliance Ouvrière et l'Organisation Trotskyiste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) ont préparé le rassemblement de 4200 travailleurs et jeunes à la Mutualité, le 22 mai 1969, et que, très concrètement, ont été reliées entre elles la lutte pour les revendications, la lutte pour le Front unique ouvrier, la lutte pour le pouvoir et la construction du parti révolutionnaire.

VI

Division du front de classe

Le parti socialiste a joué ouvertement et carrément le jeu de la division de la classe ouvrière. La candidature Defferre était une opération parfaitement claire. Elle préparait le soutien ouvert et officiel à Poher, et la participation éventuelle du P.S. à une nouvelle coalition gouvernementale bourgeoise. La politique du P.C.F. était plus subtile, elle n'en était pas moins une politique de division de la classe ouvrière et de préparation à un soutien, voir même à une participation du P.C.F. à une coalition gouvernementale bourgeoise. Le P.C.F. posait des conditions de « programme » au P.S. avant de discuter d'une éventuelle candidature commune, conditions dont il savait qu'elles ne seraient pas acceptées par le Parti socialiste, alors qu'il était évident que le « programme » pouvait et devait être défendu, non comme préalable à une candidature unique des organisations ouvrières, mais parce que cette candidature opposerait la classe ouvrière comme classe à la bourgeoisie, qu'elle serait un facteur de mobilisation de la classe ouvrière et, en conséquence, de lutte pour le pouvoir.

En la circonstance, le « programme », brandi comme un ultimatum, n'était qu'un obstacle mis à la réalisation du Front de classe contre les candidats de la bourgeoisie, c'est-à-dire à la mobilisation de la classe, sans laquelle tout programme est dépourvu de signification. Barrons ensemble la voie à Pompidou-Poher, défendons chacun notre programme, c'est ainsi qu'il fallait concrétiser la formule léniniste du Front unique : « *Marchons séparément, frappons ensemble* ». Hier, le P.C.F. avait soutenu sans

conditions le candidat bourgeois Mitterrand, maintenant il posait comme condition d'une candidature unique des organisations ouvrières l'adoption de son programme, de manière à ce qu'au deuxième tour fussent seulement aux prises Pompidou et Poher. Dans les deux cas, il s'agissait d'expulser la classe ouvrière de la scène politique, de faire en sorte que, seule, la bourgeoisie l'occupe.

Au surplus, si le mot d'ordre de « *candidature unique de la gauche* » démarque celui de « *candidature unique des organisations ouvrières* », si les deux mots d'ordre semblent à beaucoup de travailleurs synonymes, il n'en est rien en fait. Il nous faut l'expliquer. La gauche est une catégorie politique élastique qui efface les frontières de classe, alors qu'il s'agit de combattre « *classe contre classe* », car la bataille électorale n'est qu'un moment de la préparation de l'affrontement entre les classes. Par cette formule, le P.C.F. prépare, en cas de victoire du prolétariat dans la lutte des classes, la transition, avec sa participation éventuelle, vers un gouvernement bourgeois dit de gauche, dont la mission serait de maintenir l'Etat bourgeois et l'ordre bourgeois, tandis que, derrière cet écran, la bourgeoisie préparerait la guerre civile.

Les candidatures Rocard et Krivine ont participé de la division du front de classe, ce qui situe la politique du P.S.U., ainsi que celle de la « *Ligue communiste* ». La trahison des intérêts de la classe ouvrière peut se réaliser au nom du radicalisme verbal le plus extrême. La candidature Krivine le démontre. Elle est présentée au nom des « *idées de*

Mai», de «*l'anti-électorisme*», du «*pouvoir ouvrier*». Or il n'existe pas «*d'idées de Mai*». Les «*idées de Mai*» sont une nouvelle formulation de très vieilles «*idées*» petites-bourgeoises, qui ne sont réapparues que pour dévoyer le combat de classe et s'opposer au programme de la révolution prolétarienne.

Mai-juin 1968 a confirmé la validité du programme de la révolution prolétarienne, tel qu'il est né de l'expérience de la lutte des classes, analysée et synthétisée par la méthode marxiste, et que le formule le *Programme de transition*, sur la base duquel a été fondée la IV^e Internationale. L'«*anti-électorisme*» systématique a conduit ses adeptes au prétendu «*boycott*» du référendum, c'est-à-dire du NON au référendum. Il s'est transformé ensuite en la forme la plus plate d'«*électorisme*» : remplacer

l'intervention dans la lutte des classes par l'utilisation des moyens «*audio-visuels*». A la lutte consécutive sur le programme de la révolution prolétarienne, on substituait ainsi les recettes de la publicité. A cette fin, il était fait appel aux «*notabilités*» bourgeoises, pour qu'au nom du libéralisme bourgeois, ils cautionnent la candidature de Krivine. Ils l'ont naturellement fait en donnant à cet acte politique un sens politique : Krivine et le groupe qu'il représente sont des révolutionnaires apprivoisés, indispensables au bon fonctionnement des institutions bourgeoises. Finalement, le «*programme*» de Krivine et de la «*Ligue communiste*» se résume à la «*revendication*» d'une Constituante, c'est-à-dire d'un retour aux sources du parlementarisme bourgeois. C'est la «*démocratie rénovée*» chère au P.C.F. qui est opposée au Front unique ouvrier.

VII

Facteurs objectifs dans la lutte des classes

La politique des partis et syndicats ouvriers, concrétisée par leurs prises de position en vue des élections présidentielles et les résultats de ces élections, influencera nécessairement le cours de la lutte des classes. Déjà la crise est ouverte au sein du parti socialiste, qui risque d'éclater en donnant naissance à une aile «*néo-socialiste*». Au sein de la F.E.N., sous une autre forme, s'exprime la même crise de l'appareil réformiste. Elle favorise mécaniquement l'appareil stalinien, qui renforce ses positions au sein de la F.E.N. La prise de contrôle de la F.E.N. par l'appareil stalinien menacerait l'unité de la F.E.N., or la scission réduirait cette fédération de masse à un simple appareil. La défense de l'unité et du caractère de masses de la F.E.N. s'intègre au combat pour le Front unique ouvrier. Le maintien de l'unité de la F.E.N. dépend de son engagement dans le combat contre le démantèlement de l'Éducation nationale. La politique de l'appareil stalinien préconise et tend à favoriser l'application de la «*réforme de l'enseignement*». Sauvegarder l'unité de la F.E.N., c'est préserver une position de classe de tout le prolétariat français. L'avant-garde révolutionnaire engagera le combat sur cette orientation. Elle définira une politique de classe et de combat des enseignants contre la réforme E. Faure, et toutes les implications du démantèlement de l'Éducation nationale. Elle favorisera tout pas en avant fait pour engager la F.E.N. dans ce combat, seul moyen de préserver son unité.

La classe ouvrière, qui a centralisé politiquement

son combat dans le NON au référendum, ressentira nécessairement le refus du P.S. et du P.C.F. de réaliser le Front unique ouvrier en vue des élections, et les résultats de ces élections eux-mêmes, comme un coup qui lui est porté. Ce refus de réaliser le Front unique ouvrier est un obstacle majeur à l'engagement du combat par la classe ouvrière dans son ensemble. Il aboutit à un rétrécissement des formes immédiatement possibles du combat pour la classe ouvrière, qui n'aperçoit pas le moyen d'engager le combat global contre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement, le combat pour le pouvoir, qu'elle ressent pourtant comme nécessaire.

Il ne remet pourtant pas fondamentalement en question la victoire politique remportée par la classe ouvrière le 27 avril, mais il freine l'engagement du combat et en influence les formes. Il est vraisemblable que les luttes ouvrières inévitables prendront d'abord la forme d'actions particularisées qui ouvriront la voie aux combats généraux. Les travailleurs ont besoin de vérifier qu'ils sont capables d'imposer le Front unique ouvrier, ce qui leur est plus facile dans un cadre en apparence limité et dans certains secteurs qu'à l'échelle nationale. Ils tendront, mais après la victoire politique du NON au référendum, après la chute du bonapartisme gaulliste, donc à un niveau supérieur, à renouer avec des mouvements comme ceux de chez Renault et Peugeot, comme la grève des roulants du Sud-Ouest, comme la grève des Ecoles normales d'instituteurs. Les fonctionnaires et

les travailleurs des services publics n'accepteront pas l'application du rapport NORA sans réagir. Ceux qui appartiennent aux industries menacées de liquidation, de concentrations, de chômage, de déqualification n'accepteront pas non plus les conditions qui leur seront faites. La jeunesse ouvrière, les lycéens, les étudiants réagiront à la liquidation de la formation professionnelle et de l'Education nationale en général, comme à la sélection.

Préparer ces combats est en parfaite continuité avec la campagne pour le double NON au référendum, et la candidature unique des organisations ouvrières. En veillant à ne pas forcer les rythmes, il s'agit de leur donner leur pleine signification de classe et politique ; c'est-à-dire, notamment, ne pas laisser isoler la jeunesse ouvrière, lycéenne, étudiante, relier ses luttes à celles des travailleurs et des enseignants. La question se pose particulièrement à propos des lycéens et des étudiants : les enseignants doivent jouer pleinement leur rôle en prenant les initiatives nécessaires à la défense des lycéens et des étudiants. Il faut combattre particulièrement la politique des staliniens et celle des « gauchistes » qui, opposées dans leur expression, sont parfaitement complémentaires en pratique. Les uns dressent les professeurs contre les élèves et les autres les élèves contre les professeurs. Mais ce combat ne peut se limiter à une simple propagande générale ; il est nécessaire d'impulser des initiatives concrètes, venant surtout des professeurs. De même doivent être associés les parents d'élèves et la population à la résistance de la jeunesse à sa déchéance, à la sélection, etc...

L'A.J.S., l'Alliance ouvrière et l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) sont placées à un tournant de leurs rapports avec la classe ouvrière, le mouvement ouvrier et les appareils. Sans pouvoir contrôler globalement les processus de la lutte des classes, elles peuvent y jouer un rôle déterminant et en devenir un facteur objectif. A cette fin, il leur faut saisir le général dans le particulier, relier le général au particulier et le particulier au général : la réalisation du Front unique ouvrier dans un secteur limité est facteur de la réalisation du Front unique ouvrier à l'échelle nationale ; la lutte politiquement préparée et unifiée dans un secteur ouvre le chemin à la lutte unifiée globale contre la bourgeoisie, l'Etat et le gouvernement bourgeois. Pas de schémas, pas d'œillères : la classe ouvrière et la jeunesse, se heurtant aux appareils, sont contraintes de passer par le particulier pour atteindre le général. Il est impossible d'intervenir et de combattre sans être armé par une compréhension globale, mais il est nécessaire d'être capable de la traduire en termes particuliers.

L'A.J.S., l'Alliance ouvrière et l'Organisation trotskyste sont à même de jouer un rôle dirigeant dans certains secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse, d'y impulser la réalisation du Front unique ouvrier, de préparer, d'organiser et de diriger des

combats de classes : la grève des Ecoles normales d'instituteurs l'a prouvé. Elles ont ainsi les moyens d'influencer le cours général de la lutte des classes, et de s'ouvrir des voies de pénétration au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse. En définitive, tout est là, car tout se concentre en la construction du parti révolutionnaire, dont l'A.J.S., l'Alliance ouvrière et l'Organisation trotskyste sont des composantes. La construction du Parti révolutionnaire est finalement indispensable à la centralisation politique des luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Mais il faut insister encore sur la nécessité de savoir distinguer en politique. Trotsky écrit quelque part qu'il est bien plus dangereux en politique qu'en grammaire de confondre les temps des verbes, de confondre hier, aujourd'hui et demain.

Il faut savoir distinguer deux éléments : le moment présent dans le cours de la lutte des classes ; la place précise que nous occupons dans le mouvement ouvrier dont nous sommes une composante. Il n'est pas d'autre méthode pour y parvenir que l'analyse politique toujours plus serrée en fonction de l'intervention, intégrant la totalité dans le particulier, et pour l'intervention. Il n'est pas d'autre moyen que de considérer l'intervention sous toutes ses formes : tous les jours qui se lèvent ne sont pas ceux de la révolution, de la grève, de la manifestation. Il n'est pas d'autre façon que de bien mesurer notre place au sein du mouvement ouvrier.

L'A.J.S., l'A.O. et l'O.T. sont désormais en mesure d'être un facteur objectif dans la lutte des classes. La conclusion la plus simpliste et la plus fautive peut être arbitrairement tirée de cette appréciation : savoir, qu'elles auraient immédiatement et directement à organiser les luttes des jeunes et de la classe ouvrière, luttes qui se réduiraient à la grève, à la manifestation, à la « révolution ». Non ! La lutte politique est une forme de l'action. Bien que la question du pouvoir soit contenue dans toutes les luttes ouvrières, il est évident que la politique qu'ont pratiquée le P.S. et le P.C.F. au cours des élections présidentielles et qui a abouti à éliminer de la scène politique la classe ouvrière en tant que telle aura pour conséquence que cette classe cherchera d'autres canaux que ceux des partis ouvriers pour exiger que soit honorée sa victoire politique du référendum : ceux des organisations syndicales. Mais on opposera dans cette voie à la classe ouvrière l'impossibilité de réaliser le Front unique des centrales syndicales au sommet et nationalement, puisque F.O. est contre et que la C.F.D.T. est de plus en plus engagée dans le soutien de la « solution Poher » ; déjà l'appareil de la C.G.T. prend ses dispositions en ce sens. Il est donc indispensable de prendre en considération ces données, et de définir une tactique appropriée qui soit l'application de notre stratégie du F.U.O. C'est par l'intermédiaire des organisations syndicales, mais au niveau qu'elle peut immédiatement contrôler, c'est sur des revendications comme la garantie de l'emploi et de la qualification, que la

classe ouvrière, au niveau des entreprises, de secteurs limités, va tendre à imposer dans l'instant le F.U.O., qui conditionne la bataille ouverte. C'est seulement si la bataille pour la réalisation à ce niveau du F.U.O. est engagée par les militants de l'A.J.S., de l'A.O., de l'O.T., que le « réalisme » et l'efficacité des perspectives générales apparaîtront, et que la grève, le combat se prépareront et éventuellement pourront être imposés aux directions syndicales.

Bien comprendre que l'A.J.S., l'A.O. et l'O.T. sont des composantes du mouvement ouvrier, signifie qu'elles n'ont pas à charge de se substituer aux organisations actuellement existantes et qui continuent à contrôler le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, mais qu'elles sont les instruments intervenant consciemment afin que se réalise le Front unique ouvrier. Il est impossible de donner des « solutions » toutes faites, car ce qui est vrai aujourd'hui peut rapidement devenir faux. Il faut savoir passer de l'intervention pour le Front unique ouvrier à l'action, même en ne respectant pas les cadres syndicaux, tout en comprenant qu'obligatoirement, au cours même de la lutte, les canaux syndicaux resteront indispensables aux travailleurs. Il faut savoir que ce n'est possible qu'en se situant et en intervenant, non comme des organisations para-syndicales, mais des organisations politiques. Il faut comprendre que la lutte particularisée pour le Front unique, l'engagement de combats particuliers, préparent les luttes de la classe dans leur ensemble sur le terrain politique parfaitement défini. Il faut bien saisir que

l'A.J.S., l'A.O. et l'O.T. sont dans le courant de la classe, mais que, si elles ne sont pas capables de répondre précisément, à chaque moment, sous les formes appropriées, aux exigences de la préparation des gigantesques luttes de classe qui s'annoncent, elles peuvent être coupées de la classe ouvrière et de la jeunesse, et subir les coups les plus durs que leur assèneront les appareils bureaucratiques. Il est indispensable d'être apte à faire face aux variations de la situation politique et à réorienter la politique de l'A.J.S., de l'A.O. et de l'O.T. en raison de ces variations. La chute du bonapartisme gaulliste n'aboutira pas à un développement rectiligne de la lutte des classes, jusqu'à ce que la classe ouvrière réalise le Front unique et résolve les questions du pouvoir. La bourgeoisie, l'Etat bourgeois et le gouvernement Pompidou s'efforceront au contraire de reprendre l'initiative politique et tenteront de porter de rudes coups à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux organisations révolutionnaires, ce qui n'infirme pas notre perspective d'ensemble, mais s'y intègre.

Ainsi, et ainsi seulement, l'action politique de l'A.J.S., de l'A.O. et de l'O.T. sera efficace, et elles seront un facteur objectif dans la lutte des classes, dans la réalisation du Front unique ouvrier, dans la mobilisation et l'organisation de la classe comme classe, dans la lutte pour le pouvoir. Ainsi, et ainsi seulement, elles modifieront les rapports entre les différentes composantes du mouvement ouvrier au profit de la construction du parti révolutionnaire.

VIII

L'Alliance des jeunes pour le socialisme, l'Alliance ouvrière et l'Organisation trotskyste

Les 4 200 jeunes et travailleurs réunis à la Mutualité le 22 mai 1969 l'ont été en conséquence d'un travail politique persévérant, tenace, organisé, systématique. Ils sont l'expression d'une force politique potentielle qu'il s'agit encore de constituer. Le thème du meeting, parfaitement correct, n'a pas suffi à rassembler cette force. Les jeunes et militants ouvriers rassemblés savaient parfaitement quelle difficulté il y avait à contraindre les directions du P.S. et du P.C.F. à s'entendre afin qu'il n'y eût qu'une candidature des organisations ouvrières. Ils étaient présents à la Mutualité parce qu'ils ressentaient le besoin d'une réponse politique incluant,

mais aussi dépassant l'objet sur lequel le meeting avait été préparé : le rapport entre la réalisation du Front unique ouvrier et la construction du parti révolutionnaire. Ils se rendaient compte que l'A.J.S., l'Alliance ouvrière et l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) avaient chacune leur place et leur raison d'être en tant qu'éléments s'intégrant dans l'action politique pour la construction du Parti révolutionnaire.

L'Alliance des jeunes pour le socialisme et l'Alliance ouvrière ne sont pas des camouflages de l'Organisation trotskyste. Elles correspondent à des nécessités qu'il s'agit de réaffirmer en relation avec les

nouvelles données de la lutte des classes, consécutives à la chute du bonapartisme gaulliste : la perspective d'inévitables affrontements posant la question du pouvoir ; la lutte pour le Front unique ouvrier ; les nouveaux rapports en développement au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse, du mouvement ouvrier ; la construction du Parti révolutionnaire ; l'unité mondiale de la lutte des classes, l'exigence de la reconstruction de la IV^e Internationale.

L'*Alliance des jeunes pour le socialisme* a pour tâche d'organiser les jeunes qui veulent combattre pour la révolution socialiste, contre la déchéance de la jeunesse, le chômage des jeunes, la destruction de la formation professionnelle, le démantèlement de l'Education nationale. Elle combat contre les conceptions « *gauchistes* » qui veulent transformer les lycées et les Universités en « *bases rouges* », qui veulent voir en la jeunesse une sorte de couche sociale substituée à la classe ouvrière, et qui devrait réaliser par ses propres et seuls moyens la révolution et le socialisme. Elle doit, en particulier, agir pour reconstituer l'U.N.E.F. comme syndicat, pour unifier la lutte contre la sélection des jeunes, étudiants et lycéens, avec celles des professeurs et de la classe ouvrière, avec les syndicats ouvriers ; pour défendre la formation professionnelle, pour lutter contre le chômage qui frappe durement les jeunes, en organisant la jeunesse, mais en la dirigeant politiquement vers une lutte unifiée avec les travailleurs et leurs organisations. En même temps, il faut défendre l'autonomie de la jeunesse, son droit à se déterminer elle-même, lutter contre sa subordination aux appareils, à l'Etat, à la politique stalinienne. Elle ne peut accepter la destruction de l'U.N.E.F., ni sous l'espèce de sa transformation en « *organisation politique d'avant-garde* », ni sous celle de « *l'U.N.E.F.-Renouveau* », organisation scissionniste qui tend à soumettre les étudiants aux exigences de la sélection, qui fait appel aux forces les plus réactionnaires existant parmi les étudiants sous prétexte de rendre « *l'U.N.E.F. habitable pour tous* » ; elle s'oppose à la constitution de prétendus « *syndicats* » d'apprentis, etc., qui isolent les jeunes des syndicats ouvriers et les livrent à l'impuissance et à l'exaspération.

L'A.J.S. unifie en une seule organisation à caractère de masse étudiants, lycéens, apprentis, jeunes travailleurs, jeunes chômeurs. Elle assure la liaison politique de la jeunesse avec l'ensemble de la classe ouvrière par son action commune avec l'Alliance ouvrière, tout en gardant son propre visage, son propre déterminisme, ses propres formes d'organisation qui conviennent à la jeunesse.

L'*Alliance ouvrière* regroupe les militants qui combattent pour le Front unique ouvrier, pour un gouvernement du Front unique ouvrier. Elle les organise sans autres conditions. En son sein ont leur place les militants du P.C.F., du P.S., d'autres formations politiques, les militants des syndicats ouvriers de toutes tendances. Organisation politique, elle ne

constitue pas un parti politique au programme achevé et aux frontières fermées. Sa construction procède de la crise du mouvement ouvrier, dominé depuis des décennies par les appareils réformiste et stalinien. Ses comités se constituent dans les usines, les corporations, les localités, en vue de mener le combat politique pour le Front unique ouvrier. Elle est un instrument d'action politique et un lieu de confrontation politique. Elle ne doit en aucun cas devenir une sorte de « *syndicat rouge* », mais milite, au sein des syndicats ouvriers tels qu'ils sont, pour un syndicalisme lutte de classe, pour l'unité et la démocratie syndicales. L'évolution politique de l'Alliance ouvrière n'est pas déterminée à l'avance. Actuellement, elle constitue un cadre d'organisation, d'action et de confrontation politiques de militants qui se posent la question de la construction du parti révolutionnaire, non en termes spéculatifs, mais en termes d'action politique, sans, pour autant, être parvenus à une conception achevée du futur parti révolutionnaire à construire. En ce sens, elle est une organisation politique de transition.

L'*Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale)* se définit par le *Programme de transition* sur la base duquel a été fondée la IV^e Internationale. Elle regroupe exclusivement les militants d'accord avec ce programme et qui se fixent pour tâche la construction du parti révolutionnaire en France et la reconstruction de la IV^e Internationale. Elle déploie son propre drapeau, elle met en avant son programme et se construit sur ses propres bases, selon les principes du centralisme démocratique.

L'A.J.S. et l'Alliance ouvrière ont leur autonomie organisationnelle par rapport à l'Organisation trotskyste et leur détermination politique propre. Les liens qui unissent l'Organisation trotskyste à l'A.J.S. et à l'Alliance ouvrière sont des liens politiques qui procèdent du programme de la IV^e Internationale ; le combat pour le Front unique ouvrier, pour un gouvernement expression du Front unique ouvrier, est inclus dans le programme de la IV^e Internationale, la construction d'une Organisation révolutionnaire de la jeunesse également.

Les militants de l'Organisation trotskyste militent au sein de l'A.J.S. et de l'Alliance ouvrière, ils en sont les constructeurs, parce que leur programme les arme politiquement mieux que quiconque dans la lutte des classes : ils en font la preuve en animant politiquement l'A.J.S. et l'Alliance ouvrière, en les construisant. Ils y défendent ouvertement leurs positions politiques. Ils considèrent l'Alliance ouvrière et l'A.J.S. comme des organisations de combat dans la lutte des classes, et non comme des organisations propagandistes au sein desquelles ils feraient de la « *propagande trotskyste* ». L'A.J.S. et l'Alliance ouvrière sont considérées par l'Organisation trotskyste comme des creusets où se fondent les éléments qui constitueront le parti révolutionnaire.

La construction du parti révolutionnaire et la crise du stalinisme

Le processus de la construction du parti révolutionnaire n'est décrit nulle part à l'avance. Il passe par la destruction des appareils réformistes et staliens qui ont, au cours de décennies, sinon bloqué le développement de la lutte des classes, du moins contenu celle-ci dans des limites compatibles avec le maintien de l'impérialisme mondial. L'Opposition de gauche, la IV^e Internationale, le Comité International et ses organisations qui ont, après la crise pabliste, assumé la continuité de la IV^e Internationale démantelée, ont longtemps combattu à contre-courant, ce qui explique leurs difficultés et leurs crises. Ils ont accompli une mission historique indispensable : maintenu les traditions du bolchevisme, défendu et enrichi le marxisme, élaboré le programme de la révolution prolétarienne, formé des cadres. Ils sont encore loin d'avoir construit le parti et l'Internationale révolutionnaires indispensables à la victoire, dans chaque pays et mondialement, de la révolution prolétarienne, à la construction du socialisme.

En France, au cours de ces dernières années, des progrès sensibles ont été accomplis. Il s'agit de les apprécier à leur juste mesure. L'Alliance des jeunes pour le socialisme, l'Alliance ouvrière et l'Organisation trotskyste sont en construction. Elles mobilisent une fraction de la jeunesse, occupent des positions au sein des usines, des entreprises, des corporations et des syndicats, parmi les étudiants et les lycéens. Elles sont capables d'influencer le cours de la lutte des classes. Le meeting du 22 mai a prouvé leur force réelle. Une étape a ainsi été franchie.

Pourtant, on ne peut considérer ni l'A.J.S., ni l'Alliance ouvrière comme définitivement structurées et n'ayant plus qu'à se renforcer et à progresser politiquement. La force que représentent les 4 200 jeunes et travailleurs réunis à la Mutualité reste à organiser et à projeter, à impulser dans le combat de classe ; les lignes de pénétration au sein de la classe ouvrière restent à définir précisément. C'est l'objet de notre travail immédiat. Ainsi seront jetés les fondements de la construction du parti révolutionnaire. Mais le processus de la construction du parti révolutionnaire prendra un cours nouveau et décisif lorsque, par centaines, les militants des organisations traditionnelles, des syndicats, du P.S. et surtout du P.C.F. s'organiseront avec nous pour combattre.

Déjà, nous influençons la crise au sein du P.C.F., le soin que la direction du P.C.F. prend à démarquer nos positions le prouve, les contacts que nous avons, par l'A.J.S., avec des militants de la J.C., comme avec des militants du P.C.F. dans certains secteurs,

le confirment. Notre intervention retentit au sein du P.C.F. Nous n'en sommes pas moins au point de départ. Nous avons à devenir un facteur direct de la maturation d'ensemble de cette crise, en représentant une alternative pour les militants du P.C.F. et les autres militants des organisations ouvrières.

Ce n'est possible qu'autant que nous saisissons parfaitement la nature et l'ampleur de la crise de l'appareil international du stalinisme et comment elle s'exprime au sein du P.C.F., qu'autant que nous comprendrons que cette crise sera contenue tant que les militants du P.C.F. les plus valables ne trouveront pas de réponses à ces questions angoissantes et parfaitement légitimes qu'ils se posent : comment, en dehors du P.C.F., combattre, comment centraliser politiquement le combat de classe contre la bourgeoisie dont la centralisation politique est réalisée par son Etat et son gouvernement ; comment le combat de la classe ouvrière française peut-il s'intégrer à la lutte des classes internationale, plus précisément par quels instruments ; comment défendre les acquis du mouvement ouvrier en France, en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine, dans le monde entier ?

La crise du stalinisme affecte son appareil international, mais elle se concentre dans la crise de la bureaucratie du Kremlin. En un certain sens, elle est irréversible. La crise du P.C.F. se nourrit de la contradiction entre les besoins de la lutte des classes en France, qui posent la question du Front unique ouvrier et celle du pouvoir, et la politique du P.C.F., qui défend l'Etat bourgeois, mais elle n'atteint toute son ampleur qu'autant que s'y manifeste, sous une forme particulière, la crise internationale du stalinisme.

La direction du P.C.F. a « réprouvé » l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes de la bureaucratie du Kremlin. Le lien de subordination qui unit l'appareil du P.C.F. à la bureaucratie du Kremlin n'était pas tranché pour autant. La suite a montré que, de la sorte, l'appareil du P.C.F. entendait couvrir l'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie en la faisant avaler aux militants. Cela n'empêche pas qu'au lendemain de la trahison de la grève générale en France, il a été contraint, pour la première fois, de mettre en cause le rôle de garant, de dirigeant de la lutte révolutionnaire mondiale, de la lutte pour le socialisme, de défenseur des acquis de la révolution d'Octobre, qu'était sensée assumer la bureaucratie du Kremlin aux yeux des militants du P.C.F. fidèles à leur classe et des travailleurs qui suivent le P.C.F. Le ciment du P.C.F. avait été, jusqu'alors, le dogme selon lequel la bureaucratie du

Kremlin était l'héritière d'Octobre, le rempart du socialisme, la force dirigeante de la révolution mondiale. A partir de là étaient « légitimés » toutes les « tactiques », tous les « sacrifices » imposés à la classe ouvrière française, au nom des intérêts « supérieurs » du socialisme. La remise en cause de ce dogme exprime l'ampleur et la profondeur de la crise de l'appareil international du stalinisme, de la bureaucratie du Kremlin, du P.C.F. enfin. Ce dernier n'est pas chimiquement pur. Au cours de son histoire, ses variations politiques ont aggloméré des composantes différentes, unifiées par l'intégration à l'appareil international du stalinisme : militants authentiquement révolutionnaires, social-démocrates de conception, carriéristes de toutes sortes, syndicaux, municipaux, « éligibles », membres de l'appareil du parti, agents directs de la bureaucratie du Kremlin. Toutes ces couches politiques se fusionnent, s'entrecroisent. La crise du P.C.F. tend à les dissocier.

La construction du parti révolutionnaire ne se conçoit qu'autant que la politique de l'avant-garde déjà constituée ouvre une voie aux militants du P.C.F. qui, fidèles à leur classe, mettent au centre de leur activité politique la lutte mondiale pour le socialisme. Les idées ne suffisent pas, l'« efficacité » est une de leurs préoccupations dominantes. En même temps, la confusion théorique et politique est obligatoirement la rançon de leur formation au sein d'un parti stalinien.

Ouvrir une issue positive à la crise du P.C.F. exige que l'A.J.S. et l'Alliance ouvrière fassent preuve d'« efficacité », en d'autres termes qu'elles soient capables de devenir une force politiquement centralisée ; cela ne signifie pas qu'elles doivent fonctionner selon les principes du centralisme démocratique ; encore faut-il qu'elles soient une force organisatrice du combat politique à l'échelle nationale, qu'elles offrent une alternative d'organisation centralisant, à l'échelle nationale, le combat politique de la classe contre la bourgeoisie, ce qui dépend entièrement de leur capacité à prendre le contrôle de secteurs impor-

tants de la jeunesse et de la classe ouvrière. Il faut en outre que, particulièrement, l'Alliance ouvrière offre un cadre qui, à partir de l'intervention dans la lutte des classes, permette la clarification politique. Il faut enfin que l'organisation du combat en France s'y ouvre sur une perspective internationale, du point de vue de la lutte des classes en général, mais aussi du point de vue de l'organisation politique de l'avant-garde à l'échelle internationale.

En même temps, il est peu probable que les militants formés au sein des partis staliniens accèdent, à l'échelle, non d'individus, mais de centaines d'individus à la fois, d'un seul bond, à la clarification politique et théorique qu'exigent l'adoption et l'assimilation du programme de la IV^e Internationale.

Exploiter la crise du stalinisme pour construire le parti révolutionnaire exige de bien appréhender les relations complexes qui règnent au sein du mouvement ouvrier. Les militants du P.C.F. ont besoin de l'impulsion politique que peut seule donner l'Organisation trotskyste, par l'organisation du combat de classe en France, sa centralisation au niveau de l'Etat, la perspective internationale dans la lutte des classes et de construction de l'Internationale qu'elle ouvre. Ils sont prêts à accepter cette impulsion politique si elle se révèle efficace selon leurs critères ; il leur faut en même temps régler leurs comptes avec les séquelles du stalinisme et avec le « trotskysme ».

L'Alliance ouvrière représente le cadre où ces problèmes peuvent être réglés à deux conditions : que l'Organisation trotskyste impulse correctement l'Alliance ouvrière, en laissant ouvertes ses frontières, en en faisant un instrument de combat dans la lutte des classes et un lieu d'élaboration et de confrontation politiques sur cette base ; qu'elle combatte sur son propre plan, en intégrant le développement de la lutte des classes en France à la lutte des classes internationale, la construction du parti révolutionnaire en France à la reconstruction de la IV^e Internationale.

X

La reconstruction de la IV^e Internationale

La chute de De Gaulle est une expression particulière de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ; elle retentit à son tour sur cette crise. Elle ouvre une période de lutte des classes exacerbée, particulièrement en Europe, que l'on peut qualifier de *période de la révolution imminente*. Le développement de la lutte des classes en France, la lutte pour le pouvoir qui s'inscrit inéluc-

tablement dans son développement ébranlent l'Europe entière. A l'origine de la chute du bonapartisme gaulliste, il n'y a pas seulement les rapports de propriété bourgeois, mais aussi la crise historique de l'impérialisme mondial qui a éclaté avec la première guerre impérialiste. Ainsi que Trotsky l'expliquait, la guerre impérialiste est l'expression de la révolte des forces productives contre l'étroitesse des fron-

tières nationales. L'Europe concentre cette révolte, la décadence des impérialismes européens en est la conséquence la plus évidente et la plus concentrée. La puissance de l'impérialisme américain a pallié en partie aux faiblesses et contradictions du capitalisme européen au lendemain de la seconde guerre impérialiste, mais ce n'a été que pour les précipiter et les accentuer au cours d'une seconde phase.

La division de l'Europe en deux a été un facteur décisif dans le refoulement de la vague révolutionnaire au lendemain de la seconde guerre mondiale. Elle est devenue intolérable pour l'impérialisme. Elle a introduit des charges explosives au sein de l'appareil international du stalinisme. Le développement des forces productives en U.R.S.S. et en Europe orientale rend intolérable la division de l'Europe en deux. L'Allemagne présente un concentré de toutes ces contradictions. L'élément décisif, c'est la puissance de la classe ouvrière européenne, qui contraste avec la décadence des impérialismes européens et est à l'origine de la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international.

La faillite du bonapartisme gaulliste va accentuer la crise économique, sociale et politique des impérialismes européens. Elle rend plus irréaliste encore la politique de « neutralisation » de l'Europe de la bureaucratie du Kremlin. Elle précipite sa crise et accroît les tensions sociales en Europe orientale et en U.R.S.S. Le prolétariat tchécoslovaque n'a pas été écrasé, comme le fut le prolétariat hongrois, et la tendance à la révolution politique est un phénomène récurrent en U.R.S.S. et dans toute l'Europe orientale. Tout combat de classes d'envergure en France — et il est absolument inévitable qu'il s'en produise — se répercutera sur l'ensemble de l'Europe, devenue un véritable baril d'explosifs. Il faut au prolétariat européen, dans chaque pays, une perspective qui dépasse les frontières nationales, qui intègre les luttes « nationales » dans celles du prolétariat européen, qui ouvre la solution prolétarienne à la crise européenne, crise économique, sociale et politique, qui résolve la question de l'unité de l'Europe : division en systèmes sociaux à la longue incompatibles, division en Etats nationaux. Seul, le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes d'Europe, à partir de la victoire de la révolution sociale dans chaque pays d'Europe occidentale et de la révolution politique dans les pays de l'Est de l'Europe, répond à ces nécessités.

La lutte mondiale des classes n'est pas une addition de luttes de classes nationales ; elle constitue un tout différencié, mais organique, dans le temps et dans l'espace. C'est pourquoi la chute de De Gaulle se mesure à l'échelle de l'Europe et du monde, et met à l'ordre du jour l'imminence de la révolution en Europe.

C'est dans ces conditions que la reconstruction de

la IV^e Internationale devient une nécessité pressante, et qu'il faut définir et appliquer une stratégie de sa reconstruction. Il ne s'agit pas « d'ajouter » à la construction du parti révolutionnaire en France, ou dans tel ou tel autre pays, la reconstruction de la IV^e Internationale. L'un conditionne l'autre et réciproquement.

La reconstruction de la IV^e Internationale doit être conçue en fonction du mouvement ouvrier international et des processus qui s'y développent ; on ne peut la reconstruire qu'en ouvrant une perspective aux militants qui rompent avec le stalinisme ou avec le réformisme, comme aux militants qui viennent à la lutte politique parmi la jeunesse. La décomposition théorique et politique du prétendu « *Secrétariat unifié* » s'accélère. S'il le fallait, la constitution de la « *Ligue communiste* » et la candidature Krivine en apportent une nouvelle confirmation. C'est aux militants des P.C., de la social-démocratie, des syndicats, c'est aux militants jeunes, tant des pays capitalistes que de ceux dominés par la bureaucratie du Kremlin, qu'il faut ouvrir la perspective de l'Internationale ; c'est avec eux que le Comité International reconstruira la IV^e Internationale.

La IV^e Conférence du Comité international doit être conçue en fonction de cette conception de la reconstruction de la IV^e Internationale. Sur la base du Programme de transition, le Comité international engage la discussion avec les militants de l'Est comme de l'Ouest en rupture avec les appareils, qui intègrent leur lutte à la lutte des classes mondiale, qui veulent rompre l'isolement où ils se trouvent dans chacun de leurs pays, qui veulent construire une Internationale, héritière des première, deuxième, troisième Internationales, comme instrument de la révolution prolétarienne mondiale, de la construction du socialisme, chaque parti national s'intégrant à l'Internationale. La tâche du Comité international est de rassembler ces forces, de constituer la force motrice de la reconstruction de l'Internationale, de démontrer, par son action politique, aussi bien que par la théorie, que l'Internationale à reconstruire n'est autre chose que la IV^e Internationale, avec toute la signification historique, théorique, politique, organisationnelle que cela implique.

LA PERIODE QUI VIENT DE S'OUVRIR EST CELLE DE LA REVOLUTION IMMEDIATE, DE LA CONSTRUCTION DE PARTIS REVOLUTIONNAIRES DANS CHAQUE PAYS, SUR LA BASE DU PROGRAMME DE TRANSITION, DE LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE.

Le 6 juin 1969.

DISCOURS PRONONCÉ PAR PIERRE LAMBERT

au nom de l'Organisation trotskyste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

AU MEETING DU 22 MAI 1969

organisé par l'Alliance des jeunes pour le socialisme, l'Alliance ouvrière
et l'Organisation trotskyste

Ce meeting témoigne de ce que le prolétariat, les travailleurs, la jeunesse doivent utiliser toutes les formes de l'action de classe. Pour lutter contre le Capital et son Etat, pour les abattre, le prolétariat doit utiliser toutes les armes qu'il leur a arrachées afin de les employer contre la bourgeoisie.

Révolutionnaires, marxistes, nous devons, avec les masses, utiliser la grève revendicative et la grève politique, la grève partielle et la grève générale, quand ces formes permettent d'élever le niveau de conscience et de combativité des travailleurs. Mais la grève peut se retourner contre les masses, témoin les grèves tournantes.

Révolutionnaires, marxistes, nous devons, avec les masses, tout en condamnant le parlementarisme et l'électoratisme, utiliser le terrain des élections pour élever et unifier le niveau de conscience et de combativité des travailleurs.

Le vote NON au référendum a défait De Gaulle. La chute de De Gaulle a ébranlé l'Etat bourgeois. La classe, réunifiée, a pu utiliser le terrain électoral pour se défendre contre la menace d'un ordre corporatiste que De Gaulle voulait imposer avec le référendum.

Le 23 juin et le 30 juin 1968, c'est par les élections que les dirigeants du P.C.F., de la S.F.I.O. et des syndicats ont cassé la grève générale. Elections-trahison! Ils sont indignes de la qualité de militants ouvriers, les militants et les organisations ouvrières qui n'utilisent pas, pour la conquête révolutionnaire du pouvoir, toutes les formes que la lutte de classes a conquises. Indigne d'être une organisation militante de la classe ouvrière, l'organisation dont les dirigeants trompent les travailleurs, condamnent le vote NON au référendum comme de l'électoratisme pour se ruer, six jours après, dans les eaux sales du radical-socialisme, et présenter un candidat

aux élections présidentielles pour diviser le Front unique ouvrier.

Tous les moyens sont bons pour arriver à la fin? Mais, pour aboutir au socialisme, qui est la fin d'une organisation révolutionnaire, il est impossible d'utiliser n'importe quel moyen.

Le prolétariat, pour vaincre, a besoin de vérité, mot d'ordre que les travailleurs tchécoslovaques ont repris.

Ce meeting est le meeting de la vérité militante, de la vérité prolétarienne, de l'action politique qui, centralisée par l'action militante, devra se dériver dans les usines, les entreprises, les bureaux et les chantiers, dans les facultés et les lycées, pour se centraliser à nouveau, à une autre étape, au niveau des tâches politiques contre l'Etat bourgeois.

Isolé, face à la puissance sociale du patronat et de l'Etat, le travailleur est livré, pieds et poings liés, à l'exploitation capitaliste. Le prolétariat est contraint de résister à l'exploitation. Il n'y a de limite à l'exploitation que la résistance à l'exploitation, mais cette résistance, située sur un plan individuel, est sans issue. La résistance de la classe ouvrière ne peut être qu'organisée, afin d'être unifiée.

L'unité du front de classe est une nécessité vitale pour les masses laborieuses et la jeunesse. Mais, d'un autre côté, le Capital et l'Etat bourgeois, pour garantir le système de l'exploitation d'où la bourgeoisie tire ses profits, ne peuvent pas ne pas utiliser tous les moyens politiques, répressifs, idéologiques pour diviser la classe ouvrière.

Car, depuis que le prolétariat s'est constitué comme classe, pour se préserver, matériellement et moralement, il s'est trouvé dans l'obligation d'engager la lutte contre le Capital et l'Etat. La lutte des classes, n'en déplaise à M. Marcellin, ministre de la police

d'un gouvernement qui vient de subir une défaite le 27 avril, n'est pas une invention née dans le cerveau machiavélique de Marx et des marxistes : la lutte des classes découle de la place qu'occupe le prolétariat dans la production sociale.

Où les travailleurs combattront et s'organiseront pour résister à l'exploitation, où les capitalistes et leur Etat, pour assurer la survie du système du profit, écraseront la classe ouvrière et les organisations. L'appareil répressif de l'Etat bourgeois, police, armée, prisons, justice, est uniquement bâti pour que l'ordre du profit soit préservé.

Mais si la bourgeoisie et les classes dominantes ne disposaient que de leur police et de leur corps des officiers, elles ne pourraient pas très longtemps faire accepter aux masses laborieuses la loi du profit.

Pour ne pas remonter trop loin, la grande grève des mineurs de 1963 a fait reculer de Gaulle et la bourgeoisie, qui voulaient briser les travailleurs de la mine et leurs organisations. De Gaulle comptait faire reculer les mineurs en brandissant la réquisition, en mobilisant ses C.R.S. Plus d'un mois durant, les mineurs, les femmes de mineurs, la jeunesse ont fait grève.

Où les mineurs en 1963, où ces masses puisaient-elles cet acharnement, car une grève, cela coûte cher, très cher ? Où puisaient-elles cette volonté pour tenir et résister ? Dans la volonté de modifier les conditions d'existence matérielles et morales, dans la volonté de changer la vie.

« A Paris ! A Paris ! » Tel était le mot d'ordre lancé, crié par des centaines de milliers de mineurs et leurs familles, dans les corons de l'Est et du Nord.

« A Paris ! A Paris ! » Là où siège le gouvernement, là où est centralisé l'appareil de l'Etat bourgeois.

« A Paris ! A Paris ! » Pour imposer un gouvernement à nous, un gouvernement des travailleurs, un gouvernement ouvrier.

Camarades,

En France, en Italie, en Angleterre, dans tous les pays capitalistes avancés, bastions de l'impérialisme mondial, contre la déchéance, le chômage, la destruction des libertés et droits ouvriers au moyen desquels la classe ouvrière s'est constituée comme classe pour se défendre contre l'exploitation, les lourds bataillons de la classe ouvrière et des masses petites-bourgeoises paupérisées des villes et des campagnes montent à l'assaut du Capital et de l'Etat.

Que peuvent valoir ces théories petites-bourgeoises d'intellectuels sans idées qui, dans de pesants ouvrages et d'innombrables articles, nous expliquaient que la classe ouvrière des pays capitalistes avancés, embourgeoisée, n'était plus capable d'engager de larges et puissantes actions contre la bourgeoisie et son Etat ?

Que peuvent valoir les pseudo-théoriciens qui, avant mai-juin 1968, nous expliquaient que les étudiants qui, selon eux, par vocation, étaient destinés

à devenir des « policiers » du Capital, n'étaient pas capables de lutter contre la réforme Fouchet et contre la sélection ? C'étaient là les théories des Mandel, Cohn-Bendit, Geismar, Rocard, Krivine.

C'est avec ces mêmes théories, mais en les inversant, que le pseudo-trotskyiste Pierre Frank, que Léon Trotsky qualifiait de représentant type de la petite-bourgeoisie française, a pu saluer, en mai 1968, « la Sorbonne comme le premier territoire libéré de la république socialiste ». Pour le petit-bourgeois, la surface des choses, l'apparence masque toujours la réalité du mouvement profond. Les Frank, Mandel, Cohn-Bendit, Geismar, Rocard et Krivine refusaient de comprendre que le mouvement de la grève générale dressait dix millions de travailleurs et de jeunes contre l'Etat bourgeois.

Ils refusaient de comprendre que pour vaincre l'Etat centralisé de la bourgeoisie française, la grève générale devait centraliser son mouvement dans le Comité central national des comités de grèves. Au Comité central national des comités de grève, les petits-bourgeois pablistes, anarchistes, centristes, opposaient l'« Université autonome », l'« autogestion autonome », chacun dans sa propre usine, chacun dans sa propre Faculté.

Par là, ils rejoignaient les appareils réformistes et stalinien qui fragmentaient, cassaient la grève générale en de multiples grèves particulières professionnelles, revendicatives, eux, les centristes de tout acabit, qui refusaient les revendications, uniquement parce qu'ils refusaient de comprendre que les mots d'ordre revendicatifs de la grève générale étaient les mots d'ordre politiques du renversement de De Gaulle.

Les lourds bataillons de la classe ouvrière occidentale, amorçant le combat contre la bourgeoisie, sont rejoints par l'immense armée des travailleurs et de la jeunesse des pays de l'Est et de l'Union soviétique.

La révolution hongroise des Conseils de 1956, la révolution politique en Tchécoslovaquie témoignent que dans les pays où le capitalisme a été exproprié, où la caste des propriétaires fonciers a été défaite, le prolétariat, la jeunesse n'acceptent pas que les conquêtes de la révolution internationale restent plus longtemps sous le contrôle des bureaucrates.

Ces premiers et grandioses combats ouvriers en annoncent de plus formidables encore en Union soviétique, le pays de la révolution d'Octobre, le pays de la première révolution prolétarienne victorieuse sous la conduite du parti bolchevique de Lénine et de Trotsky.

Les résolutions adoptées par 800 cellules du parti communiste soviétique, protestant contre l'intervention russe en Tchécoslovaquie, attestent que le combat politique engagé par les lutteurs communistes Pavel Litvinov, Larissa Daniel, Grigorenko contre la bureaucratie enracinée dans les masses profondes des peuples soviétiques les premiers éléments du

nouveau parti communiste, du parti de Lénine, de la future section russe de la IV^e Internationale reconstruite.

C'est ainsi que l'analyse lucide, l'analyse marxiste, celle que Léon Trotsky et la IV^e Internationale ont rassemblée en 1938 dans le programme de la IV^e Internationale est confirmée, vérifiée par tout le cours historique ultérieur. Contre l'impérialisme mondial, contre les bourgeoisies et leurs États bourgeois, contre la bureaucratie du Kremlin qui a exproprié politiquement le prolétariat de ses conquêtes, la lutte des classes réunifie, unit tous ses bataillons, les armées prolétariennes se préparent au combat libérateur ; l'unité de la lutte des classes internationale devient de plus en plus le fait majeur qui domine toute la situation internationale et les situations politiques dans chaque pays.

Le mouvement profond de la classe, celui que le petit-bourgeois est incapable de saisir parce qu'il est masqué par les apparences, est en cours.

Certes, contre ce mouvement profond, se dressent les idéologies, la presse, la radio et la télévision, la bourgeoisie, les appareils des partis et ceux qui capitulent devant les appareils.

La bourgeoisie ne tiendrait pas un seul jour de plus son pouvoir sur la société si elle n'avait à sa disposition que sa police, ses C.R.S. et ses gendarmes. Pour dévier, dénaturer le mouvement de la classe en marche pour libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation, la bourgeoisie utilise ses armes idéologiques, celles qui tendent à faire admettre aux travailleurs que la société bourgeoise a un avenir, alors que l'avenir qu'offre la bourgeoisie, c'est le chômage, l'expulsion des jeunes de l'Université et des lycées, la baisse du pouvoir d'achat et l'accélération des cadences.

Elle utilise ses armes idéologiques pour assujettir le prolétariat à sa domination de classe, et toutes ses armes se dressent aujourd'hui contre le Front unique, contre l'unité de la classe en lutte contre la bourgeoisie et son État.

Mes camarades Berg et Just ont largement expliqué la signification politique, dans la situation actuelle, du Front unique. Je voudrais revenir sur ce point, sous un autre aspect.

Le prolétariat n'est classe que par sa lutte de classe qui, centralisée au niveau de la lutte contre l'État, devient lutte politique. Le prolétariat n'est classe que s'il s'organise sur son plan de classe, indépendant de la bourgeoisie et de l'État. Syndicats, partis politiques ouvriers, droits, garanties, libertés, conquêtes matérielles organisent le prolétariat comme classe contre la bourgeoisie et l'État. Mais la bourgeoisie ne peut assurer sa domination de classe, et par là même son système du profit qu'en tentant de s'assujettir le prolétariat, et pour assujettir les travailleurs, la bourgeoisie doit les diviser contre eux-mêmes.

La lutte pour l'unité de la classe, pour le Front unique est donc, par définition, une lutte contre la

bourgeoisie et son État. Toute politique, tout mot d'ordre de caractère bourgeois, conduit donc également, par définition, à la division du Front de classe. À la lumière de ces constatations, tirées de l'expérience séculaire de la lutte de classes et du marxisme, il est possible de caractériser la politique actuelle des partis ouvriers.

La S.F.I.O. se prononce pour la démocratie bourgeoise, tout comme le P.C.F., car qu'est-ce d'autre que la « *démocratie avancée* » comme étape particulière vers le socialisme, sinon une politique qui se situe dans le cadre bourgeois ? De deux choses l'une : ou le P.C.F. combat pour le socialisme, ou il se fixe comme objectif une « *démocratie avancée* », car celle-ci n'est pas le socialisme, et les dirigeants du P.C.F. admettent eux-mêmes qu'elle est la forme politique d'une société où persiste la propriété privée des moyens de production.

Mais, quels que soient les aléas et les responsabilités, une chose est certaine : Duclos et Defferre s'opposant le 1^{er} juin, c'est la classe ouvrière qui est divisée, ce sont les premiers pas vers le Front unique réalisé le 27 avril qui risquent d'être anéantis.

Là est la certitude. Là est le problème.

Les travailleurs, instinctivement, sentent que cela ne colle pas. Et cela ne colle pas parce que les dirigeants de la S.F.I.O. et du P.C.F., après la chute de De Gaulle, ne veulent pas ouvrir la perspective d'une lutte de classe contre la bourgeoisie et son État. Voilà la seule explication de la présence de ces deux candidats de division qui s'opposent.

Camarades,

Nous arrivons à présent au nœud des problèmes qui se posent à la classe ouvrière. Seule une politique de lutte de classe intransigeante, seule une politique bâtie sur des mots d'ordre de lutte de classe peut unir la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son État. Le Front unique ne peut donc être réalisé que sur une plate-forme et des revendications ouvrières.

Les durs combats engagés par le prolétariat international dans une lutte de classe plus que séculaire témoignent de l'héroïsme des masses laborieuses et de la jeunesse. Toute l'histoire de la lutte des opprimés atteste de leur capacité de combat, de la merveilleuse initiative dont les travailleurs sont capables dans la lutte de classe.

Le Front unique s'oppose à la bourgeoisie et à la politique bourgeoise de division des appareils de la S.F.I.O. et du P.C.F. Combattre pour le Front unique ouvrier, c'est combattre contre la bourgeoisie et contre toutes les déviations bourgeoises et expressions idéologiques de la classe ennemie. Combattre pour le Front unique, pour l'unité de la classe, exige la sélection, le rassemblement de l'avant-garde ouvrière et des jeunes sur un programme de classe, le Programme de transition de la IV^e Internationale.

L'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) se fixe comme objectif la

construction du parti ouvrier révolutionnaire en France et la reconstruction de la IV^e Internationale.

Ce parti ouvrier révolutionnaire ne peut se construire que comme partie intégrante du mouvement unifié de la classe ouvrière en lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir. Ce parti ouvrier révolutionnaire ne peut être bâti que par la sélection intransigeante d'une avant-garde qui, parce qu'elle combat pour l'unité de la classe, verra se dresser contre elle toutes les forces de la bourgeoisie, toutes les forces politiques intéressées au maintien de l'ordre bourgeois.

Camarades,

Dans le combat que nous menons, nous n'avons rien à attendre de tout ce qui est installé, de tout ce qui cherche à s'installer. Ce que nous gagnerons, nous l'arracherons par nous-mêmes, sans d'autre appui que la certitude qui est la nôtre que le prolétariat doit ouvrir la voie à la civilisation en détruisant l'ordre de la bourgeoisie pour lui substituer l'ordre ouvrier, l'ordre de l'Etat-commune, l'ordre de la république des Conseils.

Ce que nous gagnerons nous sera disputé par la bourgeoisie et par toutes les forces intéressées au maintien de la domination de classe de la bourgeoisie. Ce que nous gagnerons, il nous faudra, pour aller de l'avant, le reconquérir à chaque fois.

Ce travail patient, le travail du militant révolutionnaire, nous pouvons et nous devons l'accomplir. Nous sommes armés d'une méthode, de la méthode et du programme de la IV^e Internationale. Nous sommes armés de la vérité sans tache, de la méthode du marxisme, celle-là même que Lénine, Trotsky et les bolcheviks ont utilisée pour construire le parti bolchevique et la III^e Internationale.

Nous n'attendons rien que du prolétariat et de nous-mêmes.

Nous savons que toutes les forces de l'ennemi de classe se dressent contre nous. Nous savons qu'elles font pression sur le prolétariat et sur les organisations. Nous sommes, si l'on peut dire, payés pour savoir que l'on peut trahir Marx au nom de Marx comme l'ont fait la social-démocratie et la II^e Internationale, Lénine au nom de Lénine comme l'ont fait Staline et les partis staliniens, les soviets au nom des soviets, Trotsky au nom de Trotsky comme le font les pablistes. Mais la puissance invincible des idées du marxisme, rassemblée dans la IV^e Internationale, est telle que ceux qui abandonnent le programme, les Krivine, Frank et autres *Lutte ouvrière*, ne peuvent que sombrer dans les pitreries, les pantalonnades et la trahison des intérêts de la classe ouvrière.

Le programme de la IV^e Internationale, c'est le corps organique du prolétariat, constitué comme classe dans sa lutte contre l'exploitation. Nous ne sous-estimons pas les forces de ceux qui, consciemment ou inconsciemment, au compte de la bourgeoisie et de la bureaucratie, depuis 30 ans, cherchent à détruire et à corrompre la IV^e Internationale et ses sections. Mais le dur combat mené par les trotskystes a garanti la continuité de l'organisation internationale fondée par Léon Trotsky en 1938. Autour du Comité international et de ses sections, la Socialist Labour League, la Ligue des socialistes révolutionnaires hongrois, les organisations trotskystes en Grèce, aux U.S.A. et ailleurs, que je veux saluer ici, l'Organisation trotskyste combat en France, pour reconstruire la IV^e Internationale, l'instrument de la victoire du prolétariat mondial.

Avec Trotsky, dont les derniers mots exprimèrent sa certitude de la victoire de la IV^e Internationale, nous pouvons dire : « *Nous sommes sûrs de la victoire de la IV^e Internationale. En avant !* »

JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE
SOCIALISME

ABONNEMENTS (1 AN)

1 an	15 F
Pli fermé	20 F
Soutien	30 F
Etranger	35 F

Rédaction - Administration

Correspondance :

18, rue de l'Echiquier

PARIS (10^e) - Tél. : 824-53-08

C.C.P. "Jeune Révolutionnaire"

25.445-62 Paris

LA CRISE DU « CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE MUTUELLE » (COMECON)

par Michel VARGA

Première partie

Les militants de la classe ouvrière et de la jeunesse doivent connaître tous les problèmes relatifs à l'U.R.S.S. et aux autres pays de l'Est. Les conquêtes de la révolution d'Octobre et de son extension en Europe de l'Est constituent une position avancée du prolétariat international. La lutte des travailleurs de ces pays pour la défense et le développement de ces conquêtes, ainsi que la politique des forces antagonistes, de la bureaucratie, qui tend à les affaiblir, sont des composantes importantes, directes et immédiates, de la lutte des classes internationale.

Dans ce cadre, précisément, le Conseil d'assistance économique mutuelle (C.A.E.M.) ne reflète pas seulement la crise profonde de la bureaucratie, mais en est l'expression éloquente.

Pour comprendre cette crise et son enjeu, il est nécessaire d'analyser l'évolution du C.A.E.M., afin de voir clairement se dessiner ses contradictions, se nouer sa crise, en relation directe avec le développement de la lutte des classes internationale et l'approfondissement de la crise de l'impérialisme mondial (1).

La nature du problème posé

Le C.A.E.M. a été fondé il y a vingt ans, le 25 janvier 1949. La politique stalinienne, basée sur la théorie du « socialisme dans un seul pays », ne concevait pas cet organisme comme l'instrument d'une coopération économique. Pour Staline, ce fut une réponse pragmatique au plan Marshall de la bourgeoisie, dans le cadre de la guerre froide. Il représentait aussi une forme plus commode de pillage des pays de l'Est pour combler les lacunes de l'économie de l'U.R.S.S.

Mais « les lois de l'histoire sont plus fortes que tous les appareils bureaucratiques ». Sur la base de la propriété étatique des moyens de production et de la planification, les forces productives ont connu un développement jamais atteint aupa-

(1) Dans cette première partie, Michel Varga reprend la matière d'une série d'articles dont la publication avait commencé dans *Informations ouvrières*, et n'a pu y continuer faute de place (N.D.L.R.).

ravant. Or, cette croissance rapide allait vite entrer en contradiction avec l'isolement artificiel de ces pays. Les forces productives se heurtaient violemment aux limites nationales étroites du « *socialisme dans chacun de ces pays* », à coup sûr incapable de permettre leur développement harmonieux.

Le contenu de classe de ce heurt était la contradiction aiguë entre la situation *sociale* de la classe ouvrière, propriétaire des moyens de production décisifs, et son rôle *politique* de classe écartée du pouvoir. Cette contradiction aboutissait, entre autres, à une détérioration de son niveau de vie. Ce processus fut extrêmement rapide dans les pays de l'Europe de l'Est, dont l'économie est directement dépendante du volume de leur commerce extérieur. La contradiction entre le développement des forces productives et la camisole de force des « *petits socialismes dans de petits pays* » engendra la montée de la révolution politique.

En 1953 en Allemagne de l'Est, puis en 1956 en Pologne et dans la révolution hongroise des Conseils, la classe ouvrière a formulé sa réponse. En Hongrie surtout, elle a pu ébaucher, sinon partiellement réaliser, sa solution. Chassant la bureaucratie, se constituant comme classe dirigeante dans ses Conseils indépendants, elle a pris directement en main la planification, adaptant ainsi le pouvoir politique à la base sociale de la propriété collective. Sans aucun doute, la classe ouvrière victorieuse en Europe de l'Est aurait immédiatement réalisé la coopération économique entre tous ces pays dirigés par les Conseils ouvriers.

L'écrasement de la classe ouvrière en 1956 a cimenté la « *coexistence pacifique* » entre la bureaucratie contre-révolutionnaire et l'impérialisme, et a renforcé ce dernier. Non résolue, la crise de la planification allait s'approfondir au cours des années 1957-1962. Dans ces mêmes années apparaissaient clairement les contours d'une crise sans précédent de l'impérialisme mondial, exprimée dans la détérioration des principales monnaies et du système monétaire tout entier.

Pour tenter d'échapper à cette crise, l'impérialisme renforçait donc sa pression sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Est afin de pénétrer dans les économies planifiées, en visant à détruire les conquêtes socialistes. Il contribuait ainsi puissamment à la crise de la planification, à laquelle, de son côté, la bureaucratie cherchait une solution.

La solution de la bureaucratie, à savoir l'intégration de la planification à la division internationale du travail, a été amorcée à partir des conditions politiques créées par l'écrasement de la révolution politique et le renforcement de l'impérialisme. Elle ne peut donc être celle du prolétariat, à savoir la révolution mondiale et la coopération internationale des travailleurs ; elle constitue, au contraire, une tentative d'adapter l'économie planifiée au statu quo de la « *coexistence pacifique* », c'est-à-dire au marché mondial capitaliste, régi par la loi du profit.

Ainsi, c'est l'impérialisme mondial qui a imposé la « *solution* » conforme à ses intérêts de la crise de la planification. Car, pour réaliser une participation accrue de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est de l'Europe à la circulation mondiale des marchandises, il fallait que la bureaucratie adopte un critère véridique de comparaison entre les produits de l'économie planifiée et ceux du marché mondial capitaliste. Ce critère est évidemment fondé sur la loi de la valeur, telle qu'elle se traduit dans les prix des marchandises.

Bien entendu, la loi de la valeur existe aussi dans l'économie planifiée, mais le rôle de la planification consiste justement à la réglementer. En pratique, le monopole du commerce extérieur établit un barrage entre le marché mondial et la planification, permettant à cette dernière de maintenir un système de prix différent, et de filtrer, de contrôler les répercussions néfastes du marché mondial sur les prix intérieurs. Ces répercussions, si elles pouvaient s'exercer librement, seraient d'autant plus néfastes pour l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est que la productivité du travail y est de beaucoup inférieure à celle de l'économie mondiale.

Autrement dit, une concurrence entre les bas prix du marché mondial et les prix très élevés de ces pays aboutirait au démantèlement pur et simple de toute une série de branches économiques qui deviendraient alors non rentables. Par contre, dans le cadre du monopole du commerce extérieur et de la planification, la production peut se développer en fonction des objectifs socialistes de la planification. Celle-ci utilise la loi de la valeur, mais ne lui permet pas de diriger la production. Cela veut dire également, en pratique, que le commerce extérieur est séparé de la production.

Or, l'essentiel des réformes entreprises dans tous les pays de l'Est, avec des variantes parfois importantes, est l'introduction de la rentabilité sur le marché mondial comme critère de la production. Cette transmission directe — bien qu'envisagée par la bureaucratie selon des étapes et étalée sur plusieurs années — de l'influence du marché mondial sur la production se fait par deux canaux. L'un est une réforme générale des prix, et l'autre est la liaison établie entre la production et les besoins du commerce extérieur.

Mais avant même qu'en 1962, au XXII^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., le fameux discours de Sousslov et la résolution de ce congrès n'ouvrent la voie à cette « *réforme* », la bureaucratie stalinienne a essayé de résoudre la crise par le développement du C.A.E.M. Si le remède devait être l'intégration à la division internationale du travail, autrement dit le développement du commerce extérieur, à plus forte raison cela devait-il s'appliquer aux relations des pays du C.A.E.M. entre eux.

Toutefois ces pays, prisonniers de leur autarcie et de leurs systèmes des prix isolés les uns des autres, ont été contraints, dès le début, d'effectuer

leurs échanges sur la base des prix mondiaux. Ils y ont apporté certaines corrections, mais, jusqu'en 1958 (partiellement jusqu'en 1956), ces prix, fixés en 1951, sont restés sans changement.

Après l'écrasement de la révolution hongroise, la bureaucratie a dû lancer le mot d'ordre de division du travail entre les pays du C.A.E.M., donc entreprendre une spécialisation de leur production et développer leur commerce mutuel. Immédiatement, le problème du critère de ce commerce, c'est-à-dire celui du prix des produits échangés, se trouvait posé. En effet, les prix mondiaux se sont considérablement écartés de leur niveau de 1951, et les « stop-prix » du C.A.E.M., établis à cette date, ne correspondaient plus à rien.

En général, c'est surtout le prix des matières premières qui a baissé : les « stop-prix » ont donc

unilatéralement favorisé l'U.R.S.S., principal fournisseur des pays de l'Est en matières premières. Cela devenait intenable après la révolution de 1956. Une réglementation générale s'imposait, et fut réalisée en 1958 par le « principe des prix de Bucarest ». Le système des « stop-prix » demeurerait, mais la nécessité d'ajustements plus fréquents des prix était reconnue. Depuis, en plus de corrections mineures, un nouvel ajustement général a eu lieu en 1966.

En se lançant dans la réforme de la planification, dont le contenu se ramène à l'intégration à la division internationale du travail, les pays du C.A.E.M. ont tout fait pour augmenter leur commerce extérieur, aussi bien avec le marché mondial capitaliste qu'entre eux. Les malheurs ne tardèrent pas à arriver.

Le rôle du commerce extérieur

Tout d'abord, il faut prendre en considération le fait qu'aujourd'hui, le développement des forces productives dans les pays de l'Europe de l'Est est inconcevable sans une augmentation continue de leur commerce extérieur. Quelques chiffres en donnent une idée. Entre 1956 et 1966, le commerce mondial a doublé, mais celui des pays du C.A.E.M. entre eux a augmenté de deux fois et demie. Ce fut le secteur le plus dynamique du commerce mondial. En Tchécoslovaquie, le commerce extérieur par tête d'habitant est trois fois plus grand que la moyenne mondiale. En 1967, 40 % du revenu national de la Hongrie ont été réalisés par le commerce extérieur, et en Pologne, 20 %, ce chiffre étant considéré comme extrêmement bas.

Seule, l'U.R.S.S. échappe à ce besoin très pressant, ne réalisant que 4 % de son revenu national par le commerce extérieur. Mais, malgré tous leurs efforts, les pays du C.A.E.M. ne pouvaient pas augmenter leurs exportations vers les pays capitalistes dans une proportion satisfaisante.

Au cours des dernières années, la crise de l'impérialisme mondial s'est approfondie. La bourgeoisie, se défendant par une politique déflationniste, exacerbe la lutte pour les marchés. Les dévaluations et leurs corollaires, les restrictions apportées aux importations et l'aide aux exportations, les taxes et les droits de douanes pour la protection de la production « nationale », la rationalisation par la concentration, les droits préférentiels de certains pays (du Marché commun par exemple) ont rendu particulièrement difficile l'écoulement des produits sur le marché mondial. Par l'intermédiaire de la réforme de la planification, l'économie des pays de l'Est subit les contrecoups de cette crise beaucoup

plus rapidement et plus immédiatement qu'auparavant.

Avant d'analyser cette crise, nous devons souligner que, en parlant de l'économie et en citant des chiffres, nous parlons de politique. Le problème de l'intégration des pays de la révolution d'Octobre et de son extension, conquêtes historiques du prolétariat international, au marché mondial capitaliste est l'une des plus importantes questions politiques pour la classe ouvrière mondiale. A la réunion du C.A.E.M. du 28 janvier 1969, à Berlin-Est, l'un des dirigeants staliniens a déclaré : « ...Le socialisme exerce le plus grand effet sur la révolution internationale par sa politique économique. La lutte à l'échelle mondiale s'est déplacée sur le terrain économique et la victoire sur ce front signifie la victoire mondiale sûre et définitive pour le socialisme ». C'est un aveu, on ne peut plus clair, de ce que la bureaucratie stalinienne a trahi la lutte de classe mondiale du prolétariat. A la lumière de telles déclarations, on comprend mieux pourquoi les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. ont refusé, en mai-juin, de s'engager dans la lutte pour le pouvoir. S'il s'agit « simplement » d'attendre les effets de la politique économique du Kremlin et de ses alliés de l'Europe de l'Est, alors pourquoi ne pas s'entendre avec la bourgeoisie dans le cadre d'une « démocratie avancée » ? D'autant plus que cela permet au Kremlin d'obtenir un visa d'entrée sur le marché mondial et que, ainsi, avec l'aide de la bourgeoisie, le capitalisme s'écroulera sous l'effet de la politique économique des bureaucrates. Mais les militants font l'expérience amère, jour après jour, des effets désastreux pour les travailleurs de cette politique. Il est donc important d'expliquer la liaison intime entre

cette politique des dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. et l'affirmation selon laquelle les pays du C.A.E.M. pourraient vaincre le capitalisme dans un concours économique pacifique. Or, cette affirmation est un mensonge de la part des staliniens, et une illusion dangereuse pour les militants qui y croient. Elle est une variante de la politique réactionnaire de la bureaucratie basée sur la théorie utopique du « *socialisme dans un seul pays* », elle procède du même fondement, et avec la même méthode.

Le potentiel économique des pays du C.A.E.M.

est faible par rapport à l'économie mondiale. Bien entendu, la nationalisation des moyens décisifs de la production et la planification ont permis un développement sans précédent des forces productives. Mais, malgré ce développement les pays du C.A.E.M. n'ont fourni, en 1967, que 30 % à peine de la production industrielle mondiale. Voici un tableau de la production du C.A.E.M. pour quelques produits importants, en valeur absolue et en pourcentage par rapport à la production mondiale :

	Production	Pourcentage dans la production mondiale
Energie électrique	788 milliards Kwh	20,2
Pétrole	302 millions de tonnes	17,4
Charbon	575,2 millions de tonnes	20,8
Fer brut	95,6 millions de tonnes	27,3
Acier	135,4 millions de tonnes	27,4
Ciment	122 millions de tonnes	25,4
Sucre	14,4 millions de tonnes	24,6
Engrais (calculé sur matière efficiente)	14,9 millions de tonnes	28,5
Camions et autobus	587 000 unités	10,4
Fil chimique artificiel	960 000 tonnes	15,6

Avec ce potentiel de production, les pays du C.A.E.M. ont considérablement développé les échanges avec les pays capitalistes et aussi entre eux. Les chiffres fournis par les statistiques de ces pays en donnent une image. En 1966, dans le commerce extérieur de tous les pays du C.A.E.M., la part des pays capitalistes avancés atteignait déjà 20 % environ, alors que les 61 % de ce commerce s'effectuaient entre eux. Ces chiffres varient selon les pays : ainsi, la part des pays capitalistes avancés dans le commerce extérieur de la Hongrie est de 30 %, alors que, pour l'U.R.S.S., ce chiffre se situe au-dessous de 5 %. Mais la part des pays du C.A.E.M. dans le commerce mondial restait de 12,3 %, et dans celui des pays capitalistes avancés de l'Europe, seulement 4 %. (Il est à noter que le C.A.E.M. ne commerce pas comme un tout : chaque pays effectue indépendamment son commerce extérieur.) Selon une revue soviétique (*Voprossi Ekonomiki* — *Questions d'économie*, avril 1968), la valeur

des échanges des pays du C.A.E.M., en 1966, a atteint 37,7 milliards de roubles (soit environ 206 milliards de francs), dont 23 milliards entre eux. Pour 1970, ce dernier chiffre devra atteindre 35 à 37 milliards de roubles. L'augmentation du volume des échanges est donc très importante, mais elle varie selon les pays. En 1965, la valeur du commerce extérieur par tête d'habitant était de 115 dollars en Roumanie, 145 en Pologne, 299 en Hongrie, 345 en Allemagne orientale (R.D.A.) et 379 en Tchécoslovaquie, ce qui montre, en même temps, le degré de développement différent atteint par chacun de ces pays, et, par conséquent, leur besoin, d'autant plus grand que leur niveau de développement est plus élevé, du commerce extérieur.

D'une année à l'autre (entre 1965 et 1966), les échanges des pays du C.A.E.M. avec les pays capitalistes avancés se sont développés de la manière suivante :

	Exportations		Importations	
	en millions de dollars	par rapport à 1965	en millions de dollars	par rapport à 1965
Bulgarie	232	+ 28 %	392	+ 54 %
Tchécoslovaquie	496	+ 11 %	559	+ 15 %
Pologne	673	+ 8 %	689	+ 24 %
Hongrie	631	+ 17 %	393	+ 7 %
R.D.A.	382	+ 2 %	758	+ 22 %
Roumanie	345	+ 29 %	449	+ 9 %
U.R.S.S.	1 995	+ 17 %	1 726	+ 9 %
Total	4 754	+ 14 %	4 966	+ 18 %

Ces quelques chiffres montrent l'extraordinaire extension des échanges. Ce rythme rapide, sans parler de celui, plus grand encore, du développement du commerce inter-C.A.E.M., traduit l'irrésistible propension des forces productives de ces pays à franchir les limites nationales. Une autre confirmation de ce fait est que dans les quatre pays les plus développés d'Europe orientale : la Tchéco-

slovaquie, la R.D.A., la Hongrie et la Pologne, pour une augmentation de 1 % du revenu national, il faut une augmentation plus forte des importations, dont une partie est utilisée pour la fabrication de produits exportés. Mais quels problèmes surgissent sur l'arène capitaliste mondiale pour les produits en provenance de ces pays ?

La structure des échanges

En premier lieu, la structure même des échanges est révélatrice. D'une manière générale, ces pays sont des fournisseurs de matières premières, de produits agricoles et d'autres matériaux de base pour les pays capitalistes avancés, en échange de machines et de biens d'équipement. L'U.R.S.S. par exemple, dans les années 1946-1965, a importé pour 4,9 milliards de roubles de machines et d'équipements, alors que, dans ses exportations, dominent les matières premières : bois, pétrole, cuir, fer, métaux, pelleterie. Ce phénomène traditionnel et bien connu tend actuellement à s'accroître dans les échanges avec les pays capitalistes avancés. Au cours des prochaines années, les commandes de l'U.R.S.S. représenteront 40 % de la production du trust italien Montecatini, une grande proportion de celle de Fiat, de Renault, de l'industrie chimique et de construction mécanique anglaise, de l'industrie finlandaise des chantiers navals, etc. En contrepartie, un seul exemple : sur la totalité des importations de bois de sciage en Angleterre, la part des livraisons de l'U.R.S.S. se monte à 25 %. Dans les exportations globales des pays du C.A.E.M. vers les pays capitalistes avancés, les branches les plus dynamiques sont les matières premières, les combustibles et les produits agricoles. En 1966, 58 % des importations françaises en provenance de la Roumanie consistaient en produits pétroliers, 18 % en bois et 11,7 % en produits agricoles. La part des pays capitalistes dans les exportations hongroises est de 30 %, mais la structure de ces exportations est la suivante : 7 % seulement de machines et équipements et 13 % de produits de l'industrie légère, alors que la part des produits agricoles est de 46 % et celle des matières premières de 34 %. Les deux pays qui échappent à cette structure des échanges, caractéristique des pays sous-développés, sont la Tchécoslovaquie et la R.D.A., atteints, pour cela même, d'autres maux dont nous parlerons plus loin.

La structure des échanges reflète une situation tributaire du C.A.E.M. à l'égard de l'industrie des pays capitalistes avancés, une situation de dépendance. Mais cette constatation demande à être af-

finée. Car si, grâce au développement des forces productives, la structure économique des pays du C.A.E.M. s'est radicalement transformée, la nature de leurs échanges ne tient donc pas à ce que ces pays seraient incapables d'exporter des produits industriels. En fait, leur structure économique intérieure elle-même entre de plus en plus en contradiction avec celle de leurs exportations à destination des pays capitalistes avancés. Autrement dit, la structure très défavorable de ces échanges est et devient de plus en plus artificielle par rapport à l'évolution de la structure de leurs économies nationales. Cette contradiction reflète celle qui existe entre les limites des frontières nationales et le développement des forces productives. Mais elle apparaît ici sous une forme très concrète, où ces limites s'appellent, d'une part, la dure réalité du marché mondial capitaliste et, d'autre part, la politique de la bourgeoisie. La reconnaissance de cette situation et le besoin urgent d'y remédier sont à la base des réformes de la planification. Ces réformes visent à développer les échanges (à participer à la division internationale du travail), tant avec les pays capitalistes qu'avec les autres pays du C.A.E.M. Or, dès leurs premiers pas, ces réformes, au lieu de remédier à la situation, l'ont aggravée, comme la structure inchangée du commerce extérieur le montre. Les efforts de la bureaucratie en vue de développer les échanges, et le développement effectif du commerce extérieur ont aiguisé la contradiction fondamentale et l'ont chargée d'un contenu politique explosif, aussi bien en relation avec le marché capitaliste mondial qu'au sein du C.A.E.M. lui-même. Pourquoi et comment ?

Bien que le volume de la production globale des pays du C.A.E.M. soit nettement inférieur à celui de la production mondiale, ces pays pourraient jouer, en théorie, un rôle beaucoup plus important sur le marché mondial, car ce n'est pas le volume de la production, mais la productivité qui est, à cet égard, déterminante. Mais précisément, sur ce terrain, le retard des pays du C.A.E.M. est beaucoup plus grand que sur celui du volume de la production. Bien plus, ce retard augmente.

Coupés de la division internationale du travail, et soumis à la politique économique stalinienne de l'autarcie et du gaspillage, les pays du C.A.E.M. ont, pendant très longtemps, développé fréquemment les diverses branches de l'économie en contradiction avec leurs ressources et disponibilités. La répartition trop large des efforts s'opposait directement à ce que l'on puisse harmonieusement équiper et spécialiser l'économie. D'un autre côté, elle a privé des branches entières des ressources nécessaires à leur renouvellement technique, et l'outillage a vieilli. Ces deux phénomènes apparaissent côte à côte dans tous les pays du C.A.E.M., avec certaines différences dues au degré de développement économique atteint par les pays respectifs.

En Pologne et en Roumanie, l'équipement mécanique de l'économie est faible. La part de l'augmentation de la main-d'œuvre est extrêmement élevée dans la croissance de la production. La productivité est très basse, les réserves de main-d'œuvre sont relativement grandes. Ce n'est pas un hasard si ces deux pays, ayant encore des ressources pour un développement dit « extensif », peuvent se permettre de ne s'engager que très prudemment sur la voie de la réforme de la planification.

Du point de vue de l'équipement, l'U.R.S.S. et la Hongrie sont placées à mi-chemin. Mais en 1967, dans l'industrie étatique hongroise, 23,3 % seulement de l'effectif total d'ouvriers travaillaient sur machine. Dans la construction mécanique, 27 % de l'ensemble des ouvriers s'occupent de déplacement de matières, et, dans la sidérurgie, la proportion de ces ouvriers sans machines s'élève à 46,6 %. En même temps, le parc des machines de l'industrie étatique a vieilli. L'âge moyen des machines d'usinage de l'industrie étatique est de 15,3 ans. De ce fait, l'immobilisation et les réparations des machines sont très fréquentes, augmentant les frais de la production. De même en U.R.S.S. Selon *Ekonomitcheskaja Gazeta* (juillet 1968), le coût annuel des réparations atteint 16 milliards de roubles ! Environ 50 % du parc total des machines-outils sont utilisés pour les réparations, et plus de 6 millions de travailleurs s'occupent de la réparation des machines défectueuses.

Il est important d'examiner le problème de la productivité plus en détail dans le cas de la Tchécoslovaquie et de la R.D.A., pays industriels de longue date. C'est en effet à travers ces exemples que nous pouvons le mieux saisir à quel point l'étouffement et la compression des forces productives dans le cadre national, combinés avec la gestion bureaucratique et l'autarcie imposées sous la contrainte par le Kremlin, ont compromis la productivité du travail ; et cela précisément du fait même du haut niveau industriel de ces deux pays. Car, plus les forces productives d'un pays sont développées, et moins elles supportent la camisole de force de l'Etat national et de la gestion bureaucratique. Et

plus les forces productives se développent, plus explosive sera la contradiction.

Depuis longtemps, la Tchécoslovaquie était connue, non seulement comme le pays industriellement le plus développé de l'Europe centrale et orientale, mais encore comme occupant un rang très élevé dans l'économie mondiale par le volume et la qualité de sa production, par le nombre élevé de ses ouvriers et techniciens hautement qualifiés. Ses produits de marque, tels que les voitures Skoda, les motos Jawa, les chaussures Bata, les textiles, pour ne citer que les plus connus, étaient des articles recherchés sur le marché mondial. Or, cette économie qui ne pouvait trouver ses proportions harmonieuses qu'en s'intégrant à la division internationale du travail, fut contrainte à l'autarcie stalinienne, et utilisée par le Kremlin comme un réservoir. Le résultat fut qu'en 1963 déjà, on estimait à 57 % la proportion des machines vieilles dans l'ensemble de son outillage industriel ! Comment en est-on arrivé là ?

Le processus a commencé par une transformation brusque et très ample du commerce extérieur tchécoslovaque. Coupée de ses liens traditionnels, l'économie de ce pays, ainsi mutilée, fut en même temps tournée unilatéralement vers l'U.R.S.S. gouvernée par la bureaucratie stalinienne. Alors qu'en 1948, 16 % seulement du commerce extérieur tchécoslovaque s'était effectué avec l'U.R.S.S., en 1966, la part de celle-ci s'élevait à 34 %. Elle est devenue le premier client de la Tchécoslovaquie. En 1966, la valeur des échanges des deux pays a atteint 1,8 milliard de dollars, montant supérieur à celui des échanges franco-anglais. Or, la bureaucratie du Kremlin utilisait ce commerce comme un moyen pour remédier tant soit peu aux maux de l'économie soviétique, maux pourtant issus de sa propre politique de « *socialisme dans un seul pays* » et de sa gestion. Elle a fait de la Tchécoslovaquie son plus grand fournisseur de machines et de biens d'équipement. Plus de 50 % des exportations tchécoslovaques en direction de l'U.R.S.S. se composent de machines et d'équipements. Parfois, la totalité de la production tchécoslovaque est destinée à l'exportation vers l'U.R.S.S., comme c'est le cas pour les locomotives électriques. La valeur des exportations de machines, 1 milliard de couronnes tchécoslovaques en 1948, a atteint 9,4 milliards de couronnes en 1965. Un quart de la production totale de la construction de machines est destiné à l'exportation ; la Tchécoslovaquie se place ainsi parmi les 10 premiers pays du monde quant à l'exportation de machines.

C'est cette politique qui a orienté les investissements : en 1948, 35 % des investissements étaient dirigés vers la construction mécanique, en 1963, 44,5 %, et en 1967 déjà 47 % ! La structure industrielle de la Tchécoslovaquie s'est radicalement transformée :

	Proportion dans l'industrie totale		
	1937	1948	1965
Construction de machines et transformation des métaux	16,6 %	18,9 %	32,7 %
Industrie légère	30,7 %	28,2 %	18,5 %

Mais le malheur était que les livraisons de l'U.R.S.S. ne pouvaient pas compenser ce développement unilatéral. Même l'approvisionnement soviétique de la Tchécoslovaquie en matières premières (pétrole, minerais, etc.) accusait plutôt que compensait cette disproportion fondamentale. Car, tout en poussant la Tchécoslovaquie à produire davantage de machines, le Kremlin était bien incapable de fournir, en contrepartie, les produits nécessaires pour le renouvellement technique. Lié au carcan bureaucratique de ce commerce, le pays ne pouvait pas se procurer de l'outillage moderne. En plus, l'industrie tchécoslovaque a dû fabriquer 70 à 80 % de tous

les modèles produits dans la construction mondiale de machines. Dans ces conditions, aucune spécialisation n'a été possible. Or, le sens du développement technique est justement dans la spécialisation de la production. L'évolution contraire de la production tchécoslovaque de machines a ainsi abouti à un retard technique croissant même dans les branches préalablement spécialisées. Ainsi, bien que, du point de vue de la production par tête d'habitant, la Tchécoslovaquie soit au cinquième ou sixième rang du monde, la productivité y a considérablement baissé par rapport à l'évolution qu'elle a connue dans les pays capitalistes avancés.

La productivité et le rendement du capital

Avant de poursuivre notre examen de la question de la productivité — problème d'une importance capitale, qui ne peut être réduit, ni au seul aspect du niveau technique, ni uniquement à la politique de spoliation de la bureaucratie du Kremlin, — il nous faut relever tout particulièrement l'attitude cynique de celle-ci. On sait la complaisance avec laquelle cette bureaucratie traite ses clients bourgeois. Un exemple frappant en est donné par les négociations de la « grande commission franco-soviétique ». Or, bien après l'intervention armée contre la Tchécoslovaquie, une délégation économique du Kremlin est arrivée à Prague pour négocier un accord économique. Les travailleurs et tout le peuple tchécoslovaques sont parfaitement au courant de la structure défavorable des échanges soviéto-tchécoslovaques, à tel point que Baibakov, dirigeant de la délégation du Kremlin, président du Gosplan, a dû faire une déclaration à ce sujet, qu'a publiée *Rude Pravo* le 30 décembre 1968 ; Baibakov y a catégoriquement nié que l'U.R.S.S. ait contraint la Tchécoslovaquie : « ...Même dans le passé, l'U.R.S.S. n'a jamais demandé à la Tchécoslovaquie de développer d'une façon excessive cette industrie [il s'agit de la métallurgie - M.V.]. Au contraire, les experts soviétiques ont critiqué certains plans élaborés par les Tchèques comme trop coûteux et peu réalistes. Nous avons d'autant moins d'intérêt à imposer à la Tchécoslovaquie une structure dépassée de l'industrie que celle-ci engloutit d'une façon peu rationnelle d'énormes masses de matières premières dont les livraisons

coûtent très cher à l'U.R.S.S. » Cette déclaration démontre le cynisme avec lequel le Kremlin rejette la responsabilité du retard économique sur le dos des Tchécoslovaques, qui n'ont fait qu'exécuter les ordres du Kremlin.

Poursuivant l'analyse quant à la productivité du travail dans les pays du C.A.E.M., prenons le cas de la R.D.A. L'exemple de la République démocratique allemande est très important. Dès la fin de la guerre, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont organisé et cadré leur politique contre-révolutionnaire de « coexistence pacifique » par la division de l'Allemagne. Ils ont entamé la vivisection du prolétariat allemand, section la plus forte de la classe ouvrière européenne, essayant ainsi de briser son unité, condition et moyen importants de la révolution européenne. Cette politique contre-révolutionnaire a pris des formes économiques dramatiques dans la R.D.A., arrachée, certes, à l'impérialisme, mais au prix d'une trahison de la révolution à l'échelle de l'Europe. La coupure opérée dans la chair de la classe ouvrière allemande a scindé l'unité organique de l'économie. La division du travail a été brisée, imposant un fardeau plus lourd à la R.D.A. qu'à l'Allemagne occidentale. Sans parler du déséquilibre de l'économie, inviable même aujourd'hui sans certaines livraisons importantes de l'Allemagne de l'Ouest, 4 000 entreprises ont émigré de la R.D.A., et celle-ci a dû payer des réparations de guerre très importantes exigées par le Kremlin jusqu'en 1953.

Avec son niveau économique développé, la R.D.A. souffrait le plus de son détachement particulièrement douloureux de la division internationale du travail, qu'elle ressentait plus que les autres pays du C.A.E.M. Son économie a été tournée surtout vers l'U.R.S.S., d'une façon encore plus accusée que celle de la Tchécoslovaquie. Les maux qui en ont résulté sont de la même nature que ceux brièvement évoqués dans le cas de la Tchécoslovaquie. La séparation de la division internationale du travail s'est traduite par un retard croissant de la productivité par rapport à l'Allemagne de l'Ouest. En 1968, on a estimé ce retard à 25 %, et la production par tête d'habitant de la R.D.A. n'atteint que 85 % de celle réalisée en Allemagne de l'Ouest. Le parc des machines a vieilli, car son renouvellement technique est quasi impossible du fait du commerce extérieur unilatéral avec l'U.R.S.S. et les autres pays du C.A.E.M., avec qui les échanges constituent plus de 80 % du commerce extérieur de la R.D.A.

Le niveau de la productivité dépend également de l'organisation du travail. Or, la fabrication en atelier est encore la forme prépondérante dans la métallurgie de la R.D.A. : 96 % de la production des articles isolés, 66 % des produits en série et 37 % de la production en masse s'effectuent par une fabrication en atelier. De toute la production de la métallurgie, 34 % seulement ont été réalisés en série ou en chaîne. La consommation excessive de matériaux est un autre facteur influençant le niveau de la productivité. En R.D.A., la consommation d'énergie primaire est de 30 % plus élevée que la norme internationale.

Bien évidemment, la situation est pire dans les autres pays du C.A.E.M. En U.R.S.S., par exemple, pour les seules réparations des machines découpeuses sur métaux, on consomme par an une quantité de métal avec laquelle on pourrait fabriquer 150 000 machines-outils nouvelles. Pour la fabrication des pièces de rechange, on consomme 70 % de tous les matériaux laminés utilisés pour toute la production d'automobiles et de tracteurs (*Ekonomitsheskaia Gazeta*, juillet 1968) ! D'une manière générale, une bonne organisation du travail signifie aussi l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre, non seulement à l'intérieur de l'usine, mais à l'échelle de toute l'économie. De ce vaste problème, j'indique seulement qu'en U.R.S.S. par exemple, 48 % de la population totale habite dans les villes petites et moyennes (moins de 100 000 habitants) ; mais, alors que, dans l'ensemble de l'économie, 15 % de la main-d'œuvre est employée dans les branches auxiliaires ou domestiques, cette proportion atteint de 30 à 40 % dans ces villes. Et voici encore un fait relatif à la productivité : alors que, dans la métallurgie des États-Unis, 186 kg d'acier sont nécessaires à la production d'une valeur de 1 000 dollars, en Tchécoslovaquie, il en faut 435 kg.

Du fait de l'autarcie et aussi de la spoliation au

profit du Kremlin, la spécialisation de la production est à un niveau très bas dans les pays du C.A.E.M. En 1966, 6 à 7 % seulement des produits de la construction mécanique totale de ces pays étaient spécialisés, alors que cette proportion varie entre 15 % et 70 % dans les pays capitalistes développés d'Europe. Retenons, dès maintenant, cette donnée importante. Elle constitue l'un des obstacles difficilement surmontables au développement du commerce inter-C.A.E.M. En même temps, elle constitue un frein pour l'augmentation de la productivité. Mais quand on dit spécialisation, on dit aussi recherche scientifico-technique. De ce point de vue, il y a une différence entre l'U.R.S.S. et les autres pays du C.A.E.M. Seule, l'U.R.S.S. serait capable de réunir les conditions nécessaires pour réaliser efficacement le circuit : recherche fondamentale — science appliquée — technique — utilisation dans la production, et cela dans des domaines variés. Or, même en mettant de côté les problèmes qui résultent de leur isolement à l'égard de la division internationale du travail et de la gestion bureaucratique, qui interdisent pourtant cette réalisation, aucun des pays du C.A.E.M. n'est capable, à lui seul, de mobiliser les ressources considérables qui sont aujourd'hui nécessaires pour le développement de la recherche scientifico-technique. En ce qui concerne l'industrie pharmaceutique, par exemple, l'on sait qu'aux États-Unis, les chimistes créent 100 à 150 000 nouveaux composés par an, dont 1 000 à 2 000 seulement arrivent jusqu'à la phase des expériences de laboratoire. Mais de ces 1 000 à 2 000 composés, un quart seulement est expérimenté sur des animaux, et, de ceux-là, sur la base d'expériences durant en moyenne plusieurs années, ne dérivent finalement que 10 à 20 médicaments nouveaux. Or, en Hongrie par exemple, au cours de l'année 1966, en tout 10 000 chercheurs chimistes étaient chargés de 11 000 thèmes de recherches, c'est-à-dire un seul chercheur par thème ! C'est le cas dans tous les pays du C.A.E.M. ; il en résulte que le temps qui s'écoule entre les recherches et l'application de leurs résultats dans la production est généralement de trois ou quatre fois supérieur à ce qu'il est dans les pays capitalistes développés. Et nous savons pourtant à quel point est menacée la recherche dans ces pays !

La productivité sociale est donc un vaste domaine. Elle englobe aussi la productivité ou l'efficacité du capital. Il est caractéristique de l'économie de tous les pays du C.A.E.M. qu'une part croissante de la production ne fait que gonfler les stocks. Dans l'économie stalinienne, il y a une contradiction constante entre la production et les besoins réels, contradiction résultant de l'autarcie et de la gestion bureaucratique. Mais, avec l'accroissement de la pression du marché capitaliste mondial, ces stocks ont augmenté plus rapidement encore, reflétant la pénétration croissante des marchandises capitalistes au détriment des produits chers et de mauvaise qualité de ces pays. Autrement dit, si la production par tête

d'habitant de la R.D.A. a atteint 85 % de celle de l'Allemagne de l'Ouest, ce n'est pas ce volume, mais la composition de la production qui est décisive. Or, le comité central du Parti est-allemand a constaté, au mois de novembre 1967, que, pendant les 10 premiers mois de l'année, dans les branches de l'électrotechnique, de l'électronique, des machines-outils et de l'automobile, «...la moitié environ de l'accroissement de la production est allée aux stocks de produits finis». En Hongrie, au 3^e trimestre de 1968, les stocks ont atteint une valeur représentant 7 milliards d'heures de travail. La bureaucratie de tous les pays du C.A.E.M. sans exception mène une lutte farouche pour réduire les stocks, qui ne cessent de croître d'année en année. Ce ne sont pas seulement des stocks commerciaux, mais aussi des capitaux fixes immobilisés et inutilisés.

Les investissements se prolongent, et leur délai d'achèvement est deux ou trois fois plus long que dans les pays capitalistes avancés. En Tchécoslovaquie, à la fin de l'année 1967, les investissements non terminés ont immobilisé 100 milliards de couronnes, soit environ 33 milliards de francs, capitaux qui restent complètement inutilisés. Un économiste soviétique a estimé que si l'on diminuait de 78 % à 55 % le volume des investissements inachevés par

an, on pourrait augmenter le revenu national de 4,5 milliards de roubles. Cependant, deux processus complémentaires se développent sur le marché mondial : d'une part, le temps nécessaire à l'amortissement des investissements diminue, d'autre part, et corollairement, les prix ont tendance à baisser, particulièrement dans l'industrie chimique, dont l'édification est pourtant prioritaire dans presque tous les pays du C.A.E.M. Mais en U.R.S.S., le rendement du capital productif a diminué de 17 % dans l'industrie au cours du plan septennal, et c'est dans l'industrie chimique que cette baisse a été la plus forte. La baisse de la productivité des investissements est due aussi à leur éparpillement et à la lenteur de la construction. En R.D.A., entre 1960 et 1966, la croissance du capital a été de 40 %, mais la croissance correspondante du revenu national n'a été que de 23 %.

Les pertes sont supportées par le budget, dont la part augmente dans le produit social, calculé sans l'amortissement ni les stocks. Un journal bourgeois spécialisé a établi un tableau démontrant l'évolution de la part croissante du budget dans le produit social. Le voici, chiffré en dollars et par tête d'habitant dans les différents pays du C.A.E.M. :

	1966		1967		1968	
	Dollars	Part du budget en %	Dollars	Part du budget en %	Dollars	Part du budget en %
Hongrie	1 455	47,3	1 548	52,7	1 600	60,0
R.D.A.	1 206	69,8	1 264	70,1	1 320	72,0
Tchécoslovaquie	1 153	83,6	1 168	70,3	1 230	78,0
U.R.S.S.	992	66,0	1 045	66,4	1 095	67,0
Pologne	876	53,7	911	53,2	950	54,0
Roumanie	862	51,6	897	51,3	940	54,0
Bulgarie	731	48,0	786	52,2	810	53,0

Bien que ces chiffres doivent être utilisés avec une grande prudence, les proportions qu'ils donnent expriment bien une réalité. Elles montrent à

quel point les budgets sont alourdis et surchargés, prêts de craquer sous l'énorme poids du retard de la productivité et du rendement du capital.

Le problème des prix

Ce retard considérable se traduit par le fait que les prix des produits sont beaucoup plus élevés dans les pays du C.A.E.M. que sur le marché mondial. L'effet de cette différence très défavorable était auparavant contrecarré par un système artificiel des prix intérieurs, protégé par le monopole du commerce extérieur. Mais il n'y avait ainsi aucun critère de la rentabilité et de l'efficacité de la production. Or, pour une plus grande participation, sans

même parler d'intégration au marché mondial, il fallait une vérification de la rentabilité des économies planifiées. La bureaucratie a donc réalisé une réforme du système des prix, comme partie indispensable de l'ensemble des réformes de la planification. Naturellement, elle n'a pas voulu répercuter directement et immédiatement l'effet total du marché mondial sur l'économie planifiée, c'est-à-dire réaliser un lien organique et immédiat entre les

entreprises et le marché extérieur, et établir les prix conformes, en général, à la productivité de l'économie mondiale. Dans ce cas, non seulement aucune compétitivité n'aurait été possible, mais, en plus, l'économie planifiée aurait craqué d'un jour à l'autre. Pour cette raison, les réformes procèdent par étapes, également celle des prix, et la bureaucratie affirme, non seulement pouvoir arriver ainsi graduellement à être compétitive sur le marché mondial, mais encore à battre le capitalisme dans ce domaine.

Pour un rapide examen des réformes des prix, concentrons-nous sur celle des prix de production (ou prix de gros), en relation plus directe avec le commerce extérieur. Parmi les diverses réformes du système des prix, compliquées du fait de leur caractère transitoire et variées selon les pays, choisissons celle réalisée en Hongrie, pour deux raisons. D'abord, parce que ce pays se trouve à mi-chemin entre les pays les plus développés du C.A.E.M., telles la Tchécoslovaquie et la R.D.A., et les plus arriérés, comme la Bulgarie et la Roumanie ; ensuite, parce que la bureaucratie de ce pays est allée le plus loin sur la voie de la réforme — la Yougoslavie, dont nous ne parlons pas dans cet article, car elle présente des problèmes quelque peu différents de ceux des pays du C.A.E.M., étant exclue.

Dans sa réforme du système des prix, la bureaucratie hongroise a créé une mesure, appelée « *multiplicateur de prix* » ou « *multiplicateur de devises* ». Cette mesure exprime le rapport entre le prix de revient chiffré en prix intérieur des produits, et leur prix effectif de vente sur les marchés extérieurs. Elle établit ainsi un lien entre les prix intérieurs et ceux du marché mondial. Par conséquent, ce « *multiplicateur* » indique très clairement le degré de rentabilité de la production de telle ou telle branche ou entreprise par rapport au marché mondial. D'après les indications obtenues ainsi se dessinent d'un côté, la liste des branches et des entreprises rentables, de l'autre celle des entreprises non-rentables. Mais ce « *multiplicateur* » n'a pas qu'un rôle passif d'indication. Selon ses indications, parallèlement à l'introduction de la réforme de la planification, une correction générale des prix de production a déjà été réalisée, et, bien sûr, en partie répercutée sur les prix de consommation. A partir de ces corrections, il sert à mesurer la rentabilité des entreprises, qui sont ainsi confrontées avec le marché mondial. Leur sort ultérieur se joue d'après les indications du « *multiplicateur de prix* », destiné à se confondre avec les prix intérieurs. Mais la bureaucratie, tout en poussant les entreprises à devenir compétitives, essaie, pour le moment, d'éviter un brusque bouleversement issu d'une confrontation directe et immédiate des prix. Elle utilise le budget pour maintenir l'équilibre entre les branches déficitaires et bénéficiaires. Une surtaxe est imposée aux entreprises bénéficiaires, alors que les déficitaires perçoivent une ristourne étatique allouée par le

budget. Quelques données relatives aux renseignements fournis par le « *multiplicateur de prix* » et exprimées dans le budget dévoilent une situation extrêmement lourde. Elles montrent combien basse est la productivité par rapport à l'économie mondiale, et quelles contradictions résultent d'un concours forcé avec cette économie.

Dans les dépenses du budget hongrois pour l'année 1968, 38 milliards de forints (26 % des dépenses totales !) ont été affectés aux divers postes de subventions. Pour l'année 1969, le budget prévoyait, comme recette totale provenant des entreprises, 133 milliards de forints, dont l'Etat devait rendre 46 milliards aux entreprises sous forme de subventions. Dans le budget, d'ailleurs déficitaire, de 1969, le poste le plus important de dépenses est donc celui des subventions, qui dépasse largement tous les autres ! Evidemment, ces subventions ne sont pas uniquement destinées à payer la ristourne, c'est-à-dire à combler le déficit résultant du commerce extérieur. Une très large part est consacrée à soutenir les prix intérieurs à la consommation de la production agricole, etc., dont le déficit vient précisément du fait que la bureaucratie ne peut pas immédiatement répercuter sur les prix intérieurs l'effet total des prix du marché mondial. Des subventions sont allouées à 210 entreprises industrielles et 136 entreprises commerciales, alors que, pour éponger les bénéfices lorsqu'ils sont jugés élevés, la taxe spéciale touche seulement 150 entreprises industrielles et 80 entreprises commerciales.

Les exportations des branches industrielles avancées elles-mêmes, telles que la construction de machines ou l'industrie chimique, ont besoin de cette ristourne. Comme l'a écrit une revue hongroise, 50 % environ des exportations de produits chimiques sont déficitaires. Même l'exportation de la poudre polyvinyle est déficitaire, alors que sa fabrication est toute récente, dans une usine nouvellement construite : « ...Le prix de revient de la poudre polyvinyle est plus élevé que celui à l'exportation. Ainsi le bas prix d'exportation est payé sur le pays », écrit la revue. La ristourne payée pour l'exportation des machines atteint 25 % de tous les bénéfices réalisés par l'exportation totale de cette branche.

Dans les ristournes, l'influence du marché mondial sur la production des entreprises est visible, bien que — pour le moment — elle soit amortie par le budget. Dans les subventions allouées à l'agriculture ou pour soutenir les prix de consommation, cette influence est moins visible, car elle s'exerce uniquement par l'intermédiaire du budget, dont le rôle consiste à servir de bouclier. D'après la bureaucratie elle-même, la réforme du système des prix intérieurs, basée entièrement sur la rentabilité, ne peut être réalisée que progressivement. Là, il s'agit de la productivité plus basse que celle du marché mondial, qui rend les prix de ces pays absolument non compétitifs. Dans toutes les réformes des prix entreprises dans les pays du C.A.E.M., on retrouve le même

problème. Il apparaît aussi dans la réforme des prix la plus « modeste », réalisée en U.R.S.S. à partir de 1965, qui s'étale sur plusieurs années (elle n'est pas encore terminée), et n'est appliquée que dans une proportion restreinte.

L'effet conjugué de tous ces fardeaux sur le budget aboutit à des contradictions croissantes et insurmontables pour la bureaucratie ; et d'abord à une extrême tension des investissements, dont la réduction va de pair avec le besoin de leur extension ainsi que de leur augmentation. Le résultat est cette baisse

du rythme de croissance de l'économie qui, depuis le début des années soixante, caractérise l'économie de tous les pays du C.A.E.M. Au cours des deux dernières années, la bureaucratie de tous les pays du C.A.E.M. a essayé d'augmenter, coûte que coûte, ses exportations, surtout vers les pays capitalistes développés, afin d'échapper à la crise. Mais justement, dans la mesure où elle essayait de lier de plus en plus l'économie planifiée au marché mondial dans le cadre de la réforme de la planification, les contradictions augmentaient.

Réforme de la planification et lutte des classes

Avant de poursuivre l'analyse économique, il est important de démontrer à ce stade que tous ces problèmes économiques ne sont que l'ossature des problèmes réels, à savoir des rapports sociaux, de la politique, bref de la lutte des classes, d'autant plus que les contradictions dont il est question sont, principalement et surtout, des contradictions de nature politique et sociale. Car, comment et par quels moyens la bureaucratie stalinienne essaie-t-elle d'échapper à l'énorme pression exercée par le marché mondial capitaliste sur l'économie planifiée ? Bien sûr, avant tout par l'intégration de celle-ci à la division internationale du travail, et elle fait tout son possible pour développer les exportations afin de pouvoir équilibrer l'économie. L'objet de cet article est précisément d'examiner ce processus, ses limites, ses contradictions et ses conséquences. Mais c'est une face de la médaille. L'autre est que, parallèlement, la bureaucratie s'efforce, par tous les moyens, d'éviter l'affrontement direct avec le marché mondial, redoutant l'effet désastreux de celui-ci sur l'économie planifiée, sur son propre pouvoir. Mais « tous les moyens » dont elle dispose constituent une attaque directe et immédiate contre les conquêtes socialistes et les travailleurs, dont la vie quotidienne est étroitement liée à ces conquêtes.

En premier lieu, la bureaucratie s'oriente, dans le cadre de la réforme et sous la pression des « réalités » analysées plus haut, vers la diminution considérable des dépenses centrales du budget, d'une part par une prétendue « décentralisation » des investissements vers les entreprises et les municipalités, d'autre part par une diminution absolue des dépenses centrales elles-mêmes. En ce qui concerne la première méthode, il est évident que, parmi les entreprises, seules peuvent investir celles qui réalisent des bénéfices. Et encore, elles « économisent » les investissements sanitaires, culturels ou de logement, car ceux-ci ne sont pas rentables. Là se trouve déjà mis en question l'essentiel de la planification, qui n'est

pas une technique économique, mais, entre autres, la *centralisation* de toutes les ressources et disponibilités afin de satisfaire les besoins de la construction du socialisme, en premier lieu ceux de la classe ouvrière. Or, la tension et la crise permanente des investissements, résultat de la confrontation inégale avec le marché mondial capitaliste, aboutit à la généralisation de leur « rationnement ». Les investissements « non rentables » sont en constante diminution dans tous les pays du C.A.E.M., avec certaines différences selon les pays. La construction de logements est la première victime, la plus connue, suivie par la diminution de la croissance des investissements ou par leur baisse absolue dans le domaine de la santé publique, de l'équipement culturel (musées, bibliothèques, théâtre...), de l'éducation, etc.

Les abandons successifs qui ont été consentis, en ce qui concerne le rôle de régulateur des prix de la planification, devant le critère de la loi de la valeur sur le marché mondial (sous la forme des réformes du système des prix) ont déjà abouti, dans tous les pays du C.A.E.M., à une hausse continue des prix de consommation. Le mouvement d'augmentation des salaires réels, qui, bien que modeste, avait été enregistré entre 1956 et 1962, s'est renversé, et c'est la baisse ou du moins la stagnation du niveau des salaires réels qui résulte de la pression capitaliste, transmise par l'attaque dirigée contre la planification centrale. Les conquêtes socialistes et la vie immédiate, quotidienne, des travailleurs constituent un tout.

En même temps, plus la bureaucratie est contrainte de livrer la bataille de la productivité sur le marché mondial, et plus elle impose à la classe ouvrière des conditions toujours plus dures de travail. Elle se montre ingénieuse pour trouver les formes et les moyens pour cela. Elle se tourne vers les capitalistes, avide d'apprendre d'eux les méthodes les plus perfectionnées pour augmenter la cadence

du travail, et intensifier son rythme. Les normes toujours plus « scientifiques » imposées aux travailleurs, sans qu'on demande leur avis, la servent admirablement. Elle y trouve à la fois un moyen de contraindre les travailleurs à augmenter la productivité, et un moyen d'abaisser adroitement les salaires.

Face à toutes ces attaques (dont ces quelques remarques n'indiquent une partie infime), les travailleurs et la jeunesse résistent de plus en plus fortement et massivement. C'est la base sur laquelle les travailleurs et les jeunes des pays du C.A.E.M. rejoignent le combat de leurs frères des pays capitalistes. Il s'agit, là aussi, du développement d'une lutte de classes gigantesque.

Pour certains militants, parler de lutte des classes dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée et son pouvoir renversé est un non-sens. Bien sûr, la bureaucratie stalinienne au pouvoir dans ces pays, quel que soit son rôle contre-révolutionnaire, n'est pas une classe sociale, et encore moins une bourgeoisie. Mais c'est elle, c'est son pouvoir politique qui transfère la pression, les exigences de l'impérialisme mondial sur le dos des travailleurs. La classe ouvrière de ces pays, placée dans les conditions où son sort, sa vie sont directement liés aux conquêtes socialistes, à la planification, est obligée de combattre cette pression, ces exigences. La bureaucratie, en « réformant » la planification, répond favorablement aux exigences de la bourgeoisie. Elle est son agence dans ces pays. La classe ouvrière, même dans les pays du C.A.E.M., combat l'ennemi principal, à savoir l'impérialisme mondial, et se mobilise contre son agence, la bureaucratie stalinienne. Sa lutte est donc immédiatement reliée à celle que le prolétariat inter-

national mène dans les pays capitalistes contre la bourgeoisie — et contre son agence, la bureaucratie. Dans ce sens, il s'agit bien de la lutte des classes internationale dont les travailleurs et les jeunes des pays du C.A.E.M. ne constituent pas « seulement » une composante : sans leur lutte, le combat international contre l'impérialisme et ses agents n'aurait pas de sens.

Cette lutte, cette résistance des travailleurs imposent une limite à la bureaucratie dans sa tentative de rejeter directement et immédiatement sur le dos des travailleurs tout le poids de l'influence, de la pression du marché mondial. Elle s'engage donc sur une voie qui, bien que d'une manière moins visible et moins immédiate, menace beaucoup plus dangereusement les conquêtes socialistes. Il s'agit d'un processus de recul devant l'impérialisme mondial. Et si nous distinguons entre celle-ci et l'attaque visible contre les conditions d'existence des travailleurs, c'est uniquement pour pouvoir en faciliter la présentation : en réalité, il s'agit d'un seul processus d'ensemble.

Afin de saisir cet ensemble et son évolution récente, il faut revenir à la crise de l'impérialisme mondial. Car c'est elle et son approfondissement au cours des dernières années qui influence, conditionne et détermine la crise de la bureaucratie.

(Dans la deuxième partie de cette étude, qui paraîtra dans le n° 545 de La Vérité, Michel Varga examinera les nouveaux rapports qui s'instaurent entre l'impérialisme mondial et les pays du C.A.E.M., notamment la tendance à un transfert aux trusts internationaux d'une fraction croissante du surproduit des économies de ces pays).

Pour comprendre le déroulement de la lutte en Tchécoslovaquie
il faut lire :

PIERRE BROUÉ

LE PRINTEMPS DES PEUPLES COMMENCE A PRAGUE

**ESSAI SUR LA REVOLUTION POLITIQUE
EN EUROPE DE L'EST**

L'exemplaire 9 F., par 10 ex. 80 F.

Envoi franco contre paiement au C.C.P. : Bloch Paris 606-23

ZAVIS KALANDRA

Le nom de Zavis Kalandra est sorti de l'oubli lors du printemps de Prague : peu de militants savent pourtant qui était ce militant révolutionnaire tchécoslovaque, pendu en 1950 à l'issue de l'un des plus répugnants procès de l'ère stalinienne. Nous sommes heureux de pouvoir évoquer ici l'homme et ses idées, grâce à des documents venus de Prague.

La vindicte de Staline et de ses hommes de main, l'attachement des militants de la génération d'avant-guerre, l'admiration des jeunes révolutionnaires d'aujourd'hui s'adressent, en la personne de Kalandra, à un militant exceptionnel. Ecrivain et journaliste extraordinairement doué, animateur, au cours des années vingt, du groupe surréaliste tchécoslovaque, puis du Front de gauche de la culture, Kalandra était aussi l'un des plus remarquables historiens tchèques du moyen-âge, auteur de travaux scientifiques qui font autorité. Pourtant, plus encore qu'un intellectuel de très grande qualité, Zavis Kalandra fut un militant révolutionnaire. Né en 1902, il adhéra en 1923, alors qu'il était encore étudiant, au parti communiste tchécoslovaque. Au terme de brillantes études universitaires d'histoire et de philosophie, il consacra son temps et ses forces à la presse communiste, dont il fut l'un des plus brillants journalistes, d'abord à l'édition tchécoslovaque du Bulletin de l'Internationale communiste *Inprecorr*, puis dans l'organe central du Parti, *Rude Pravo*, où il entra en 1928.

Marxiste d'une immense culture, pénétré de la tradition, du souffle du bolchevisme, Kalandra, comme nombre de militants de sa génération, fut frappé par les terribles défaites qui s'abattirent à partir de 1933 sur le prolétariat européen, la victoire en Allemagne des bandes nazies, l'écrasement des ouvriers de Vienne. Le 1^{er} mars 1934, dans un article consacré aux événements qui venaient de se dérouler dans la capitale autrichienne, il soulignait que la responsabilité de l'écrasement du mouvement ouvrier autrichien incombe à la social-démocratie, qui avait diffusé dans la classe ouvrière autrichienne la pernicieuse illusion que « *la bourgeoisie allait permettre que son gouvernement de classe soit écarté par la voie des réformes* » (1). Mais, sous l'influence de la dégénérescence stalinienne, l'Internationale communiste, elle aussi, allait, à travers sa politique de Fronts populaires, se faire la propagandiste active de cette même illusion. Or le Parti communiste tchécoslovaque est l'un des rares P.C. du monde où se sont manifestées des attitudes critiques. Au XII^e plenum de l'Internationale communiste, la délégation du Parti — Gottwald, Sverma, Guttman — s'est permis de formuler quelques critiques concernant l'attitude, face à Hitler, du parti communiste allemand, son sectarisme furieux, dicté, on le sait, par Staline et

par l'appareil de l'I.C. Josef Guttman, membre du bureau politique et rédacteur en chef de *Rude Pravo* développe ces mêmes critiques, dans les colonnes de l'organe du Parti, le 30 janvier 1933. L'appareil de l'Internationale, aux ordres de Staline, ne peut laisser passer cette tentative de remettre en cause son infaillibilité et, en août 1933, à l'occasion de la discussion à Moscou de la « *situation dans le P.C.T.* », les dirigeants de l'I.C. accusent les dirigeants de ce dernier d'avoir sur des questions capitales un point de vue « *opportuniste de droite* », et d'être en désaccord avec la politique de l'I.C. telle qu'elle a été définie et appliquée en Allemagne à l'égard d'Hitler. Gottwald et Sverma s'inclinent et font l'autocritique qui est exigée d'eux. Mais Josef Guttman, le 21 décembre 1933, signe un mémorandum consacré aux « *erreurs* » qui lui sont reprochées : tout en admettant l'énorme responsabilité de la social-démocratie allemande dans l'épouvantable défaite subie par le prolétariat allemand face à Hitler, il maintient la nécessité d'une autocritique communiste, le sectarisme de la politique du P.C. allemand n'ayant pas permis que se réalise en Allemagne la politique de Front unique qui était seule capable d'empêcher la victoire hitlérienne (2). Le 31 décembre 1933, il est exclu du Parti : le refus de l'Internationale de faire la critique de sa propre politique passée, les brevets d'autosatisfaction que se décernent les bureaucrates aux ordres de Staline posent à des militants conscients comme Kalandra la question de savoir si l'Internationale et ses partis sont toujours les instruments de la révolution mondiale. La défaite allemande, le refus obstiné de tout bilan des responsabilités dans cette défaite ont conduit depuis quelques mois Trotsky et l'Opposition de gauche internationale à appeler à la création de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale, la Quatrième.

Le premier procès de Moscou, en août 1936, donne la réponse aux questions que se posait Kalandra : l'exécution de Zinoviev, Kamenev, Smirnov et autres vieux bolcheviks, le déchaînement des violences policières, des calomnies, la campagne de meurtre contre la génération de Lénine et d'Octobre et la jeune génération révolutionnaire, la campagne de haine déchaînée contre Trotsky achèvent de le convaincre. Kalandra — avec Josef Guttman — publie une brochure sur le procès dans laquelle il dénonce le caractère contre-révolutionnaire de la politique stalinienne et le danger encouru de ce fait par l'Union soviétique et les conquêtes d'Octobre. Comme Trotsky, Kalandra tire la douloureuse conclusion nécessaire de la défaite allemande et de ses lendemains dans l'Internationale, la nécessité de bâtir l'outil révolutionnaire indispensable à la victoire de la révolution

prolétarienne mondiale, une nouvelle Internationale. Il écrit :

« La seule signification véritable du monstrueux procès de Moscou et de son sanglant verdict est la tentative de Staline de terroriser les révolutionnaires léninistes, d'intimider, dans le monde entier, tous les communistes honnêtes qui ne peuvent être d'accord avec le cours anti-léniniste suivi par l'Internationale communiste aujourd'hui... Cette terreur se brisera contre le courage des héritiers de Lénine qui ne se laisseront décourager par rien ni personne. La nouvelle Internationale se trouve devant eux, comme la tâche de notre époque ». (3)

Trotsky l'a montré : la dégénérescence du parti bolchevique, la bureaucratisation de l'Etat soviétique s'expliquent par la défaite de la révolution mondiale au cours des années vingt et l'isolement de la révolution dans un pays arriéré, la Russie. Mais, en 1936, la politique terroriste de Staline, son acharnement à détruire en Union soviétique toute opposition communiste, même virtuelle, s'expliquent par le développement de la lutte des classes dans le monde, la montée révolutionnaire en France — où se déroule la grande grève de juin —, la révolution espagnole, née de la riposte ouvrière au soulèvement contre-révolutionnaire des militaires franquistes, et qui est en train de construire ses organes de pouvoir — comme le furent les soviets — et ses milices armées d'ouvriers et de paysans. Zavis Kalandra comprend que la bureaucratie redoute la révolution dans les pays capitalistes parce qu'elle constitue la menace la plus fatale pour son propre pouvoir en Union soviétique, un exemple et un encouragement pour les travailleurs soviétiques. Il écrit :

« Les bureaucrates du Parti n'ont pas eu à redouter l'opposition prolétarienne à l'époque où le prolétariat occidental était passif. Mais l'Espagne est à la veille de la révolution prolétarienne, la France sur le seuil. Les bonzes du parti communiste de l'U.R.S.S. ont peur de la réalisation de la loi des vases communicants. Pour les directeurs rouges qui ont des salaires astronomiques, pour les maréchaux qui ont plusieurs villas et des autos, il s'agit de contraindre les travailleurs à affirmer leur contentement d'une situation dans laquelle ils gagnent 150 roubles par mois... Et si ces communistes, ces ouvriers, voulaient exprimer leur mécontentement, qui ne cesse de grandir ? Alors, ils seraient des trotskystes, des complices, des assassins ! » (4)

Kalandra comprend que la criminelle politique de défense des intérêts de caste de la bureaucratie privilégiée affaiblit l'Union soviétique, directement menacée désormais par la contre-offensive de l'impérialisme mondial dont l'Allemagne hitlérienne constitue le fer de lance : il faut que le prolétariat mondial lutte pour la défense des conquêtes d'Oc-

tobre, malgré et contre la bureaucratie qui fait le jeu de l'impérialisme :

« Nous sommes pour la défense de l'U.R.S.S., nous sommes, sans réserves, prêts pour elle à tous les sacrifices, mais, pour cette raison, nous sommes également obligés de proclamer l'existence du danger qui menace la défense de l'U.R.S.S. Le gouvernement soviétique demande aux apparatchiks des partis communistes officiels de contraindre le prolétariat à croire l'incroyable... La seule conséquence possible, c'est l'ébranlement de la confiance en l'U.R.S.S. des masses travailleuses, confiance qui est la condition de l'efficacité de sa défense » (5).

Exclu du parti communiste tchécoslovaque, Kalandra poursuit le combat et fonde, avec Guttman, le bi-mensuel *Proletar*. Il explique aux travailleurs tchécoslovaques la signification de la politique menée en Espagne par la bureaucratie soviétique et l'Internationale sous le drapeau de l'« antifascisme », politique qui est inspirée par la recherche d'une alliance entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes occidentaux, entre le prolétariat et la bourgeoisie « démocrate », dans la perspective d'une « démocratie » qui s'accommoderait du maintien du système économique de la bourgeoisie. Il écrit :

« La lutte contre le fascisme est inconcevable autrement qu'à travers la lutte des classes résolue contre le capitalisme, dont la désagrégation finale donne naissance au fascisme, la forme la plus sanglante du règne de la bourgeoisie...

« Tout le pouvoir aux soviets !

« Contrôle ouvrier de la production, la terre aux paysans, confiscation au profit du peuple des biens de l'Eglise, amnistie générale pour les antifascistes, arrestation des dirigeants fascistes et de leurs larbins, jugement par les tribunaux populaires, droit des peuples d'Espagne à disposer d'eux-mêmes, émancipation des peuples des colonies espagnoles...

« Rupture du bloc funeste avec la bourgeoisie ! » (6)

En Tchécoslovaquie, la région industrielle des Sudètes, peuplée en majorité de ressortissants allemands, sert de tête de pont à la pénétration hitlérienne. La bourgeoisie tchèque, jusqu'à l'avènement de Hitler, a soumis la population ouvrière des Sudètes à la double oppression sociale et nationale de son patronat et de son Etat ; depuis l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne, elle a livré cyniquement la région aux bandes armées des hitlériens sudètes, contribué à briser les tentatives de résistance de la classe ouvrière, multiplié, sous prétexte d'« apaisement », les concessions au mouvement nazi. Mais cela n'empêche pas le régime bourgeois du président Bénéš de prêcher pour réaliser autour de lui l'union sacrée au nom de la défense patriotique et de bénéficier ainsi de la bonne volonté du P.C.T. lancé sur la ligne « antifasciste »... Quelques mois plus tard, les hommes de la bourgeoisie tchèque

capituleront sans combat et se réfugieront plus tard à Londres, avant de revenir en « vainqueurs » à la fin de la deuxième guerre mondiale. Kalandra est de ces communistes internationalistes que ne peut duper une politique aussi cynique. Il appelle les communistes, et avec eux le prolétariat tchécoslovaque, à demeurer fidèles à l'internationalisme prolétarien inséparable du combat pour la révolution :

« Nous devons, à travers la lutte contre notre propre bourgeoisie, aider le prolétariat allemand à abattre le fascisme avant la guerre. Nous devons refuser la politique menchevique de défense nationale, et demeurer sur la ligne bolchevique de la révolution mondiale » (7)

Mais la guerre approche, rendue inévitable par la politique stalinienne de trahison de la révolution prolétarienne en Occident. L'avant-garde révolutionnaire qui lutte pour la Quatrième Internationale est de plus en plus isolée sous le poids des coups de la contre-révolution bourgeoise et bureaucratique, comme de sa propre inexpérience. Sans avoir peut-être saisi l'ampleur de la réaction qui étroit le prolétariat mondial et étouffe son avant-garde, Kalandra, qui prend conscience de ce recul, attribue à cette dernière la responsabilité, écrivant notamment :

« Le mouvement pour la IV^e Internationale, sous la direction du camarade Trotsky, n'est pas encore une nouvelle Internationale. Mais il a le grand mérite d'en poser les fondations... Il est pourtant menacé du danger de l'isolement... s'il ne se débarrasse pas de certaines méthodes sectaires dont la source réside dans une tendance à prendre ses désirs pour des réalités, et à sous-estimer l'absence de conscience dans les masses ouvrières... la vaine satisfaction de détenir la vérité théorique sans posséder l'art de lui gagner les masses, et l'esprit aristocratique des cercles d'« élus »... Tout le mouvement trotskyste international se laisse pousser vers une psychologie d'émigrés, émigrants de la classe ouvrière. Ils pensent qu'il suffit d'avoir maintenu intact le drapeau de Lénine, même s'il n'y a personne derrière... » (8)

Il est vrai que, soumis à de redoutables pressions des forces adverses, le mouvement révolutionnaire mondial n'échappe pas toujours au sectarisme et au messianisme d'organisation qui le caractérisent généralement plus ou moins dans les périodes de recul ou les masses, abattues ou désorientées par les défaites et les trahisons, refluent et renoncent provisoirement à la lutte. Dans de telles périodes, la clarification totale, l'élucidation des problèmes politiques posés à l'avant-garde est l'une des conditions de sa survie et de son développement. Il semble, d'après les textes publiés en 1968 en Tchécoslovaquie, que Kalandra n'ait pas partagé l'analyse de Trotsky quant aux perspectives de l'Union soviétique puisqu'il écrivait :

« Les trotskystes estiment que la bureaucratie

ne peut devenir une classe si le régime de Staline ne parvient pas à écraser le prolétariat, et que l'évolution de l'U.R.S.S. se fait dans le sens d'une restauration du capitalisme par la voie d'un coup d'Etat contre-révolutionnaire : nous pensons, nous, que cette évolution se fait dans le sens de la création d'une société nouvelle, bien différente du capitalisme » (9)

Il semble bien que, sur ce point capital, Kalandra n'ait pas saisi l'analyse de Trotsky sur l'Union soviétique et la perspective ouverte par lui — et dont la réalisation est commencée aujourd'hui notamment en Tchécoslovaquie — celle de la révolution politique chassant la bureaucratie usurpatrice.

Conscient de la conjoncture mondiale, il ne perd pas sa confiance marxiste dans le prolétariat comme classe révolutionnaire et dans sa nécessaire avant-garde politique, puisqu'il écrit :

« La nouvelle avant-garde du mouvement ouvrier va se créer sur l'effondrement et les ruines du social-patriotisme ancien et nouveau — stalinien —, par le rassemblement des masses autour du nouveau noyau révolutionnaire qui se créera sur ces ruines » (10)

La discussion internationale qui aurait permis peut-être de clarifier ces questions pour les révolutionnaires tchécoslovaques n'aura pas lieu. Lorsque, en août 1940, Trotsky est assassiné par un tueur aux ordres de Staline (qui, plus tard, trouvera refuge dans la Tchécoslovaquie stalinienne), Zavis Kalandra est, lui, depuis de longs mois, dans un camp de concentration nazi.

Il y restera avec des millions d'autres jusqu'en 1945, gagnant en déportation l'estime et l'admiration de ses camarades et en particulier des communistes authentiques qui savent reconnaître en lui l'un des leurs, l'un des meilleurs. Dès sa libération, dans des conditions extraordinairement difficiles — contre les forces coalisées de la bourgeoisie, de l'appareil communiste et des forces d'occupation — il continue sa tâche de révolutionnaire. Écarté du P.C., malgré les solides amitiés qu'il y compte, désireux de conserver toute sa liberté d'action et de ne rien renier de son passé révolutionnaire, il s'attache à construire une aile révolutionnaire au sein du parti social-démocrate qui l'admet dans ses rangs, tout en entreprenant de nouveaux travaux scientifiques. L'aide de militants communistes — notamment le poète slovaque Laco Novomesky — lui permet de publier encore, sous des pseudonymes, ceux de Pavel Hofman, de Juraj Pokorny... Mais un tel homme ne pouvait demeurer libre ni même vivant dans la Tchécoslovaquie stalinienne.

Zavis Kalandra est arrêté le 7 novembre 1949 et livré aux sbires de la police secrète stalinienne qui le « préparent » pour un grand procès public où il comparaitra — l'intention politique est claire —, lui, le militant fidèle à la classe et intraitable adversaire de la bourgeoisie, aux côtés de prétendus complices qui sont d'authentiques représentants du parti

bourgeois de Bénès... C'est un grand révolutionnaire brisé par la torture, un homme mort, qui comparait devant le tribunal présidé par le sinistre Urvalek — toujours vivant, toujours fonctionnaire — et qui « avoue » tout ce qu'on lui « demande » d'avouer. Il est pendu le 27 juin 1950 à Prague.

Sans doute les bureaucrates staliniens ont-ils cru avoir éliminé, avec ce bolchevik de la vieille garde, le souvenir de la révolution d'Octobre et du parti mondial de la révolution socialiste fondé par Lénine. Sans doute ont-ils cru avoir écarté du même coup le spectre de la révolution politique qui les balaiera au nom d'Octobre et de la révolution mondiale. Mais l'année 1968, le « printemps de Prague » ont démontré qu'il n'en était rien. La mémoire de Zavis Kalandra, ses écrits de théoricien, de savant, de journaliste marxiste ont constitué, pour la jeune génération communiste et révolutionnaire en Tchécoslovaquie, à la fois un exemple et un lien vivant avec l'internationalisme prolétarien qui animait les hommes de sa génération, et avec quoi il leur fallait renouer.

On songe ici à la remarque du vieux bolchevik Préobrajensky — abattu en prison en 1937 — : « Qu'importe le semeur pourvu que la moisson mûrisse ! ». Et l'on comprend aussi le sens de l'épigramme de la plume de Kalandra par lequel s'ouvrait, le 26 juin 1968, l'émission qui lui était consacrée par la radio de Prague :

*« A la révolution, peu importe
qui traverse sa voie et comment. »*

*Mille fois plus indifférent encore
si celui-là rencontre la mort en chemin.
Pour celui-là, c'est le destin
mais quelle importance vraiment ? »*

Ce n'est là qu'une des leçons que la jeune génération militante du monde doit à Zavis Kalandra, militant révolutionnaire tchécoslovaque pendu par Staline.

Pierre BROUÉ.

NOTES

- (1) « Videnské svedectvi », *Doba*, 1^{er} mars 1934.
- (2) Tous les renseignements donnés dans ce paragraphe sont tirés de l'étude de Zdenek Hradilak, « Josef Guttman - konflikt rozumu a svedomi », *Revue dejin socialismu* n° 4, 1968, pp. 483-518.
- (3) Josef Guttman et Zavis Kalandra, *Odhalené tajemství moskevského procesu*, 27 août 1936.
- (4) *Ibidem*.
- (5) *Ibidem*.
- (6) Z. Kalandra, *O spanelskou revoluci*, 1936.
- (7) Z. Kalandra, *Nemecko nejslabším článkem reťezu*, 1937.
- (8) Cité sans référence par l'émission de Radio-Prague du 26 juin 1968.
- (9) *Ibidem*.
- (10) *Ibidem*.
- (11) *Ibidem*.

SOURCES :

- Zavis Kalandra, émission de Radio-Prague, 26 juin 1968, 19 h 45 - 20 h 45.
« Zavis Kalandra », par Vratislav Effenberger, *Orientace* n° 4, 1968, pp. 69-70.
« Documenty : duch a forma souziti narodu CSSR » (article de Kalandra, sous le pseudonyme de Pavel Hofman, sur la question nationale en 1947, présenté par Zdenek Eis), *Reporter* n° 12, 27 mars 1969, pp. 7-8.

LA RESTAURATION A PRAGUE

Dans un manifeste du Front culturel, qui circule clandestinement à Prague, on peut lire : « C'est sans aucune vergogne que reparaissent des hommes qui, dans le passé, ont fait preuve d'esprit de compromis plus que de fidélité, d'insuffisances plus que de capacités, et qui n'ont pas servi la vérité, mais le pouvoir. A nouveau, l'Etat est aux mains de ceux qui, pendant des années ont été incapables de résoudre les problèmes politiques et économiques du pays (...) Nous ne voyons aucune garantie pour la dignité et la sécurité de vie des générations futures. Nous avons peur pour la liberté, le sort et le sens du socialisme ». Les intellectuels pragois du Front culturel expriment ainsi, à leur manière, le découragement qui étreint tant de militants tchécoslovaques devant ce qui paraît une pure et simple restauration de l'ancien régime stalinien novotnyste — une restauration qui n'en est qu'à ses débuts.

LA FIN DES ILLUSIONS

Au milieu du mois de mars, correspondants de presse occidentaux et « libéraux » tchécoslovaques

rivalisaient d'optimisme quant aux perspectives de la « normalisation » en Tchécoslovaquie. Depuis le 21 août, l'énorme machine mise en marche par les dirigeants russes contre la menace de révolution politique s'était révélée impuissante à détruire la résistance qui lui était opposée par la masse des travailleurs et de la jeunesse tchécoslovaques. *Politika* venait de reparaître avec la même équipe rédactionnelle. *Reporter* continuait sa fronde. *Prace*, tant dans ses informations que dans ses tribunes de discussion, continuait à traduire les exigences de la classe ouvrière, sa volonté d'indépendance des syndicats à l'égard de l'appareil du Parti, son attachement à la démocratie ouvrière et aux conseils ouvriers. L'Union des étudiants continuait à être ce foyer d'opposition politique qu'elle était depuis sa fondation ; les liaisons entre ouvriers, d'une part, intellectuels et étudiants, de l'autre, semblaient une garantie de la solidité du front de résistance opposé aux entreprises de « normalisation ». Josef Smrkovsky était toujours membre du présidium du Parti ; Bohumil Simon et son équipe demeuraient en place

à la tête du comité de la ville de Prague, après quelques concessions de pure forme, autocritique « tactique » disait-on. On se flattait même de la conversion des Russes à une politique beaucoup plus souple, une renonciation de leur part à l'épreuve de force devant « la résistance de tout un peuple ». Et l'on commençait à penser qu'après les échecs de leurs tentatives pour intimider la résistance populaire, ils avaient définitivement renoncé, au lendemain de l'enterrement de Jan Pallach, à imposer le retour en force de la vieille équipe stalinienne des Vilem Novy et autres. Bien sûr, quelques esprits chagrins pouvaient faire remarquer qu'en réalité, les Russes avaient progressé dans leur entreprise, que l'arrêt des émissions de Radio-Vltava ne constituait pas pour eux un recul, dans la mesure où la radio et la télévision tchécoslovaques étaient, depuis la fin janvier, d'une sagesse exemplaire, que les Bilak, Indra et autres apparatchiks avaient conservé les postes-clés et continuaient à dominer le secrétariat du Parti, que Lubomir Strougal, le « flic » de l'époque novotnyste, avait proclamé, à la veille de l'enterrement de Jan Pallach, un programme de « redressement » du Parti et de restauration de l'absolutisme bureaucratique qui ne laissait aucun doute quant aux objectifs de ses patrons du K.G.B.

D'autres esprits chagrins, influencés par l'idéologie « sectaire » des trotskystes, faisaient également remarquer que la censure était devenue un fait acquis et accepté, que le secrétaire du P.C. slovaque, Gustav Husak, avait, lui, déjà complètement remis au pas toutes les organisations récalcitrantes en Slovaquie, révoqué Miroslav Kusy, qui avait été au premier rang de la lutte contre les staliniens, pratiquement interdit la parution de l'hebdomadaire des écrivains slovaques *Literarni Zivot*, si efficace dans le passé dans sa lutte contre Novotny, et construit autour de la Slovaquie un véritable cordon sanitaire. Ils insistaient surtout sur le fait qu'aucune perspective n'était en définitive proposée par les adversaires de la normalisation, à qui la proclamation — parfois extraordinairement courageuse, il faut le dire — servait de politique, mais qui, faute de s'être donné une organisation — si minime soit-elle — et un programme d'action, en étaient réduits à attendre leur salut de la force des choses, de la victoire de la raison dans l'esprit des dirigeants russes, et du désir de Dubcek et de son équipe de réduire les frais inévitables.

C'est dans ce contexte qu'ont éclaté, dans la nuit du 28 au 29 mars, les manifestations spontanées de joie à la suite de la victoire des hockeys tchécoslovaques sur leurs adversaires soviétiques. C'est dans ce contexte qu'à la suite d'initiatives dont l'origine est obscure (certains n'hésitent pas à dire que la provocation policière y joua un rôle décisif), des groupes de manifestants s'en sont pris notamment aux bureaux de la compagnie russe Aeroflot, les mettant à sac, détruisant papiers — certains avaient été mis à l'abri quelques jours auparavant — vitres et

matériel de bureau. Des centaines de milliers de Tchécoslovaques, cette nuit-là, oubliant la prudence qui avait, jusque là, inspiré toutes leurs initiatives et leurs actions de résistance, retrouvaient, sans penser au lendemain, la joie du coude à coude dans la foule, le plaisir de crier leur haine de l'occupant.

La nuit du 28 au 29 mars marquait la fin des illusions.

NOUVELLE PRESSION DES RUSSES

La réaction russe ne s'est pas fait attendre. Dès le 31 mars, la *Pravda* s'en prenait, sur un ton d'une extraordinaire violence, aux « manifestations antisoviétiques » du 28 mars, et en rendait responsables... la presse et Smrkovsky. Le présidium du Parti s'empressait de désavouer les « actes de vandalisme », d'annoncer des mesures énergiques de répression des « éléments anti-socialistes », de blâmer Smrkovsky et... de suspendre une fois de plus *Politika*, l'organe de l'opposition communiste. Le 1^{er} avril, le maréchal Gretchko était à Prague en même temps que le ministre russe des affaires étrangères, Semionov, et les entretiens se succédaient au sujet desquels circulaient les rumeurs les plus alarmantes. Une mention d'apparence anonyme dans la presse révélait la présence, parmi les personnalités consultées, d'un certain Milan Bencik, « chef de la section pour la politique de défense et de sécurité auprès du comité central », en d'autres termes responsable de la tristement célèbre « 8^e section », ressuscitée après avoir été illustrée de la manière que l'on sait par Miroslav Mamula sous le règne de Novotny.

Le 8 avril, Josef Vohnout, le chef de l'office de l'information et de la presse, remettait sa démission. A sa place était nommé Josef Havlin, vieil apparatchik, ancien responsable de la section du C.C. pour l'éducation et les écoles, ancien vice-ministre de l'éducation, responsable de la répression contre les étudiants en novembre-décembre 1967, l'un des organisateurs de la contre-offensive du secrétariat du Parti au lendemain de la parution du manifeste des *Deux mille mots*. Les menaces contre la presse se concrétisaient : des usines parvenaient des pétitions contre la censure, et, dans l'organe du Parti lui-même, Jiri Svoboda écrivait le 12 avril, tout en condamnant les « actes de vandalisme » et les « manifestations antisoviétiques », qu'il était erroné d'en rendre la presse responsable : « Tout découle du 21 août, ce qui s'est passé ce jour-là ne peut être ni oublié, ni réparé ».

Le 13, le maréchal Gretchko quittait Prague, où tout le monde attendait de savoir quel serait le « prix élevé », annoncé par Dubcek lui-même, dont il faudrait « payer les incidents de mars ». Le mécanisme était d'ores et déjà monté, puisque la veille, devant un congrès des coopératives agricoles de Slovaquie, Gustav Husak avait prononcé le réquisitoire

demandé contre la « *direction du Parti et de l'Etat* », qui « *doit gouverner et non danser* », contre les « *éléments irresponsables et anti-parti* » de la presse, de la radio et de la télévision, critiquant l'inefficacité des organes policiers et rappelant l'existence, bien avant le 21 août, d'une « *hystérie antisoviétique* » dans le pays...

L'ALIGNEMENT

Tout allait dès lors se dérouler très vite au sommet du Parti et de l'Etat. Le 13 en effet, la rédaction de *Rude Pravo* faisait une autocritique complète, la radio annonçait l'arrivée de nouvelles troupes soviétiques d'occupation destinées à porter les effectifs au niveau du chiffre prévu par les traités, puis démentait deux heures après, la décision étant rapportée « *en fonction du changement des réalités* ». Il était désormais absolument clair pour tous que les Russes avaient menacé d'une nouvelle intervention militaire et que les dirigeants tchécoslovaques avaient cédé : la candidature de Gustav Husak, réputé « *homme à poigne* », à la succession d'Alexandre Dubcek, faible et discrédité, allait permettre aux occupants de s'offrir le luxe d'une restauration par personnes interposées.

C'est le même jour en effet que deux collaborateurs du comité central, les très conservateurs Pavel Auersperg, ancien responsable de la « *section idéologique* » du secrétariat du C.C. au temps de Novotny, et Jan Fojtik, tous deux écartés lors du printemps de Prague des fonctions les plus voyantes, proposent à Dubcek un projet de discours comprenant notamment la reconnaissance que l'intervention russe était justifiée par le danger de contre-révolution que la presse écrite et parlée portait et la responsabilité du développement des opinions anti-socialistes, la proposition de réduire les effectifs du Parti, par une profonde épuration, d'un million six cent mille à quatre cent mille membres, et l'annonce de mesures draconiennes pour interdire toute action coordonnée entre organisations de masse représentant des milieux sociaux différents, ouvriers, étudiants intellectuels, etc. On dit à Prague que Dubcek a refusé.

Le lundi 15, les étudiants organisent dans les facultés et grandes écoles une journée de discussion pour la « *défense de la "politique d'après-janvier"* ». Le présidium des syndicats, après une dure discussion, condamne les « *actes de vandalisme* », mais proteste contre des mesures qui aboutiraient à restreindre la liberté d'information et à frapper ainsi la société tout entière. Josef Spacek écrit dans *Prace* un article dans lequel il salue comme « *positifs* » les changements intervenus au cours de l'année précédente dans les organisations syndicales, affirmant notamment : « *La classe ouvrière a regagné une influence directe sur la société et est devenue l'un des garants du développement du socialisme en*

Tchécoslovaquie ». Timide appel du pied aux organisations syndicales, qui, à la base, protestent contre les mesures en préparation, et dont les résolutions affluent auprès des organismes dirigeants. Le 16, les *Izvestia* arrivent en renfort avec un article de Kadar sur les « *manifestations antisoviétiques* », qui, selon lui, ont « *dégoûté* » les travailleurs hongrois. Le bureau du Parti pour les pays tchèques — Strougal — s'en prend aux organismes locaux ou régionaux du parti qui se contentent de « *prendre acte* » de la proclamation du 2 avril du présidium et ne s'engagent pas dans la lutte pour la traduire dans la réalité. *Rude Pravo* donne un résumé analytique du texte des 1432 résolutions approuvant le durcissement envisagé que le comité central aurait reçues : 300 d'entre elles réclament des sanctions contre Smrkovsky. Une rapide analyse fait apparaître que 96,6 % d'entre elles, émanent d'organismes du Parti dans la sécurité d'Etat, l'Armée ou la Justice. Plus grave : le même jour, Smrkovsky publie dans *Rude Pravo* un article autocritique ; il admet s'être trompé au mois de février en considérant que « *l'aile qu'on qualifie de droite* » — les opposants de gauche, (l'emploi du vocabulaire stalinien est significatif, malgré la précaution du langage) — était moins dangereuse que les sectaires et les dogmatiques, adversaires de la politique d'après-janvier. C'est une capitulation, qui ne le sauvera pas.

Le 16 au soir, un communiqué du présidium, dont Dubcek est toujours membre, lave de toute accusation de collaboration et de trahison les hommes qui ont trempé, en août 1968, dans l'invasion des troupes russes et les tentatives de mettre sur pied un « *gouvernement ouvrier et paysan* » fantôme : Bilak, Barbirek, Kolder, Piller, Rigo, Svestka, Lenart, Kapek, Indra, Jakes sont proclamés « *camarades honnêtes et dévoués au Parti* », dont l'honneur sera défendu par la loi contre les « *calomnies mensongères* ».

Le 17, au comité central, tout se déroule très rapidement, selon le scénario préparé la veille : Gustav Husak devient premier secrétaire, le présidium est réorganisé, avec, notamment, l'élimination de Simon, Spacek et Smrkovsky, l'entrée du président des syndicats, Polacek, et le maintien de Bilak, Piller, Strougal. Plusieurs oppositions se sont manifestées à l'occasion de tel ou tel vote : la Slovaque Marie Mikova, le philosophe Karel Kosik, Vladimir Kabrna, député de l'arrondissement ouvrier de Vysocany, Frantisek Vodslon, Vaclav, Slavik, tous anciens membres du C.C. élu par le XIV^e congrès clandestin le 22 août.

PREMIER BILAN

Un mois après l'accession de Husak au poste de premier secrétaire, il est intéressant de voir qu'il a déjà été répondu à la question posée par la correspondante du *Monde*, Amber Bousoglou, le 19 avril : « *L'avenir dira si l'habileté de M. Husak*

pourra encore sauver quelque chose de LA POLITIQUE D'APRÈS-JANVIER.

La presse parlée a été mise complètement au pas, avec la nomination de nouveaux responsables des informations. Les présentateurs connus pour leurs prises de position antérieures ne paraissent plus, soit qu'ils aient été versés dans d'autres services, soit qu'ils aient, plus simplement, changé de métier. La presse écrite a été intégralement reprise en main. Le rédacteur en chef du mois d'août de *Rude Pravo*, Jiri Sekera, a été révoqué, quelques jours après Emil Sip et Sulc, dont les Russes avaient déjà réclamé la tête à Cernia, mais que la résistance d'août avait ramenés ; il est remplacé par Moc, qu'elle avait chassé ! Le contenu et la forme de l'organe central du P.C.T. sont tels que les occupants ont pu, en toute tranquillité, supprimer la feuille spéciale qu'ils publiaient depuis août, *Zpravy*, qui faisait désormais double emploi. C'est dans les colonnes de *Rude Pravo* que figurent maintenant les consignes de l'appareil, c'est-à-dire celles des dirigeants de la bureaucratie russe, les attaques, incitation et préface à répression et persécution, contre les intellectuels progressistes, contre Jan Prochazka, Pavel Kohout ou encore Frantisek Samalik, qualifié d'« idéologue de la droite ». L'organe de l'Union des écrivains, *Listy*, dont le rôle avait été capital au cours du printemps de Prague, a été purement et simplement interdit, de même que *Reporter*, hebdomadaire de l'Union des journalistes. Avec l'interdiction de *Politika*, les hommes de l'appareil sont donc certains d'avoir réduit au silence les écrivains, intellectuels et journalistes les plus écoutés des ouvriers et de la jeunesse tchécoslovaques, les Ludvik Vaculik, Ivan Klima, Jiri Hochman, Karel Bartosek, Frantisek Samalik, dont la contribution a été importante et dont l'audience n'avait jamais diminué. Plusieurs autres hebdomadaires ou mensuels de journalistes, d'intellectuels, d'étudiants ont également été interdits de fait, au moyen de mesures de suspension de plusieurs mois. L'épuration a été profonde dans la presse quotidienne, où l'on cite plus de dix-sept rédacteurs en chefs révoqués : parmi eux, Miroslav Jellinek, le rédacteur en chef de *Mlada Fronta*, une des cibles des attaques de la presse russe en juillet-août, membre du C.C. élu au XIV^e congrès clandestin, et Ladislav Velensky, l'homme qui avait fait de *Prace*, le quotidien des syndicats, l'un des quotidiens les plus « progressistes » et les plus vivants.

Dans le Parti lui-même, l'épuration a commencé par celle des bastions de l'aile « progressiste » pendant l'année dernière : en Moravie du Nord, où Josef Spacek a été remplacé par le conservateur Kovalcsik, et où les organismes régionaux et de district ont été sévèrement épurés, à Kladno, où les dirigeants ont également été éliminés, à Prague surtout, où l'équipe de Bohumil Simon a démissionné en bloc. Ainsi disparaissent, les unes après les autres, les équipes responsables élues au cours de la

bataille politique de 1968, au scrutin secret, contre les hommes de l'appareil. Au total plus de 12 000 militants ont été exclus, à commencer par nombre d'étudiants qui sont restés à l'étranger — pourtant de façon tout à fait légale — et qui sont accusés de n'avoir pas payé les cotisations — pourtant dérisoires — ou « informé » le Parti. La mise en place des nouveaux organismes dirigeants laisse prévoir une épuration plus systématique en profondeur, à partir de laquelle l'assaut pourra être donné aux cadres syndicaux.

L'obligation d'adhérer au Front national a permis de dissoudre, sans autre forme de procès, un certain nombre d'organisations autonomes qui constituaient des foyers de résistance comme le Parlement étudiant (A.R.S.) ou le syndicat autonome des chauffeurs de locomotive, né au printemps 1968 ou la majorité des organisations étudiantes des facultés et grandes écoles de Prague. Le Front culturel, qui regroupe toutes les unions d'intellectuels, journalistes, artistes, a pu tenir à Prague son assemblée générale le 22 mai, mais aucune information n'a transpiré dans la presse, ni avant, ni après. La police a laissé les étudiants en grève dans leurs facultés, le mardi 23 avril, tenir réunions et assemblées, voter une résolution rappelant les « dix points » de leur grève de novembre 1968, mais elle a systématiquement détruit les affiches apposées à l'extérieur après avoir photographié les colleurs. Plusieurs étudiants sont ainsi poursuivis. Bien entendu, tout Prague bruisse de rumeurs concernant la préparation d'un grand procès qui verrait comparaître un certain nombre de dirigeants rendus responsables du déchaînement des « forces antisocialistes » après janvier 1968 : la démission du procureur général Cerovsky est effectivement un indice, ainsi que les premières mesures prises à la dernière session du Comité central de mai, de la préparation d'un tel procès.

L'exclusion du comité central de ses membres anciens signataires des *Deux mille mots*, Kosik, Pavlistik, Pavlicek, les sanctions prises contre ceux des signataires qui ont exprimé leurs regrets, comme l'ex-recteur Oldrich Stary, le blâme contre Martin Vaculik, coupable d'avoir signé un complément des *Deux mille mots*, l'exclusion du comité central des députés qui, comme Kriegel, ancien président du Front national, Frantisek Vodslon et Gertruda Sekanikova-Cartkova, avaient voté contre la ratification des accords de Moscou, expriment, autant que la réhabilitation récente du colonel Salgovic, chef de la Sécurité d'État et complice de l'invasion du 21 août, la volonté bien arrêtée de l'appareil, placé nominalement sous les ordres de Husak, de s'assurer une complète revanche en faisant condamner *a posteriori* les concessions faites au mouvement de masses au cours du printemps 1968, ainsi que les coups portés pendant cette période à l'absolutisme de l'appareil. L'ère des règlements de compte commence sous l'égide de Husak, et cette constatation ne peut manquer de se colorer d'ironie amère quand

on songe de quelle façon cet homme a été présenté, lors de son accession au pouvoir, par la grande presse et notamment par *Le Monde*. « Réaliste raisonnable », Husak a aujourd'hui choisi de se faire le fourrier de la répression et de restaurer l'autorité absolue de ceux qui l'ont, il y a des années, persécuté de la manière que l'on sait : vouloir faire croire aujourd'hui qu'il pratique une politique de « bascule », c'est tout simplement s'en rendre complice.

La promotion de Lubomir Strougal, dans le secrétariat, au rang de premier adjoint de Husak, revêt la même signification. Homme du K.G.B., six ans ministre de l'intérieur sous Novotny, Strougal a été — on ne l'a pas suffisamment remarqué — le vice-président qui a remplacé Cernik à la tête du gouvernement entre le 21 et le 27 août, et, à ce titre, a toujours assuré la continuité du contrôle du K.G.B. sur les dirigeants du Parti et de l'Etat tchécoslovaque ; c'est lui, qui, après Husak et en termes plus brutaux encore, formulait, dès Janvier, le programme de restauration.

QUELLE RESISTANCE ?

Il est incontestable que la contre-offensive des Russes et des conservateurs a surpris les travailleurs tchécoslovaques, à un moment où ils avaient fini par croire à une durée relative de la période d'équilibre. L'offensive-éclair contre la presse et contre les secteurs du Parti qui résistaient aux plans de répression les a laissés dans un profond désarroi. L'entrée de Polacek dans le présidium, dont il n'était que suppléant jusqu'en avril, marque la volonté de l'appareil de reprendre, par l'intermédiaire du président des syndicats, toute son autorité sur les communistes qui occupent des responsabilités syndicales. Cernik a nettement prévenu les syndicats qu'ils n'obtiendraient pas, comme ils le demandaient, le vote de la loi sur les conseils ouvriers avant le 30 juin. Il a accompagné cette décision de commentaires significatifs, parlant des « illusions » de « ceux qui s'imaginent que les conseils ouvriers pourraient affaiblir l'autorité de la gestion centrale », et affirmant que le Parti ne permettrait pas la création d'un « système comportant l'existence de groupes de pression ».

L'un des premiers résultats de l'offensive des apparatchiks a été de faire plier un certain nombre de membres de l'opposition. Le président de l'A.R.S. de Prague a démissionné pour se désolidariser de la décision de grève des étudiants. L'équipe de Dymacek a été, elle aussi, écartée à la tête de l'Union des étudiants de Bohême et de Moravie, au bénéfice d'une équipe plus « dure » animée par Karel Kovanda. Certains signataires des *Deux mille mots* sont prêts à faire leur autocritique.

C'est pourquoi la courageuse attitude de Frantisek Kriegel prend d'autant plus de valeur. En pleine séance du comité central, et au cours de la discussion qui se menait sur la proposition du présidium de l'ex-

clure du comité central, il a pris la parole, non pour se défendre, mais pour attaquer, justifiant son refus de signer les accords de Moscou, « conclus sous la menace de canons et de mitrailleuses », son vote contre leur ratification, et condamnant une fois de plus l'intervention russe comme « dommageable au mouvement communiste international ». Rappelant aux membres du comité central qu'« aucun d'eux n'a été démis jusqu'à présent de ses fonctions pour s'être rendu directement responsable ou co-responsable de la mort de dizaines d'innocents, de la condamnation à des longues années de torture et d'emprisonnement sous des inculpations forgées de toutes pièces, de dizaines de milliers d'autres », il a, une fois de plus, mis en accusation le stalinisme et ses agents qui gouvernent toujours la Tchécoslovaquie. Il a affirmé en outre : « Les purges entreprises contre les éléments libéraux et réformistes au sein de l'appareil du parti concrétisent un vaste processus de retour en arrière et la légalisation de l'invasion du mois d'Août dernier ». Mieux encore, le texte de ce discours courageux prononcé au C.C. a été diffusé et affiché notamment à l'intérieur d'une faculté de Prague, ce qui ne manquerait pas éventuellement d'être reproché à son auteur, que les hommes de l'appareil se proposent déjà, depuis longtemps, de transformer en accusé principal d'un nouveau procès de sorcellerie.

Vieux militant communiste depuis les années vingt, ancien combattant des Brigades internationales d'Espagne, Frantisek Kriegel connaît les risques qu'il court, et sait aussi que ce n'est pas en baissant la tête, mais en attaquant et en désignant du doigt les véritables ennemis du socialisme tchécoslovaque et international qu'il peut trouver la seule protection susceptible de le sauver de la vengeance des maîtres de l'appareil, celle de la classe ouvrière tchèque et internationale. On peut, certes, regretter que les extraits connus de sa déclaration constituent plus une protestation solennelle qu'un appel à l'organisation et au combat, mais il est impossible d'en négliger la portée, car son geste rompt avec éclat la solidarité qui unit, au sein de l'appareil, Strougal à Dubcek, à Husak et à Smrkovsky. Il est bon que l'un au moins des hommes d'« après-janvier » ait crié bien haut qu'il n'était pas de ceux-là.

Les ouvriers de l'usine C.K.D.-Dukla, dans leur lettre du 22 avril à Alexandre Dubcek, ont affirmé leur conviction que « le splendide printemps tchécoslovaque de 1968 deviendra bientôt un printemps mondial ». C'est à l'intérieur de la classe ouvrière qu'il y a aujourd'hui la meilleure compréhension des événements et de la situation. C'est dans ses rangs que commence à s'organiser la résistance. C'est avec elle que se construira l'organisation révolutionnaire qui a manqué depuis janvier 1968 pour donner tout son sens et toute sa force de pénétration internationale à la révolution politique entamée. Le combat, à Prague, n'a fait que commencer.

Pierre BROUÉ.

EN PROVENANCE D'UNION SOVIÉTIQUE

Depuis 1956, d'abord, sous le choc de la révolution hongroise, puis depuis le début des années 1960, une opposition de gauche au stalinisme, aux contours extrêmement vagues et confus, se constitue en U.R.S.S. C'est pour y répondre que la bureaucratie a engagé, depuis 1966, une série de procès politiques destinés à la briser ou à la diffamer avant qu'elle ne s'organise POLITIQUEMENT ET LEGALEMENT. En fait, à chaque coup, l'opposition antistalinienne se renforce et se durcit. Au moment même où nous écrivons, elle vient de se constituer en GROUPE D'ACTION POUR LA DEFENSE DES DROITS CIVIQUES EN U.R.S.S.

Sans doute, nous le répétons, cette opposition de gauche a des contours très flous et très vagues. On y trouve des pacifistes à tous crins (Galanskov), des chrétiens (Lévitine-Krasnov), des démocrates révolutionnaires (Guinzbourg), etc. ; mais tous sont aussi profondément attachés au socialisme qu'à la lutte pour la démocratie. Et son lien — au moins sentimental — avec les

traditions du bolchevisme, tenu, très tenu parfois (le stalinisme a fait place nette !), est indubitable. Il s'exprime avec une force particulière dans les écrits de Iakir, Medvedev, Grigorenko, Kostérine.

Les journaux clandestins se multiplient en ce moment, et le prochain numéro de La Vérité publiera des extraits de l'un d'eux, Chronique des événements, qu'elle vient seulement de recevoir. Nous comptons ouvrir nos colonnes régulièrement à la voix de l'opposition antistalinienne soviétique, et discuter vigoureusement avec elle. Nous commençons par publier ci-dessous trois documents : deux lettres liées au procès Guinzbourg (janvier 1968), où la bureaucratie tenta de « démontrer » la liaison entre l'organisation émigrée fasciste qu'est le N.T.S. (Solidaristes russes) et l'opposition antistalinienne, et la dernière déclaration de l'ouvrier Dremlouga lors du procès Daniel-Litvinov - Dremlouga - Babitsky - Delaunay, après la manifestation des huit sur la place Rouge (octobre 1968).

ALLONS-NOUS VERS LA RENAISSANCE DU STALINISME ?

Lettre aux représentants de l'art, de la science et de la culture en U.R.S.S.

par Ilia Gabaï, Iouli Kim, Piotr Iakir.

Nous, signataires de cette lettre, nous nous tournons vers vous pour vous signaler notre inquiétude profonde envers le destin et l'honneur de notre pays.

Au cours des dernières années se sont multipliés les symptômes menaçants d'un retour au stalinisme.

Cela apparaît avec une évidence particulière dans la répétition des procès contre des hommes qui ont eu l'audace de défendre leur dignité et leur liberté, qui ont osé penser et protester. C'est là la tare la plus terrible de notre époque.

Bien entendu, la répression n'a pas atteint le niveau qu'elle avait connu jadis. Mais nous avons assez de motifs de craindre qu'il y ait, parmi les dirigeants de l'Etat et du Parti, de nombreux nostalgiques désireux de renverser le cours de notre développement. Et si nous laissons cela se produire en silence, nous n'avons aucune garantie que l'année 1937 ne reviendrait pas...

Nous ne reverrons pas avant longtemps André Siniavsky et Iouri Daniel, condamnés à de longues années de souffrances pour la seule raison qu'ils ont osé écrire ce qu'ils jugeaient vrai.

Des jeunes gens comme Victor Khaoustov et Vladimir Boukovsky sont arrachés à la vie normale pour trois ans. Tout leur « crime » se réduit à l'expression publique de leur désaccord avec les lois draconiennes et les mesures répressives qui, une fois de plus, ravagent notre pays.

L'action du tribunal de barbares qui les a jugés est un modèle d'arbitraire cynique et de falsification.

Le récent procès organisé contre Guinzbourg et ses camarades a dépassé toutes les limites dans la dérision des droits de l'homme. Vichynsky lui-même aurait pu envier l'organisation de ce procès. Lui, au moins, il extorquait des aveux aux accusés et des déclarations aux témoins. Le procureur Terekhov et le juge Mironov n'ont même pas éprouvé le besoin de remplir la vaine formalité qui consiste à présenter des preuves. Iouri Galanskov, physiquement très malade, fut condamné à sept ans de travaux forcés. La seule preuve — particulièrement fragile ! — de sa culpabilité fut la déposition de l'ignoble lâche qui s'appelle Dobrovolsky. Alexandre Guinzbourg fut condamné à cinq ans de travaux forcés AU MÉPRIS DES déclarations de tous les témoins et des faits les plus évidents.

Même Alexis Dobrovolsky, qui a joué le rôle sinistre d'un Kostomarov à ce procès, a vu son existence saccagée. S'il n'a même qu'une ombre de conscience, 30 deniers ne constituent pas, loin de là, une récompense suffisante pour le mépris et le dégoût qui attendent ce diffamateur. Nos services de répression portent la responsabilité la plus lourde dans cette mutilation morale de Dobrovolsky, marqué du signe de la canaille, qui a détruit et calomnié ses camarades par un vil souci d'intérêt personnel.

Vera Lachkova était coupable d'avoir tapé à la machine des textes que le tribunal a jugés criminels. Et dans les conditions qui sont celles de notre pays, comme le montre l'expérience, d'autres condamnés pour des crimes similaires (L. Rendel, A. Marchenko et d'autres), elle paiera très cher cette faute : sa condamnation figurera sur sa carte d'identité, et elle perdra le droit de vivre et d'étudier à Moscou.

L'atmosphère qui entourait le procès a constitué un chaînon supplémentaire dans la chaîne de l'illégalité. Les services officiels ont honteusement menti à la presse communiste occidentale. Le jour où le

procès commença, on annonça que la date n'en était pas encore fixée. Interrogé à ce propos quelques jours avant l'ouverture du procès, le vice-président du tribunal de Moscou, Mironov, répondit que le tribunal de Moscou n'avait pas encore été informé de l'affaire.

Les gens qui tentèrent d'entrer dans la salle d'audience furent soumis à un chantage brutal et à un traitement insupportable : on les photographia, on les espionna sans cesse, on vérifia leurs papiers, on enregistra leurs conversations... et ce n'est là qu'une liste bien incomplète des phénomènes qui ont marqué les jours mémorables du procès Guinzbourg. Le plus effrayant était sans doute le nombre de jeunes gens (garçons et filles) parmi tous ces mouchards : ils espionnaient au lieu de s'occuper de leurs études ; au lieu de tenter de saisir et de comprendre quelque chose, ils dénonçaient et, du point de vue du K.G.B., leurs informations représentaient sans doute l'épitomé de la moralité juvénile, par opposition à l'« immoralité » de Guinzbourg, qui avait osé intervenir en faveur d'hommes condamnés quoique innocents.

Vous connaissez, bien entendu, la lettre de Larissa Daniel et de Pavel Litvinov. Nous prenons toutes nos responsabilités et déclarons : chaque ligne de cette lettre n'est pas simplement la vérité, elle n'est qu'une petite partie de la vérité sur les outrages et les sarcasmes dont les accusés furent victimes. L'organisation du procès et la conduite du juge — dont la responsabilité exige l'impartialité absolue — prièrent en fait les accusés de leur droit de se défendre, et les huées bestiales du « public » créèrent un climat d'indignation insupportable pour eux. Dans la salle d'audience, les gens lisaient le journal ou sommeillaient, ne se réveillant que pour hurler leur exigence d'un verdict plus sévère.

Les autorités ont donc, une fois de plus, organisé un pseudo « procès public » en exploitant les traits de caractère les plus vils de gens spécialement choisis à cet effet, dotés d'une logique de tambour, bardés d'une solide indifférence à l'égard du sort des autres, et trop aveugles pour se soucier d'informations ou d'analyse des faits.

Pendant que, dans la salle d'audience, des bonnes femmes hystériques et des Cent Noirs sommeillaient ou insultaient les accusés, à l'extérieur, dans le corridor, puis plus tard dans le froid, le véritable public tournait en rond : amis et parents des accusés, gens qui ne les connaissaient pas mais voulaient savoir la vérité : écrivains, artistes, étudiants, enseignants.

Pour les gens non informés, nos journaux ont concocté une série de falsifications fondées, soit sur des mensonges purs et simples, soit sur une présentation tendancieuse de faits soigneusement sélectionnés. Ceux qui prétendent jouer le rôle de mentors idéologiques ont oublié quelque chose de très important : « Il est essentiel de ne pas considérer des faits isolés, mais la totalité des faits qui concernent le problème examiné, SANS UNE SEULE EXCEP-

TION, sinon on ne peut manquer de prêter le flanc au soupçon — tout à fait justifié — d'avoir sélectionné ou choisi arbitrairement les faits présentés et d'offrir, au lieu d'un ensemble objectif et complexe (...) un arrangement subjectif qui vise peut-être à justifier une combine douteuse. Et cela, après tout, arrive (...) plus souvent qu'il ne peut y paraître d'abord». Ainsi parlait Lénine.

Le pogrom d'intellectuels n'est que l'aboutissement logique de l'atmosphère qui règne depuis plusieurs années dans notre pays. Les espoirs naïfs d'une purification de notre vie publique, que nous avons nourris après les décisions du vingtième et du vingt-deuxième congrès, ont avorté. La restauration du stalinisme s'effectue lentement, mais sûrement. Ce processus s'appuie essentiellement sur notre propre passivité, sur notre mémoire trop courte et sur cette vérité amère : nous nous sommes habitués à l'absence de liberté.

Voici quelques-uns des signes de la renaissance du stalinisme au cours des dernières années :

1. Le nom de Staline a été cité de façon tout à fait positive par les plus hautes autorités. Les journaux ont signalé les applaudissements qu'a suscités son nom. Ils n'ont pas signalé que ces applaudissements venaient de gens qui aspirent servilement à obéir à un homme fort, de gens qui veulent justifier leur propre conduite dans un passé pas trop lointain, ou de gens gangrenés par les restes de sentiments nationalistes pervertis.

Pendant combien de temps a-t-il donc fallu corrompre la nature humaine pour que des hommes applaudissent l'assassin de centaines de milliers d'êtres, l'organisateur des tortures et des supplices ?

2. On pourrait peut-être expliquer la réapparition du nom de Staline par le désir de traiter l'histoire objectivement. Bien entendu, une attitude objective à l'égard d'un bourreau, cela relève aussi de la pathologie, mais cela peut encore se comprendre.

Mais l'objectivité ne permet pas encore de dire la vérité sur les dirigeants politiques de la première décennie du pouvoir soviétique. Il serait, après tout, possible, sans transgresser les limites de la discussion interne dans le Parti, de dire honnêtement d'un certain nombre d'individus qu'ils n'ont organisé aucune action terroriste, qu'ils ne se sont engagés dans aucune activité d'espionnage, et qu'ils n'ont pas truffé des aliments de verre pilé. Il serait possible, après tout, d'expliquer ce qu'ils ont fait aux postes importants qu'ils ont occupés. Mais l'on nous accable toujours sous les hauts faits de Staline lorsqu'il fut commissaire du peuple aux nationalités et sous la longue liste des activités de sabotage organisées par celui qui était alors commissaire du peuple aux forces armées et président du conseil militaire révolutionnaire, L.-D. Trotsky.

3. En conséquence, le terme « *culte de la personnalité* » a été banni. Et les ouvrages littéraires ou historiques où Staline et les crimes de la période

stalinienne sont critiqués se voient, ou bien refusés, ou encore retirés à l'impression, alors même qu'ils sont déjà composés (les souvenirs de B. Vannikov, le livre de L. Slavine sur le maréchal Egorov, les souvenirs du front de C. Simonov, les souvenirs d'E. Guinzbourg et bien d'autres encore). On en est arrivé au point que le puissant responsable idéologique Fedoseiev nous a recommandé de n'utiliser le terme « *culte de la personnalité* » qu'en référence aux dictateurs d'Amérique Latine et à Mao-Tsé-Toung.

4. Aucun principe démocratique n'a été à ce jour mis en pratique. Les goûts littéraires ou artistiques des écornifleurs ont force de loi pour les écrivains, les artistes, les éditeurs, les lecteurs, les spectateurs. Des films qui nous honorerait pourrissent dans les archives des cinémathèques, de merveilleux tableaux croupissent dans des studios ou des greniers minuscules. On ne trouve place dans la littérature que pour les œuvres minables des Kotchetov et des Smirnov — surtout celles qui glorifient Joseph Staline — alors que seul un petit nombre de privilégiés ont pu lire le *Pavillon des Cancéreux* de Soljenitsyne.

La tentative d'empêcher ce que l'on appelle le *Samizdat* (1), ou littérature non soumise à la censure, est condamnée à l'échec. S'il n'y avait pas eu le *Samizdat* dans la littérature russe, nous aurions perdu le roman de Raditchev, le *Malheur d'avoir trop d'esprit* de Griboïedov, de nombreux poèmes de Pouchkine. Et même de notre temps, l'intérêt que portent un certain nombre de lecteurs aux œuvres non publiées préservera pour des temps meilleurs la vérité sur la pensée et l'esprit créateur de nos contemporains. Les écornifleurs n'y peuvent rien ! Les Jdanov sombrent dans l'oubli et l'œuvre des Akhmatova conquiert les générations les unes après les autres.

Comprenant cela, les organismes de répression recourent à des faux grossiers, comme ce fut le cas dans l'absurde tentative de lier Guinzbourg, le compilateur du livre blanc sur Siniavski et Daniel, avec l'organisation d'émigrés qu'est le N.T.S.

Dans les sciences humaines, les diktats simplistes et pernicieux de l'opportunité politique règnent toujours. Le chercheur qui s'éloigne du chemin de la vérité se condamne à mort, et pourtant nos historiens, nos philosophes, nos économistes d'aujourd'hui sont obligés de le faire chaque jour. Si, par hasard, une parcelle de vérité finit par se voir imprimée, les auteurs sont persécutés. Il y a sur ce point trop d'exemples fameux.

5. Les Tatars de Crimée viennent d'être réhabilités, il y a peu de temps. Mais l'opinion publique soviétique ne sait pas grand chose là-dessus, comme elle ne sait pas que ce peuple, contre lequel un crime monstrueux a été commis, ne peut pas encore

(1) Edition de ses propres œuvres par l'auteur lui-même.

revenir dans sa terre natale. Et les Tatars qui tentent de revenir chez eux sont refoulés ou soumis à diverses mesures de répression.

6. Le plus dégradant est la surveillance constante et multiforme qui est devenue partie intégrante de la vie quotidienne de nombreux citoyens soviétiques.

Nous n'avons cité là que quelques exemples de notre vie publique.

Une fois de plus, nous vous le rappelons : la complicité silencieuse avec les staliniens et les bureaucrates, qui trompent à la fois le peuple et la direction, qui étouffent tout signe, toute plainte, toute protestation, mène logiquement au pire des résultats : les représailles illégales contre des êtres humains.

C'est dans ces conditions que nous faisons appel à vous, vous qui êtes des créateurs et en qui notre nation place une confiance sans limite : élevez la voix contre le danger imminent de voir réapparaître de nouveaux Staline et de nouveaux Iejov. Sur votre conscience repose le sort des futurs Vavilov et des futurs Mandelstamm.

Vous êtes les héritiers des grandes traditions humanistes de l'intelligentsia russe.

Vous avez sous les yeux l'exemple que représente de nos jours la conduite de l'intelligentsia progressiste occidentale.

Nous comprenons que vous êtes placés dans des

conditions qui réclament de votre part un acte de courage chaque fois que vous vous voyez appelés à remplir vos devoirs de citoyens. Mais, après tout, il n'y a pas d'autre choix : ou le courage ou la complicité lâche avec des actions infâmes, ou l'acceptation des risques ou l'alliance avec les Vassiliev et les Kedrina, ou le sacrifice ou l'entrée dans les rangs des jaunes et des tâcherons de la plume qui barbouillent les colonnes des *Izvestia* et de la *Komsomolskaïa Pravda*, qui considèrent moralement justifiable de diffamer publiquement les hommes qu'ils ont contribué à faire condamner.

Nous ne voulons qu'une chose : que notre peuple ait le *droit moral* de protester contre la condamnation de Theodorakis à six mois de prison.

Et pour que cela soit, il faut quelque chose d'autre : il faut obtenir l'élargissement de nos compagnons frappés de longues peines de détention.

Nous vous le rappelons une fois encore : des hommes qui ont eu l'audace de penser languissent dans les camps de travail forcé. Le silence de chacun de vous sera un pas de plus vers le procès d'un autre Daniel ou d'un autre Guinzbourg. Avec votre consentement silencieux, on verra alors s'avancer lentement une nouvelle année 1937.

Ilia Gabai, professeur.

Iouli Kim, professeur.

Piotr Iakir, historien.

LETTRE DE IAKHIMOVITCH

Président du Kolkhoze Iaouno Garda (Jeune Garde),
Lettonie,

AU COMITÉ CENTRAL DU P.C.U.S., AU CAMARADE SOUSLOV.

Je ne peux pas juger du degré de culpabilité des individus qui ont été ou sont soumis d'une manière ou d'une autre à la répression, car je ne dispose pas d'une information suffisante. Mais je sais une chose dont je suis fermement convaincu. Les procès du type de celui qui vient de se dérouler au tribunal de la ville de Moscou du 8 au 12 janvier font grand tort à notre parti et à la cause du communisme.

Nous venons de fêter un glorieux anniversaire, nous nous enorgueillissons des résultats que nous avons obtenus dans les domaines économique et scientifique, et pourtant, l'année même que l'O.N.U. a déclarée année des droits de l'homme, nous fournissons nous-mêmes aux ennemis du communisme les atouts les plus forts contre nous. Quelle absurdité !

Il y a cinquante ans, nous manquions de tout, nous étions affamés, nous étions à moitié réduits à l'état de mendiants, mais nous vainquions parce que nous mettions au premier plan l'émancipation de l'homme de l'injustice, de la violence, de l'arbitraire. Et aujourd'hui, alors que nous possédons des fusées et des bombes atomiques, nous risquons de tout perdre, car nous oublions d'où est jaillie la révolution d'Octobre.

Depuis Raditchev, les procès d'écrivains ont toujours constitué une infamie aux yeux des intellectuels d'avant-garde. A quoi donc pensaient nos dirigeants nationaux en fermant la bouche de Soljenitsyne, en bafouant le poète Voznessensky, en condamnant Siniavsky et Daniel au bagne ?

On ne doit pas miner la confiance des masses à

l'égard du parti, on ne doit pas jouer avec l'honneur de l'Etat, même si je ne sais quel dirigeant veut en finir dans les six mois à venir avec le Samizdat. On ne peut liquider le Samizdat que par un seul et unique moyen : par le développement des droits démocratiques et non par leur étouffement, par le respect de la constitution et non par sa violation, par la mise en pratique de la déclaration des droits de l'homme, puisque Vichynsky l'a signée au nom de notre Etat, et non par sa mise sous le boisseau. L'article 20 précise d'ailleurs : « Chaque individu a le droit d'avoir les opinions de son choix et de les exprimer librement. Ce droit inclut la liberté de défendre ses convictions sans entrave, la liberté de chercher, de recevoir et de diffuser l'information par tous les moyens, indépendamment des frontières de son Etat. »

Vous connaissez parfaitement l'article 125 de notre constitution, inutile de le citer. Je voudrais seulement vous rappeler les mots de Vladimir Ilyitch Lénine, qui soulignait que nous avons besoin d'une information précise et complète, et que la vérité ne doit pas dépendre de celui à qui elle doit être utile...

Je considère que les persécutions engagées contre des jeunes qui ont des convictions différentes de celles de la majorité, dans notre pays où plus de la moitié de la population a en dessous de trente ans, est une attitude extrêmement dangereuse, du pur aventurisme. Ce ne sont pas les lèche-bottes, les béni-oui-oui — et Dieu sait comme ils courent les rues ! — ce ne sont pas les fils à papa qui dessineront notre avenir, mais ces révoltés qui constituent l'élément le plus énergique, le plus viril, le plus dévoué à des principes de cette jeune génération. Il est absurde de les considérer comme des ennemis du pouvoir soviétique, et plus stupide encore de les faire croupir dans des prisons et de les bafouer. Cette ligne politique mène le Parti au suicide. Malheur à nous si nous n'arrivons pas à trouver un langage commun avec cette jeunesse. Elle va fonder, elle va inévitablement fonder un nouveau parti. Penchez-vous sur l'histoire, et vous vous en convaincrez : ni les bagnes, ni les prisons, ni la déportation ne peuvent tuer les idées. Qui ne comprend pas cette vérité n'est ni un homme politique, ni un marxiste.

Vous vous rappelez le fameux testament de Palmiro Togliatti. Je pense à cette phrase : « On a l'impression que le retour aux normes léninistes qui garantissaient, dans le parti comme au-dehors de lui, une plus grande liberté d'expression et de discussion sur les problèmes culturels, artistiques et même politiques s'effectue en un mouvement lent et contradictoire. Il nous est difficile d'expliquer cette lenteur et ces contradictions, surtout lorsque nous prenons en considération les circonstances actuelles : l'encerclement capitaliste n'existe plus, et l'édification économique de l'U.R.S.S. a atteint des résultats grandioses. Nous sommes toujours partis de l'idée que le

socialisme était un système garantissant la plus large liberté aux travailleurs qui participent, d'une façon organisée, à la direction de toute la vie sociale. » (La Pravda, 10 septembre 1964.)

A qui sert donc cette politique de lenteur et de contradictions ? Elle ne sert qu'aux staliniens déclarés ou discrets, qu'aux banqueroutiers de la politique. Rappelez-vous : le léninisme OUI, le stalinisme NON ! Le vingtième congrès du Parti a fait son travail. Le djinn est libéré de sa prison. Personne ne réussira, par aucun moyen, à l'y enfermer à nouveau.

Nous sommes à la veille du cinquantenaire de la création de l'armée soviétique, nous sommes à la veille de la conférence consultative des partis communistes frères. Ne vous compliquez pas le travail, n'alourdissez pas le climat dans le pays !

Le camarade Podgorny pourrait, au contraire, amnistier Siniavsky, Daniel, Boukovsky, obtenir la révision du procès Guinzbourg. Le tribunal de la ville de Moscou a, dans cette dernière affaire, accepté les violations les plus grossières de la législation. Il faut punir comme ils le méritent le procureur Terekhov, le juge Mironov, le président du tribunal Tsirkoulenko, essentiellement pour imbécillité et pour abus de pouvoir. On ne peut garantir la légalité en violant la loi. Nous ne laisserons personne prostituer notre justice soviétique, nos lois et nos droits ! Il faut chasser des juges comme cela sans pitié, car ils font plus de mal au pouvoir soviétique que tous les N.T.S., les B.B.C. et les Radio-Liberté réunis.

Que Novy Mir édite donc encore les œuvres de Soljenitsyne, que Serebriakova publie donc en Union Soviétique son ouvrage La trombe, et Evguenia Guinzbourg son Vertige. De toutes façons on connaît et on lit ces œuvres, il faut bien l'avouer...

Je vis en province, où une maison sur dix seulement possède l'électricité, où les autobus ne peuvent circuler l'hiver, où la poste fonctionne avec des retards de plusieurs semaines. Si les informations sont, cependant, parvenues jusqu'à nous de la façon la plus large, vous pouvez deviner ce que vous avez fait, quelles semences vous avez répandues dans le pays ! Ayez le courage de corriger vos erreurs, pendant que les ouvriers et les paysans n'ont pas encore pris cette affaire en main !

Je ne voudrais pas que l'on fit le silence sur cette lettre, car les problèmes du Parti ne peuvent être des problèmes particuliers, personnels et moins encore de second ordre. Je considère de mon devoir de communiste d'avertir le comité central de mon parti, et d'insister pour que le contenu de cette lettre soit communiqué à tous les membres du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. Je l'ai adressée au camarade Souslov dans ce but précis.

Salutations communistes
I.A. IAKHIMOVITCH.

22 janvier 1968

LA DERNIÈRE DÉCLARATION DE VLADIMIR DREMLIOUGA

au procès des huit manifestants de la place Rouge

Je ne sais si la coutume veut que l'on ouvre sa dernière déclaration sur une épigraphe ; mais si cela se fait, je mettrai en épigraphe à mes paroles ces propos tirés des *Opinions de l'abbé Jérôme Coignard* :

« Pensez-vous donc me flatter par la chimère trompeuse de ce gouvernement d'honnêtes gens, qui élèvent autour de la liberté des remparts si élevés que nul ne peut plus y accéder ? »

Depuis dix-sept ans, j'ai participé à diverses protestations contre la politique du Parti et du gouvernement, lorsque je n'étais pas d'accord avec elle. Je sais que l'on va m'interrompre, c'est pourquoi je dois choisir mes expressions.

LE JUGE. — On ne vous interrompra pas, on vous fera des remarques.

DREMLIOUGA. — Toute ma vie consciente, j'ai voulu être un citoyen, c'est-à-dire un homme exprimant avec tranquillité et fierté ses propres opinions. Pendant dix minutes, sur la place Rouge, j'ai été un citoyen. Je sais que ma voix détonnait sur le fond du silence général que l'on baptise « soutien du peuple unanime à la politique du Parti et du gouvernement ». Je suis heureux qu'il se soit trouvé des gens pour exprimer avec moi leur protestation. S'il ne s'en était pas trouvé, je serais allé manifester tout seul sur la place Rouge. Si cela avait été possible, j'aurais eu recours à d'autres méthodes.

Je suis convaincu qu'en Tchécoslovaquie, après le plénum du comité central de janvier...

LE PROCUREUR. — L'inculpé Dremliouga n'est pas accusé en vertu des événements de Tchécoslovaquie.

LE JUGE. — Le tribunal vous demande de ne pas exposer vos opinions personnelles. Tenez compte de cette remarque.

DREMLIOUGA. — Hier, le procureur a consacré les deux tiers de son discours à ce qu'il avait lu dans les éditoriaux de la *Pravda*. Dans son introduction, il a parlé de Kosice, de Lidice et des événements de Hongrie...

LE JUGE. — Vous ne pouvez pas critiquer le discours du procureur et encore moins son introduction.

DREMLIOUGA. — Je veux justement m'arrêter sur cette partie-là. C'est justement dans son introduction qu'il montre que nous avons mérité un châtement. Le procureur a déclaré que certaines gens ne comprenaient pas que l'occupation de la Tchécoslovaquie était un acte d'aide fraternelle...

Le procureur veut l'interrompre.

DREMLIOUGA. — Ah ! Ne me coupez pas la parole ! (*Mouvements divers dans la salle.*) Je voudrais demander au citoyen procureur quelle a été son attitude...

LE PROCUREUR. — Je proteste ! L'inculpé n'a pas le droit de poser des questions ! Expliquez-lui cela !

LE JUGE. — Tenez compte de cette remarque ! Je vous avertis une fois encore. N'exposez pas ici vos opinions personnelles.

DREMLIOUGA. — Le malheur, c'est que ce sont justement mes opinions personnelles qui m'ont amené ici ! Aussi ne puis-je les passer sous silence. Je considère que ce procès, les autres procès, le stalinisme...

LE PROCUREUR. — L'inculpé Dremliouga tombe sous le coup d'une inculpation précise. Il ne doit s'exprimer que sur elle. Le procès ne touche pas d'autres événements, plus lointains.

LE JUGE. — Le tribunal vous fait une nouvelle remarque.

DREMLIOUGA. — Je n'ai pas achevé ma phrase, je veux la terminer.

LE JUGE. — Le tribunal vous renouvelle sa remarque.

DREMLIOUGA. — Je considère que tous les phénomènes ci-dessus évoqués viennent de l'absence du droit de critiquer le gouvernement. Pour que ce droit devienne légal, je suis allé manifester sur la place Rouge, et je serais allé manifester n'importe où. A l'avenir, j'exprimerai ma protestation par tous les moyens. Après le congrès consacré à la dénonciation du culte de la personnalité...

LE PROCUREUR. — Je demande au tribunal de prévenir l'inculpé Dremliouga qu'en vertu de l'article 297 du *Code de procédure pénale*, l'inculpé peut se voir privé de son droit à une dernière déclaration s'il utilise des expressions inacceptables.

LE JUGE. — Si vous ne remplissez pas cette dernière exigence, nous serions obligés de prendre des mesures.

DREMLIOUGA. — Je...

LE PROCUREUR. — Je demande une interruption de séance de cinq minutes, afin que l'avocat puisse expliquer à l'inculpé ses droits et ses obligations dans le cours de sa dernière déclaration.

(Le juge décrète une interruption de séance de dix minutes.)

Après l'interruption de séance :

DREMLIOUGA. — En signe de protestation contre ce procès et bien d'autres, je refuse d'utiliser mon droit à faire une dernière déclaration.

PARUTIONS RÉCENTES

en vente à la Librairie d'«Informations Ouvrières»

39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS (10^e)

ou envoyés franco de port contre paiement aux C.C.P. indiqués ci-dessous :

Pierre Broué

LE PRINTEMPS DES PEUPLES COMMENCE A PRAGUE

L'exemplaire 9 F. - par 10 : 8 F. - C.C.P. Bloch Paris 606-23



LA REVOLUTION ALLEMANDE (1917-1923)

L'exemplaire 11 F. - par 10 : 10 F. - C.C.P. Bloch Paris 16913-99



F. De Massot

LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 1968

L'exemplaire 12 F. - par 10 : 11 F. - C.C.P. Informations ouvrières Paris 21831-73



LE MANIFESTE DE DECEMBRE 1967 DE L'O.C.I.

L'exemplaire 3 F. - par 10 : 2,70 F. - C.C.P. Bloch Paris 606-23



LA GRÈVE DES NORMALIENS DE MARS 1969

L'exemplaire 3 F. - par 10 : 2,70 F. - C.C.P. «Jeune Révolutionnaire» Paris 25445-62

